



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 17 MARS 1917.

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 17TH MARCH, 1917.

Nominations

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de révoquer la commission pour la décision sommaire des petites causes, en date du neuf février 1917, pour la paroisse de Sainte-Pudentienne, et de nommer, par commission en date du sept mars 1917, MM. Philippe Nicol, cultivateur; Joseph Guillet et Joseph Bernard, ~~rentiers~~; Amable Gazaille, cultivateur; François Maheu, gentleman; Dolphus Goyette, contracteur, de Sainte-Pudentienne, membres de la dite cour.

1277

Appointments

His Honor the Lieutenant-Governor has been pleased to revoke the commission for the summary trial of small causes dated the ninth February, 1917, for the parish of Sainte Pudentienne, and to appoint, by commission, dated the seventh March, 1917, Messrs Philippe Nicol, farmer; Joseph Guillet and Joseph Bernard, annuitants; Amable Gazaille, farmer; François Maheu, gentleman; Dolphus Goyette, contractor, of Sainte-Pudentienne, members of said court.

1278

Proclamation

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

P.-E. LEBLANC.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

Proclamation

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

P. E. LEBLANC.

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

A tous ceux qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner,—SALUT:

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN, } ATTENDU que dans
Procureur-Général. } et par un Acte du
Parlement de Notre Royaume-Uni de la Grande
Bretagne et d'Irlande, et intitulé: "Acte concer-
nant l'union et le gouvernement du Canada, de la
Nouvelle-Ecosse et du Nouveau Brunswick, ainsi
que les objets qui s'y rattachent", il est entre
autre chose décrété que "le lieutenant-gouver-
neur de Québec pourra, de temps à autre, par
proclamation, sous le grand sceau de la province,
devant venir en force au jour y mentionné, éta-
blir des cantons dans les parties de la province
de Québec, dans lesquelles il n'en a pas encore été
établi, et en fixer les tenants et aboutissants;"
Et attendu que nous avons jugé à propos d'établir
une certaine étendue de Nos terres incultes, sise
et située dans le comté de Bonaventure, dans le
district de Gaspé, dans Notre province de Québec,
en un canton sous le nom de canton "Robidoux";

A CES CAUSES, sous l'autorité du susdit Acte
du Parlement de Notre Royaume-Uni de la
Grande-Bretagne et d'Irlande, Nous avons établi,
et par Notre présente Proclamation Royale éta-
blissons en un canton, sous le nom de canton
"Robidoux", cette étendue de Nos terres
incultes, sise et située dans le dit comté de Bona-
venture, dans le dit district de Gaspé, dans Notre
dite province de Québec, et délimitée et décrite
comme suit, dans et par le rapport de l'honorable
Ministre des Terres et Forêts, dans Notre dite
province de Québec, fait au lieutenant-gouver-
neur de notre dite province, savoir:

Le territoire à être érigé en canton, dans le
comté de Bonaventure, sous le nom de "Robi-
doux", est borné, vers le nord et l'Est par les
terres vacantes de la Couronne, vers le sud par
les cantons Hamilton et New-Richmond, et vers
l'ouest par la rive Est de la rivière Petite-Casca-
pédia; ses limites sont décrites comme suit,
savoir:

Partant du point où la limite nord du canton
New-Richmond coupe la rive est de la rivière
Petite-Cascapédia, au coin sud-ouest dudit canton
Robidoux, ladite rive Est de cette rivière en en
remontant son cours, jusqu'à un point situé sur
le prolongement de la limite nord-ouest du canton
Flahault; de ce point qui fait le coin ouest dudit
canton Robidoux, le prolongement sus-dit, dans
la direction nord soixante-neuf degrés Est
(N. 69° E.), astronomique, sur une longueur de
huit cent trente-deux (832) chaînes, plus ou moins,
jusqu'au point qui fait le coin nord dudit canton
Robidoux sur une ligne devant être tirée nord
vingt degrés trente minutes ouest (N. 20° 30' O.)
astronomique depuis le coin nord-est du canton
Hamilton; de là, cette ligne elle-même, suivant
la course sud vingt degrés trente minutes est
(S. 20° 30' E.) astronomique, sur une longueur
de mille quatre cent soixante-deux (1462) chaînes,
plus ou moins, jusqu'au dit coin nord-est du
canton Hamilton sus-dit; de ce coin qui fait aussi
le coin sud-est dudit canton Robidoux, la limite
nord du canton Hamilton, dans la direction nord
soixante-dix degrés ouest (N. 70° O.) astrono-
mique, ou environ, telle que déjà établie sur le
terrain pour une longueur de sept cent vingt-six
(726) chaînes, plus ou moins, jusqu'au coin nord-
ouest du canton Hamilton sus-dit; de là, suivant
la direction sud vingt-trois degrés ouest (S. 23°
O.) astronomique, ou environ, une distance de
cent vingt-six (126) chaînes, plus ou moins,
mesurée sur la limite ouest dudit canton Hamilton
telle qu'établie sur le terrain, jusqu'au coin nord-

To all to whom these presents shall come or
whom the same may concern,—GREETING:

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN, } WHEREAS in and by
Attorney General. } an act of the Parlia-
ment of Our United Kingdom of Great Britain
and Ireland, and intitulé: "An Act for the Union
of Canada, Nova Scotia and New Brunswick
and the Government thereof, and for other
purposes connected therewith," it is amongst
other things enacted, that "the Lieutenant-
Governor of Quebec may, from time to time, by
Proclamation, under the Great Seal of the Pro-
vince, to take effect from a day to be appointed
therein, constitute townships in those parts of the
Province of Quebec, in which townships are not
then already constituted, and fix the metes and
bounds thereof;" And Whereas We have thought
fit to constitute a certain tract of our waste lands
situate and being in the county of Bonaventure,
in the district of Gaspé, in Our Province of Quebec,
a township by the name of the township "Robi-
doux";

NOW KNOW YE, that under the authority of
the said Act of the Parliament of the United
Kingdom of Great Britain and Ireland, We have
constituted and, by this Our Royal Proclamation,
do constitute into a township by the name of the
township "Robidoux", that certain tract of Our
waste lands situate and being in the said county of
Bonaventure, in the said district of Gaspé, in our
Province of Quebec, and bounded and described
as follows, in and by the report of the Honorable
Our Minister of Lands and Forests, in Our said
Province of Quebec, made to the Lieutenant
Governor of Our said Province, to wit:

The territory to be erected into a township,
in the county of Bonaventure, under the name
of Robidoux, is bounded, on the north and east
by the vacant Crown lands, on the south by
the townships of Hamilton, and New Richmond,
and on the west by the east bank of the Little
Cascapédia river; its boundaries are described
as follows, to wit:

Starting from a point where the north boundary
of the township of New-Richmond cuts the east
bank of the Little Cascapédia river, at the south
west corner of said township of Robidoux, the
said east bank of such river, going up-stream,
to a point situate on the prolongation of the north
west boundary of the township of Flahault,
from this point which marks the west corner of
said township of Robidoux, the aforesaid prolon-
gation running north sixty nine degrees east
(N. 69° E.), astronomically a distance of eight
hundred and thirty two (832) chains, more or less,
to a point marking the north corner of said town-
ship of Robidoux, said point lying in a line to be
drawn north, twenty degrees and thirty minutes
west (N. 20° 30' W.) astronomically, a distance
of one thousand four hundred and sixty two (1462)
chains, more or less, to said north east corner of
the township of Hamilton, aforesaid, from this
corner, being also the south east corner of said
township of Robidoux, the north boundary of
the township of Hamilton, running north seventy
degrees west (N. 70° W.), astronomically, or
thereabouts, as established on the ground, a
distance of seven hundred and twenty six (726)
chains, more or less, to the north west corner of
the township of Hamilton aforesaid; thence,
running south twenty three degrees west (S.
23° W.) astronomically, or thereabouts, a dis-
tance of one hundred and twenty (126) chains,
more or less, measured on the west boundary of
said township of Hamilton, as established on the
ground to the north east corner of the township

est, du canton New-Richmond, puis enfin, dans la direction nord soixante-six degrés ouest (N. 66° O.) astronomique, ou environ, tel qu'en-core établi sur le terrain, une longueur de deux cent cinquante-sept (257) chaînes, plus ou moins, mesurée sur l'arrière-ligne du canton New-Richmond en dernier lieu mentionné, jusqu'au point de départ.

Le canton Robidoux, tel que ci-dessus délimité occupe une étendue de quatre-vingt-quinze mille (95,000) acres, plus ou moins, en superficie, et comprend en outre toutes les îles de cette partie de la rivière Petite-Cascapédia, s'étendant d'une limite à l'autre du sus-dit canton, tel que le tout appert du diagramme ou plan du dit territoire annexé au dit rapport, et en autant que la nature et les circonstances le permettent et conformément aux rapports d'arpentage produits et demeurés de record dans le département des Terres et Forêts.

ET DE PLUS, conformément aux dispositions du dit Acte, déclarons et ordonnons par les présentes que le trentième jour du mois de mars courant, sera le jour à compter duquel et après lequel Notre présente Proclamation viendra en force, et que la dite étendue de terre, telle que ci-dessus délimitée et décrite, et toute et chaque partie d'icelle, sera et demeurera, à compter du dit trentième jour du mois de mars courant, un canton sous le nom du canton "Robidoux", à toutes fins et intentions quelconques, nonobstant toute erreur dans les bornes, tout faux nom, ou toutes autres imperfections ou omissions touchant la dite étendue de terre par les présentes établie en un canton sous le nom de canton "Robidoux", comme susdit.

De tout ce que dessus, tous nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable SIR PIERRE-EVARISTE LEBLANC, chevalier, commandeur de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de Québec, à Québec, ce HUITIÈME jour de MARS en l'année mil neuf cent dix-sept de l'ère chrétienne, et de Notre règne la septième année.

Par ordre,

C. J. SIMARD,

Sous-secrétaire de la province.

1271

of New Richmond, then, finally, a line running north sixty six degrees west (N. 66° W.) astronomically or thereabouts, as established on the ground, and two hundred and fifty seven (257) chains long, more or less, said line coinciding with the rear line of the township of New Richmond last above mentioned, to the starting point.

The township of Robidoux as hereabove bounded covers an area of ninety five thousand (95,000) acres, more or less, in superficies and in addition thereto comprises all the islands of that part of the Little Cascapédia river, extending from one to the other boundary of the aforesaid township, as the whole appears from the diagram or plan of the said territory annexed to the said report, and in so far as the nature and circumstances permit, and in conformity with the reports of survey filed and remaining of record in the department of Lands and Forests.

And we do further, by these presents, pursuant to the provisions of the said Act, declare and order that the thirtieth day of the month of March instant, shall be the day, on, from and after which this Our Royal Proclamation shall take effect, and that the said tract of land, so as aforesaid bounded and described, and every part and parcel thereof, shall be and remain on, from and after the said thirtieth day of the month of March instant, a township by the name of the township "Robidoux", to all intents, constructions and purposes whatever, notwithstanding any misbounding, misnaming, or other imperfections or omissions of or concerning the said tracts of land hereby constituted into a township under the aforesaid name of the township "Robidoux".

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our said Province of Quebec to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable SIR PIERRE-EVARISTE LEBLANC, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of the said Province.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this EIGHTH day of MARCH, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and seventeen, and in the seventh year of Our Reign.

By command,

C. J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

1272

Lettres patentes

"The Holman Theatres, limited".

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huit mars 1917, constituant en corporation M.M. Samuel N. Holman, gérant, Montréal; J.-A. Mercier, conseil du Roi, Outremont; Pierre-Louis Dupuis, avocat; Corinne Gaudreau, sténographe; Gratia Belisle, sténographe, de Montréal, pour les fins suivantes:

Fabriquer, produire, acheter, vendre, louer,

Letters patent

"The Holman Theatres, limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eight day of March, 1917, incorporating M.M. Samuel-N. Holman, manager, Montreal; J.-A. Mercier, King's Counsel, Outremont; Pierre-Louis Dupuis, advocate; Corinne Gaudreau, stenographer; Gratia Belisle, stenographer, of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, produce, buy, sell, lease,

exploiter, et faire le commerce des pellicules de toutes espèces employées dans la projection des vues animées;

Manufacturer, acheter, vendre, louer et exercer le négoce des machines cinématographiques, ainsi que de toutes les catégories d'appareils nécessaires à la production et à la projection des vues animées;

Acheter, posséder ou louer, et exploiter des théâtres de toutes sortes, y compris des salles de vues animées, et dans ces théâtres donner toutes espèces de représentations scéniques, vaudevillesques et cinématographiques, aussi vendre et sous-louer ces théâtres ou autrement en disposer;

Acheter ou autrement acquérir et obtenir des privilèges et permis relatifs aux inventions, brevets, marques ou noms de commerce, plans, droits d'auteurs, projets, secrets ou autres procédés et choses analogues, qui sembleront devoir être avantageux et utiles à la corporation, et les mettre à l'essai, les développer, prolonger, renouveler, exercer, utiliser, vendre, accorder des licences exclusives ou non à leur sujet, ou autrement en disposer;

Acheter, acquérir, posséder et détenir ou autrement négocier et aliéner aucunes valeurs, actions, obligations, débiteures ou parts d'aucune compagnie quelconque dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la présente corporation;

Conclure aucun arrangement relatif à la fusion, à l'union des intérêts ou à la concession réciproque avec aucune compagnie, société ou personne exerçant un commerce totalement ou partiellement semblable à celui de la présente corporation;

Acheter ou autrement acquérir la totalité ou aucune partie des droits, affaires, biens, actif et passif, à titre de commerce en opération ou autrement, d'aucune personne ou compagnie exerçant aucun négoce que la présente corporation est autorisée à exercer ou possédant aucune propriété appropriée aux objets de la présente compagnie, et payer ces affaires ou biens, totalement ou partiellement, en actions et en obligations de la présente corporation;

Rémunérer aucune personne ou compagnie pour services rendus en faisant, en aidant à faire souscrire ou en garantissant la souscription d'aucun nombre de parts du fonds social de la corporation ou d'aucunes débiteures ou autres valeurs de la compagnie, ou dans l'administration de ses affaires;

Vendre ou autrement disposer l'entreprise corporative ou de la totalité ou d'aucune partie de l'actif, des actions, obligations ou valeurs d'aucune autre compagnie;

Distribuer aux membres de la corporation, en espèces, les parts, débiteures, propriétés et valeurs qui appartiennent à la compagnie;

Emettre des actions de la corporation en paiement de biens acquis, de services à elle rendus, y compris, sur l'approbation des contributeurs, les services que les promoteurs auront rendus dans la constitution en corporation et l'organisation de la compagnie;

Faire aucunes et toutes les autres choses, ou exercer aucun autre commerce qui sera avantageux ou se rattachera à la pleine réalisation des objets précités;

Accomplir aucun des actes susdits que la compagnie est autorisée à faire, soit comme principaux soit comme mandataires, sous le nom de "The Holman Theatres, limited", avec un fonds social de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la cité de Montréal.

operate and deal in films of all kinds used for the production of moving pictures;

To manufacture, buy, sell, lease and deal in moving picture machines and all kinds of apparatus required for the production and operation of moving pictures;

To buy, own or lease, and operate theatres of all kinds, including moving pictures theatres, and in such theatres to give all kinds of theatrical performances, vaudeville performances and exhibit moving pictures, and such theatres to sell, sublet, or otherwise dispose of;

To purchase or otherwise acquire and obtain protection and license in respect of any invention patents, trade marks or names, designs, copyrights, ideas, secrets or other processes and the like, which may appear likely to be advantageous or useful to the company, and to test, develop, prolong, renew, exercise, use, vend, grant exclusive or other licenses in respect of or otherwise deal with all or any of the same;

To purchase, acquire, possess and hold or otherwise deal in and deal with any securities, stocks, bonds, debentures or shares of any company whatsoever, having objects in whole or in part similar to this company;

To enter into any arrangement for amalgamation, joinder of interest or reciprocal concession with any company, firm or person carrying on business in whole or in part similar to that of this company;

To purchase or otherwise acquire the whole or any part of the rights, business, property, assets and liabilities as a going concern or otherwise, of any person or company carrying on any business which this company is authorized to carry on, or possessed of any property suitable for the purposes of this company, and to pay for such business or property, in whole or in part, with the stock and bonds of this company;

To remunerate any person or company for services rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares of the company's capital or any of the debentures or other securities of the company or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To sell or otherwise dispose of the undertaking of the company, or the whole or any part of its assets, for shares, debentures or securities of any other company;

To distribute among the members of the company in kind any shares, debentures, securities or property belonging to the company;

To issue shares of the company in payment of property acquired by, or services rendered to it, including with the approval of the shareholders, services rendered by the promoters in connection with the incorporation and organization of the company;

To do any and all other things or to carry on any other business that may be expedient for or incidental to the due carrying out of the above purposes;

To do any of the above things that the company is authorized to do either as principal or agent, under the name of "The Holman Theatres, limited", with a capital stock of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of the business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce huitième jour de mars 1917.

Le sous-secrétaire de la province,
1263—11-2 C.-J. SIMARD.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eight day of March, 1917.

C.-J. SIMARD,
1264—11-2 Assistant Provincial Secretary.

"The Montreal Cash Company".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du huitième jour de mars, 1917, constituant en corporation M.M. René Chênevert, Philéas Caumartin, Léopold Barry, avocats; Thomas Robillard, comptable; Alice Thérberge, sténographe, de Montréal; dans les buts suivants:

Acquérir, recevoir, posséder, vendre et céder des biens et effets mobiliers de toute nature, valeurs, actions, obligations, créances, réclamations, droits, fonds, marchandises, métaux et tous articles de commerce, les mettre à fruit, les engager et en disposer de toutes manières; ouvrir et administrer des comptoirs, magasins, entrepôts et autres établissements, et généralement faire toutes opérations commerciales et entrepositaires, sous le nom de "The Montreal Cash Company", avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce huitième jour de mars 1917.

Le sous-secrétaire de la province,
1265—11-2 C.-J. SIMARD.

"The Montreal Cash Company".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the eight day of March, 1917, incorporating René Chênevert, Philéas Caumartin, Léopold Barry, advocates; Thomas Robillard, accountant, Alice Thérberge, stenographer, of Montreal, for the following purposes:

To acquire, receive, own, sell and assign moveable property and chattles of every kind, securities, shares, bonds and debentures, credits, claims, rights, stock-in-trade, merchandise, metals and all other articles of trade, turn to account, pledge, and dispose of same in any manner; to open and manage trading posts, stores, warehouses and other establishments and generally carry on all business transactions and undertakings, under the name of "The Montreal Cash Company", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of the business of the corporation, to be in the City of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eight day of March, 1917.

C.-J. SIMARD,
1266—11-2 Assistant Provincial Secretary.

"The H. & O. Mining Company, limited".

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes en date du huit mars 1917, constituant en corporation M.M. Morris Harris, mineur; David Oppenheim, ajusteur; Peter Anthony Miller, procureur; Elmer Christie, ajusteur et Archabald Campbell, ajusteur, de la cité de Détroit, Etat du Michigan, E. U. A., pour les fins suivantes:

Acquérir, posséder, louer, rechercher, ouvrir, explorer, développer, exploiter, améliorer, entretenir, et administrer des mines, des terrains et gisements métallifères; et creuser, extraire, concasser, laver, fondre, traiter, analyser, réduire, mettre en conduits, amalgamer, transporter et autrement traiter les minerais, métaux et minéraux, appartenant à la corporation ou non, et leur donner une valeur marchande, aussi vendre ou en disposer de la totalité ou d'aucune partie d'iceux ou d'aucun intérêt y relatif;

Prendre, acquérir et détenir, en compensation des minerais, métaux ou minéraux vendus ou autrement aliénés, des effets fournis, du travail exécuté à l'entreprise ou autrement, des actions, débentures ou autres valeurs dans aucune autre compagnie aux objets totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie présentement constituée en corporation, ainsi que les vendre ou autrement en disposer;

Les pouvoirs mentionnés dans chaque paragraphe ne seront aucunement limités ou restreints par référence aux termes d'aucun autre paragraphe ou d'édiction d'iceux;

Emettre des parts acquittées du fonds social de la compagnie en dessous de leur valeur au pair, pourvu cependant qu'aucun actionnaire de la corporation n'encoure aucune responsabilité personnelle envers la compagnie ou envers ses créanciers ou cessionnaires, en sus du montant payé ou souscrit à la corporation pour ses parts, sous le nom de "The H. & O. Mining Company,

"The H. & O. Mining Company, limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Mining Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eight day of March, 1917, incorporating M.M. Morris Harris, miner; David Oppenheim, adjuster; Peter Anthony Miller, attorney; Elmer Christie, adjuster, and Archabald Campbell, adjuster, of the city of Detroit, state of Michigan, U. S. A., for the following purposes:

To acquire, own, lease, prospect for, open, explore, develop, work, improve, maintain, and manage mines and mineral lands and deposits, and to dig for, raise, crush, wash, smelt, assay, analyse, reduce, pipe, amalgamate, convey, and otherwise treat ores, metals and minerals, whether belonging to the company or not, and to render the same merchantable, and to sell or to otherwise dispose of the same or any part thereof or interest therein;

To take, acquire, and hold as consideration for ores, metal or materials sold or otherwise disposed of, or for goods supplied or for work done by contract or otherwise, shares, debentures or other securities of, or in any other company having objects similar in whole or in part to those of the company hereby incorporated, and to sell and otherwise dispose of the same;

The powers in each paragraph to be in no wise limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph;

To do all other things such are incidental or conducive to the attainment of the above objects;

To issue paid up shares of the capital stock of the company at less than par value thereof, provided always that no shareholders of the company shall incur any personal liability to the company or to its auditors or assignees in interest, in excess of the amount of the price paid

limited", avec un fonds social de un million de piastres (\$1,000,000.) divisé en un million (1,000,000.) de parts de une piastre (\$1.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Coleraine, P. Q.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce huitième jour de mars 1917.

Le sous-secrétaire de la province,
1273-11-2 C.-J. SIMARD.

or agreed to be paid to the company for its shares, under the name of "The H. & O. Mining Company, limited", with a capital stock of one million dollars (\$1,000,000.) divided into one million (1,000,000.) shares of one dollar (\$1.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Coleraine, P. Q.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eighth day of March, 1917.

C.-J. SIMARD,
1274-11-2 Assistant Provincial Secretary.

"The Pontiac Lumber & Pulp Company".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du huitième jour de mars 1917, constituant en corporation M.M. L. E. Pearle Thurston, commis, de Montréal; Onésime LeBrun, comptable, Elie Allard, rentier; Loggie Arseneault, mécanicien; Donat Marchand, classificateur de bois, de la ville de Saint-Tite, comté de Champlain, pour les fins suivantes :

Faire et exercer généralement et sous toutes ses formes le commerce, la fabrication et la production du bois de commerce, du bois de pulpe, de la pâte de bois, de la pulpe et du papier dans toutes leurs spécialités;

Acquérir, posséder et mettre en opération des moulins à scie, moulins à bardeau, planeurs et embouteurs, et moulins à écorcer et de faire le commerce du bois en général;

Acquérir par achat ou autrement, posséder et détenir des terrains, limites et concessions forestières, lots de grèves, pouvoirs hydrauliques, privilèges et droits en iceux, usines et autres bâtiments, y construire, les développer, cultiver et exploiter, améliorer et utiliser, les hypothéquer, affermer, vendre ou autrement transiger ou aliéner;

Construire, entretenir et exploiter sur toutes ou aucune des dites propriétés de la compagnie tous tels réservoirs, écluses, conduits, fondations, quais, glissoirs, jetées, chaussées, usines, bâtiments et autres travaux pour produire, fabriquer et développer du pouvoir d'éclairage et de force motrice dans les comtés de Temiscaming et Pontiac, et transmettre et distribuer par aucun moyen quelconque dans les dits comtés tels pouvoirs pour la fabrication et la production du bois de pulpe, de la pâte de bois, de la pulpe et du papier, et pour l'utilité générale de la compagnie et de vendre, louer, transmettre et distribuer tel pouvoir d'éclairage et de force motrice, pourvu, cependant, que la vente, distribution ou transmission, de tel pouvoir ou partie, faite au-delà des terrains de la compagnie, soient subordonnés aux règlements municipaux ou locaux à cet effet;

Acquérir, posséder et mettre en opération des moulins à pulpe, moulins à papier et moulins pour la manufacture du bois, de la pulpe et des produits du papier;

Manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce de bois de construction, bois, bardeaux, articles en bois de toute nature et descriptions, bois de pulpe, papier de pulpe, et produits de pulpe et de papier;

Acquérir, posséder et mettre en exploitation des coupes forestières, manufacturer le bois de pulpe, et développer les terrains miniers;

Acquérir, construire, posséder, vendre et mettre en opération des briqueteries et faire le commerce de briques, et de tous produits de briqueterie en général;

Posséder, construire, acheter et vendre des moulins, magasins, entrepôts, maisons, gares, boutiques, manufactures, et autres bâtisses, usines génératrices pour la production, la conversion

"The Pontiac Lumber & Pulp Company".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of March, 1917, incorporating L. E. Pearle Thurston, clerk; of Montreal; Onésime LeBrun, accountant; Elie Allard, annuitant; Loggie Arseneault, machinist; Donat Marchand, lumber scaler, of the town of Saint Tite, county of Champlain, for the following purposes:

To carry generally and in all its branches the business, manufacture and production of timber and lumber pulpwood and wood pulp, pulp and paper in all branches thereof;

To acquire, own and operate saw-mills, shingle mills, planing and grooving mills, rossing mills and carry on a general wood business;

To acquire by purchase or otherwise, and to own and hold lands, timber limits and timber berths, water-lots, water-powers, privileges and rights therein, works and other buildings, build upon, develop, cultivate and exploit, improve and utilize, hypothecate, lease, sell or otherwise deal in and dispose of same;

To construct, maintain and operate on all or any said property of the company any such reservoirs, dams, sluices, foundations, wharves, slides, piers, embankments, shops, buildings and other works for the production, manufacture and development of light and motive power within the counties of Temiscaming and Pontiac, and to transmit and distribute such light and motive power, by all means whatever within the said counties, for the manufacture and production of pulpwood, wood-pulp, pulp and paper and for the general use of the company, and to sell, lease, transmit and distribute same, provided, however that any sale, distribution or transmission of such power or any part thereof, made beyond the lands of the company, be subject to all municipal or local by-laws on that behalf;

To acquire, own and operate pulp-mills, paper mills and other mills for the manufacture of wood, pulp and paper products;

To manufacture, buy, sell and deal in timber and lumber, wood, shingles, wooden wares of every kind and descriptions, pulpwood, pulp paper and pulp and paper products;

To acquire, own and operate timber berths, manufacture pulpwood and develop mining lands;

To acquire, construct, own, sell and operate brick yards and to deal in brick and all other brick-yard products;

To own, construct, buy and sell mills, stores, warehouses, dwellings, stations, shops, manufactories and other buildings, and power plants for the production transformation and distribution

et la distribution de la vapeur, de l'électricité des forces hydrauliques dans les comtés de Temiscaming et Pontiac;

Fabriquer, développer ou produire autrement, dans les dits comtés de Temiscaming et Pontiac, et aussi acquérir par contrat, bail, achat ou autrement dans les dits comtés tous pouvoirs d'éclairage, ou force motrice produite par la vapeur, l'énergie électrique, pneumatique, hydraulique, ou autre pouvoir et les utiliser pour les fins de la compagnie, les vendre, louer ou autrement en disposer pour fins d'éclairage et de force motrice;

Faire les affaires des marchands en général dans aucuns ou dans les établissements de moulins et ailleurs dans la province de Québec;

Acquérir par achat, louer ou autre titre et garantir, hypothéquer toutes terres, bâtisses et propriétés;

Acquérir, posséder et mettre en opération des barges, des allèges, vaisseaux remorqueurs et vaisseaux à vapeur mus par la vapeur, l'électricité, la gazoline ou autre pouvoir moteur avec pouvoir de faire le trafic qui conviendra à la compagnie avec ces vaisseaux, et de percevoir des droits de passage et de fret sur iceux de la manière que la compagnie en jugera;

Exercer aucun commerce de fondeurs de fer, ingénieurs mécaniciens et fabricants de machines, outils fondeurs de cuivre, ouvriers en métaux, manufacturiers de bouilloires, de courroies, machinistes, convertisseurs du fer et de l'acier, menuisiers, constructeurs, métallurgistes, ingénieurs électriciens et hydrauliques, voituriers et marchands, et vendre, acheter, manufacturer, réparer, convertir, altérer, prendre à bail ou louer et faire commerce d'instruments mécaniques, machines à écorcer, du matériel roulant et de la ferronnerie de toutes espèces;

Exercer l'industrie de fondeurs de cuivre et du fer, d'ingénieurs, manufacturiers et marchands d'airain, du cuivre, du zinc, du fer et des autres métaux, et en qualité de machinistes et forgerons, manufacturiers, acheter, vendre et faire le commerce totalement ou partiellement du cuivre, de bronze, de fer, d'autres métaux, et fabriquer, acheter et vendre de la ferronnerie de toutes descriptions, des machines et accessoires mécaniques;

Acquérir, posséder des terres, ériger, employer et construire les travaux, machines, aqueducs et appareils pour la production, transmission et distribution d'iceux et vendre de l'eau, de l'éclairage électrique, pouvoir et force et autres pouvoirs moteurs dans les comtés de Temiscamingue et Pontiac;

Acquérir et utiliser des pouvoirs d'eau ou à vapeur dans le but de comprimer l'air ou produire l'électricité pour l'éclairage, chauffage et pour les fins de moteur du flottage du bois, et pour les fins de manufacture en général, et les vendre ou les louer;

Vendre ou louer des pouvoirs, développés ou acquis;

Construire, maintenir, louer des jetées, quais, bassins, estacades, écluses, travaux de crick de rivières, entrepôts, magasins et en disposer et de charger des péages ou louer pour l'usage d'iceux;

Construire, acquérir et mettre en opération des systèmes de téléphone pour les fins de leurs affaires aussi avec pouvoir de donner un service public dans les comtés de Temiscaming et Pontiac, en plaçant des appareils et autres moyens jugés nécessaires à cette fin, et de charger les honoraires que la compagnie en jugera pour l'usage de telle installation;

Avec pouvoir d'exploiter et de mettre en opération les différents commerce mentionnés dans la présente charte;

Tenir et posséder des garanties sur les limites

of steam, electricity and hydraulic power within the counties of Temiscaming and Pontiac;

To manufacture, develop or otherwise produce within the said counties of Temiscaming and Pontiac, and to also acquire by contract, lease or otherwise within said counties, all light or motive energy generated by steam, electric, pneumatic, hydraulic or other power and utilize same for the purposes of the company, to sell, lease or otherwise dispose of same for lighting and motive power purposes;

To carry on the business of merchants generally in any or all of the mill establishments and elsewhere in the Province of Quebec;

To acquire by purchase, lease or other title and to pledge and hypothecate any lands, buildings and property;

To acquire, own and operate barges, lighters, boats, tugs and other vessels propelled by steam, electricity, gasoline or other motive power, with power to engage with such vessels in any traffic which the company think fit, and to collect passenger and freight rates thereon in such manner as the company may deem proper;

To carry on the trade and business of iron founders, mechanical engineers, and manufacturers of machinery, tool-makers, coppersmiths metal workers, boiler makers, manufacturers of belting, iron and steel couveters, joiners, builders metallurgists, electrical and hydraulic engineers, public carriers and merchants, and to sell, buy, manufacture, repair, transform, alter and hire or lease and deal in machinery, roasting machines, rolling stock and iron wares of every kind;

To carry on the business of copper smiths and iron founders engineers, manufacturers of and dealers in brass, copper, zinc, iron and other metals, and the business of machinists and blacksmiths, to manufacture, buy, sell and deal wholly or partly in copper, bronze, iron and other metals, to manufacture, buy and sell iron wares of every kind, machinery and machine supplies;

To acquire, own lands, erect, utilize and construct plants, machinery, waterworks and apparatuses for generating, transmitting and distributing water, electric light and other power, and to sell same, the whole within the counties of Temiscaming and Pontiac;

To acquire, utilize water or steam powers for compressing air or generating electricity for lighting, heating and motive power purposes, or for driving logs and manufacturing purposes generally and to sell or lease same;

To sell or lease developed or acquired powers;

To construct, maintain, lease and dispose of piers, wharves, docks, booms, dams, river improvements, warehouses, stores and to charge tolls or leases for the use of same;

To construct, acquire and operate telephone systems for their business purposes with power to give a public service within the counties of Temiscaming and Pontiac, by placing apparatuses and other instruments deemed necessary for such purpose, and to charge such rates as the company may think fit for the use of such installation;

With power to exploit and operate the different lines of business mentioned herein;

To hold and own liens on the limits and secu-

et autres garanties pour dettes dues à la compagnie;

Avec pouvoir d'emprunter de l'argent et émettre des obligations, billets promissaires ou autres preuves de dettes, et les garantir par hypothèques ou par garantie de l'immeuble appartenant à la compagnie et tout autre garantie qui conviendra;

Acquérir, acheter ou louer la totalité ou aucune partie des biens, commerce, industries, propriétés, franchises, baux, hypothèques, permis, privilèges, contrats, droits, et assumer ou non les obligations et dettes de toutes personnes ou corporations exerçant ou organisées en vue d'exercer un commerce semblable à celui de la compagnie ou pouvant servir à ces fins et les vendre, louer ou autrement aliéner;

Conclure des arrangements avec aucunes autorités ou corporations, municipales, locales ou autres, qui seront de nature à atteindre les objets de la compagnie ou aucuns d'eux et obtenir de telles autorités ou corporations tous les droits, privilèges, garanties, concessions que la compagnie jugera convenable d'obtenir, et se conformer à, exécuter et remplir tous tels arrangements et concessions;

Acheter ou autrement acquérir et détenir et posséder des actions du capital social, obligations ou débiteures d'autres compagnies ou corporations, et les vendre et disposer autrement;

Payer en obligations ou autres valeurs ou biens de la compagnie ou par l'émission ou la distribution d'actions acquittées de son capital social, toutes dettes ou réclamations contre la compagnie pour tous biens ou droits acquis ou possédés par elle et pour tous services à elle rendus ou à être rendus de quelques manières que ce soit;

Faire tous actes, exercer tous les pouvoirs tendant à l'accomplissement des objets ci-dessus de la compagnie et tous autres objets, soit comme principaux ou comme agent-entrepreneur;

Vendre ou autrement disposer de tout ou partie des affaires des biens de la compagnie, aux conditions que la compagnie jugera convenable;

Et en général avoir et employer tous les autres droits et pouvoirs qui peuvent être nécessaires pour les fins de leurs affaires, sous le nom de "The Pontiac Lumber & Pulp Company", avec un fonds social de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Makamik, Abitibi.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce huitième jour de mars 1917.

Le sous-secrétaire de la province,

1275-11-2

C.-J. SIMARD.

"Maritime Optical Company, limited".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-troisième jour de février 1917, constituant en corporation MM. Joseph Roméo Watters, géant; Henri Dominique Deschêne, opticien; Joseph Hormisdas Paré, avocat; Joseph-Eugène Valentine, manufacturier, et Aurèle Leclerc, notaire, de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter, vendre et de disposer de tout ce qui concerne l'optique, tel que verres, lunettes, instruments de réfraction, appareils photographiques, lunettes binoculaires, jumelles, longues-vues, télescopes, microscopes, instruments se rapportant au génie civil et toutes les

rities for debts due to the company;

With power to borrow money and issue bonds, promissory notes and other evidences of indebtedness, and guarantee same by hypothecs or mortgage on the company's property or other security deemed suitable;

To acquire, buy or lease the whole or any part of the assets, business, industries, property, franchises, leases, hypothecs, licenses, privileges, contracts, rights and to take over or not the liabilities and debts of any person or corporation carrying on or formed for the carrying on of a business similar to that of the company or suitable for its purposes, and to sell, lease or otherwise dispose of same;

To make any arrangements with any authorities or corporations, municipal, local or otherwise, which may seem conducive to the attainment of the objects of the company or any of them and to obtain from any such authority or corporations all the rights, privileges, guarantees and concessions which the company may think it desirable to obtain and to comply with, execute and carry out any such arrangement and concessions;

To buy or otherwise acquire and own and hold shares of the capital stock, bonds or debentures of other companies or corporations and to sell and otherwise dispose of same;

To pay in bonds or with other securities or property of the company or by the issue and allotment of paid up shares of its capital stock any debts or claims against the company for any property or rights acquired or held by it and for all services rendered or to be rendered to the company in any manner whatever;

To do all the acts, exercise all the powers which may seem conducive to the attainment of the above objects of the company and any other objects either as principal or as contracting agents;

To sell or otherwise dispose of the whole or part of the business and property of the company on such conditions as the company may think proper;

And generally to have and enjoy all other rights and powers which may be necessary for the purposes of its business under the name of "The Pontiac Lumber & Pulp Company", with a capital stock of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of the business of the corporation, to be at Makamik, Abitibi.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eight day of March, 1917.

C.-J. SIMARD,

1276-11-2

Assistant Provincial Secretary.

"Maritime Optical Company, limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty third day of February, 1917, incorporating Joseph Roméo Watters, manager; Henri Dominique Deschêne, optician; Joseph Hormisdas Paré, advocate; Joseph Eugène Valentine, manufacturer, and Aurèle Leclerc, notary, of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell and dispose of all things incidental to the optical trade, including glasses, spectacles, refractors, photographic apparatuses, binoculars, opera-glasses, spy-glasses, telescopes, microscopes, instruments for civil engineers and all parts and accessories incidental

parties ou accessoires se rapportant à l'industrie et au commerce ci-dessus énumérés;

Acquérir et posséder les biens, propriétés, privilèges, franchises, contrats, baux, biens fonciers et autres droits de toute personne, maison ou compagnie exerçant une industrie similaire et généralement les affaires de toute personne ou compagnie, exerçant une industrie ou un commerce que cette compagnie est autorisée à exercer;

Réparer et améliorer toutes espèces d'instruments d'optique ou lunetteries, verres et machineries se rapportant et toutes choses appartenant à l'industrie et au commerce ci-dessus énumérés;

Exercer toute industrie, manufacturière ou autre, que la compagnie croira capable d'être convenablement exercée en rapport avec son commerce, ou censée augmenter directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie, ou les rendre profitables; manufacturer, acheter, vendre et disposer d'articles, effets et marchandises;

Faire tous les actes, exercer tous les pouvoirs, faire toutes les affaires incidentes pour l'exercice des objets pour lesquels la compagnie est incorporée;

Acquérir et employer de la vapeur, de l'électricité ou autres pouvoirs pour les fins susdites;

Recevoir en paiement de marchandises ou pour travaux faits des actions, obligations, débetures ou autres valeurs, émises par une compagnie semblable, les donner ou en disposer;

S'amalgamer avec aucune autre compagnie ou compagnies ayant des objets similaires à ceux énumérés dans les présentes, à tels termes et conditions que la compagnie choisira;

Vendre, louer, échanger ou autrement disposer de l'entreprise de la compagnie ou de toute partie d'icelle, pour telle compensation que la compagnie jugera à propos, et en particulier pour des actions, débetures ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

Émettre des actions libérées, préférentielles, obligations, débetures en paiement total ou partiel d'aucune propriété mobilière ou immobilière, droits, réclamations, privilèges, concessions ou autres avantages que cette compagnie peut légalement acquérir et aussi émettre des actions libérées, obligations, débetures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie faisant des affaires semblables en tout ou en partie ou se rapportant aux affaires de cette compagnie;

Placer et disposer des fonds de la compagnie non immédiatement requis, de telle manière qui pourra en être déterminée de temps à autre;

Demander et acquérir à n'importe quels termes, des brevets, procédés, concessions, licences, marques de fabriques, droits d'auteur ou tout autre privilège ou protection de même nature pour ou se rapportant à aucune matière, articles fabriqués ou en dépendant, les faire valoir en les manufacturant ou travaillant ou octroyant des licences ou autrement;

Les pouvoirs de chacun des paragraphes ci-dessus ne sont limités ni restreints par induction ou déduction des termes d'aucun autre paragraphe, sous le nom de "Maritime Optical Company, limited", avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-troisième jour de février 1917.

Le sous-secrétaire de la province,

1107—10-2

C.-J. SIMARD.

to the above mentioned trades and businesses;

To acquire and own the assets, property, privileges, franchises, contracts, leases, immovables and other rights of any person, firms or company carrying on a similar industry and generally the business of any person or company carrying on any business or trade which this company is authorized to carry on;

To repair and improve all kinds of optical or telescopic instruments, glasses and machinery incidental to or all things appertaining to the above trades and businesses;

To carry on any other business, manufacturing or otherwise, which may appear to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable the company's property or rights; to manufacture, buy, sell and dispose of goods, wares and merchandise;

To do all acts, exercise all the powers and carry on any business incidental to the carrying on of the objects for which the company is incorporated;

To acquire and make use of steam, electricity or other power for the above purposes;

To receive in payment of merchandise or for work done, shares, bonds, debentures or other securities issued by a similar company, give and dispose of same;

To amalgamate with any other company or companies having objects similar to those enumerated herein, on such terms and conditions as the company may think fit;

To sell, lease, exchange or otherwise dispose of the undertaking of the company or any part thereof, for such consideration as the company may think fit and in particular for shares, debentures or securities of any other company the objects of which are in whole or in part similar to those of this company;

To issue paid up and preference shares, bonds and debentures in full or part payment of any moveable or immoveable property, rights, claims privileges, concessions or other advantages which this company may legally acquire and also to issue paid up shares, bonds, debentures or other securities of any other company carrying on businesses wholly or partly similar or incidental to the businesses of the company;

To invest and deal with the funds of the company, not immediately required, in such a manner as may from time to time be determined;

To apply for and acquire on any terms, patents, processes, concessions, licenses, trade marks, copyrights or any other privileges or protection of a like nature for or relating or incidental to any material, manufactured articles, to turn same to account by manufacturing, working same or granting licenses in respect thereof;

The powers in each of the above paragraphs to be in no wise limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph, under the name of "Maritime Optical Company, Limited" with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of the business of the corporation, to be in the city of Québec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty third day of February, 1917.

C.-J. SIMARD,

1108—10-2

Assistant Provincial Secretary.

"Carrières St. Michel, limitée."

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28 février 1917, constituant en corporation MM. Zéphirin Pesant, fils, contracteur, Edouard Robin, hôtelier, Omer Pesant, imprimeur, Raoul Pesant, hôtelier, Wilfrid Pesant, cultivateur, de la ville de Saint-Michel, district de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de manufacturier, contracteur, et entrepreneur pour toute espèce de travaux;

Acheter, posséder, exploiter, aliéner, ou autrement acquérir et disposer des carrières de pierres, chaux, ciment, brique, ardoise, sable et faire le commerce desdits articles;

Exercer toute industrie, manufacturière ou autre, que la compagnie croira capable d'être convenablement exercée augmenter directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie, ou les rendre profitable, manufacturer, acheter, vendre et disposer d'articles, effets et marchandises;

Acquérir et posséder des biens, propriétés, privilèges, franchises, contrats, baux, biens fonciers et autres droits de toute personne, maison ou compagnie exerçant une industrie similaire et généralement les affaires de toute personne ou compagnie exerçant une industrie ou un commerce que cette compagnie est autorisée d'exercer;

Acquérir et employer de la vapeur, de l'électricité ou autres pouvoirs pour les fins susdites;

Recevoir en paiement de propriétés, marchandises ou pour travaux faits des actions, obligations, débetures ou autres valeurs émises par une compagnie semblable, les donner ou en disposer;

S'amalgamer avec aucune autre compagnie ou compagnies ayant des objets similaires à ceux énumérés dans les présentes à tels termes et conditions que la compagnie choisira;

Vendre, louer, échanger ou autrement disposer de l'entreprise de la compagnie ou de toute partie, pour telle compensation que la compagnie jugera à propos et en particulier pour des actions, débetures ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont, en tout ou en partie semblable à ceux de cette compagnie;

Émettre des actions libérées, obligations, débetures, en paiement total ou partiel d'aucune propriété mobilière ou immobilière, droits, réclamations, privilèges, concessions ou autres avantages que cette compagnie peut également acquérir, et aussi émettre des actions libérées, obligations ou autres valeurs en paiement total ou en échange d'actions, obligations, débetures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie faisant des affaires semblables en tout ou en partie, ou se rapportant, aux affaires de cette compagnie;

Placer et disposer des fonds de la compagnie non immédiatement requis, de telle manière qu'il pourra en être déterminé de temps à autres;

Demander et acquérir à n'importe quels termes, ses brevets d'invention, droits de brevets, procédés, concessions, licences, marques de fabrique, droits d'auteurs et autres privilèges ou protections de même nature pour ou se rapportant à aucune matière, article fabriqués ou en dépendant ou convenant aux affaires de la compagnie, les faire valoir en les manufacturant ou travaillant ou en octroyant des licences ou autrement;

Acheter, prendre à bail, louer ou autrement acquérir des outils, outillage, machines, machineries, voitures, camions, automobiles, chevaux et tous autres meubles et immeubles que la com-

"Carrières St. Michel, limitée."

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty eight of February, 1917, incorporating Messrs. Zéphirin Pesant junior, contractor, Edouard Robin, hotelkeeper, Omer Pesant, printer, Raoul Pesant, hotelkeeper, Wilfrid Pesant, farmer, of the town of Saint Michel, district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the trade and business of manufacturers and contractors for all kinds of works;

To buy, own, exploit, alienate or otherwise acquire and dispose of quarries of stone, lime, cement and slate, brick yards and sand pits and deal therein;

To carry on any other business, manufacturing or otherwise, which may appear to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated, directly or indirectly, to enhance the value of or render profitable the company's property or rights, to manufacture, buy, sell and dispose of goods, wares and merchandise;

To acquire and own assets, property, privileges, franchises, contracts, leases, real estate and other rights of any person, firm or company carrying on a similar business and generally the business of any person or company carrying on a trade or business which this company is authorized to carry on;

To acquire and make use of steam, electricity or other power for the purposes aforesaid;

To receive in payment of property, merchandise or for work done, shares, bonds, debentures or other securities issued by a similar company, land over or dispose of same;

To amalgamate with any other company or companies having objects similar to those above enumerated on such terms and conditions as the company may think fit;

To sell, lease, exchange or otherwise dispose of the undertaking of the company or any part thereof, for such consideration as the company may think fit and in particular for shares, debentures, or securities of any other company the objects whereof are in whole or in part similar to those of this company;

To issue paid up shares, bonds, debentures, in full or part payment of any property, moveable, or immoveable, rights, claims, privileges, concessions or other advantages which this company may also acquire, and to issue paid up shares, bonds or other securities in full payment or in exchange of shares, bonds, debentures or other securities of any other company carrying on a business altogether or partly similar to that of the company or incidental thereto;

To invest and deal with the monies of the company not immediately required in such manner as may, from time to time, be determined;

To apply for and acquire under any terms whatever, patents, patent rights, processes, concessions, licenses, trade marks, copyrights and other privileges or protections of a like nature for or relating or incidental to any materials or manufactured article suitable for the company's business, to turn same to account, by manufacturing, working or granting licenses in respect of same;

To buy, take on lease, hire or otherwise acquire tools, equipment, machines, machinery, vehicles, trucks, automobiles, horses and other moveables and immoveables which the company may think

pagnie peut juger nécessaires ou désirables, les améliorer, conduire, développer, louer, hypothéquer, vendre, mettre à profit, ou autrement faire le commerce avec tous ou aucun des biens de la compagnie et en disposer;

Faire tous les actes, exécuter tous les pouvoirs et faire toutes les opérations nécessaires et propres à attendre les fins pour lesquelles la compagnie est constituée en corporation, sous le nom de "Carrières St-Michel, Limitée", avec un fonds social de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00) divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la ville de Saint-Michel, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-huitième jour de février 1917.

Le sous-secrétaire de la province,
1111—10-2 C.-J. SIMARD,

necessary or desirable, improve, conduct, develop, lease, hypothecate, sell, turn to account or otherwise deal with and dispose of any or all of the company's property;

To do all acts, exercise all powers and carry on all businesses incidental or conducive to the attainment of the purposes for which the company is incorporated, under the name of "Carrières St. Michel, Limitée", with a capital stock of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the town of Saint-Michel, district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty eight day of February, 1917.

C. J. SIMARD,
1112—10-2 Assistant Provincial Secretary.

"The Amos Fish Company, limited."

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatre février 1917, constituant en corporation MM. Gerald Augustine Coughlin, avocat; Francis George Bush, teneur de livres; Herbert William Jackson, commis; et George Robert Drennan, et Alexandre Gordon Yeoman, sténographes, de Montréal, pour les fins suivantes:

Exercer un commerce général de pêcheries, et prendre le poisson, le traiter, sécher, fumer, le mettre en conserve, en boîtes, l'emballer, l'acheter et le vendre, et autrement en disposer, et en faire commerce, ainsi que de ses produits et sous-produits;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir aucun bail, aucune licence ou concession ou aucuns droits de pêche, ou organiser aucune compagnie aux fins d'acquérir la totalité ou aucune partie de ces propriétés;

Se fusionner, entrer en société, ou conclure aucun arrangement, pour le partage des bénéfices, l'union des intérêts, la coopération, le risque mutuel, la concession réciproque, ou autrement, avec aucune personne ou compagnie exerçant, se livrant à, sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce ou genre d'affaires susceptibles d'être exercés au bénéfice direct ou indirect de la corporation, et prêter de l'argent, garantir les contrats, ou autrement aider aucune telle personne ou compagnie, et prendre ou autrement acquérir des parts et valeurs dans aucune telle compagnie, les vendre, les détenir, les rémettre, avec ou sans garantie, ou autrement les négocier;

Acquérir, acheter, vendre, détenir, améliorer, cultiver ou autrement disposer d'aucunes propriétés, terres;

Importer, exporter, fabriquer, acheter, vendre et faire commerce d'effets, denrées et marchandises en gros et en détail, ou autrement;

Construire, acquérir, entretenir, améliorer, exploiter aucun bâtiment, (se livrer aux opérations de la construction), entrepôt, réfrigérateur, entrepôt frigorifique et congélateur;

Acquérir, construire, fabriquer, posséder, louer, prendre à bail, réparer et utiliser aucuns bateaux ou autres vaisseaux, les filets, boîtes, pontons, machines, bâtisses d'aucune sorte, les récipients et les autres propriétés;

Conclure aucun arrangement avec aucune autorité municipale, locale ou autre, qui semblera favoriser les objets de la compagnie ou aucun d'eux, et obtenir de cette autorité aucuns droits, privilèges et concessions que la corporation

"The Amos Fish Company, limited."

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the lieutenant governor of the province of Quebec, bearing date the twenty fourth day of February, 1917, incorporating MM. Gerald Augustine Coughlin, advocate; Francis George Bush, book-keeper; Herbert William Jackson, clerk; George Robert Drennan and Alexander Gordon Yeoman, stenographers, of Montreal, for the following purposes:

To carry on a general fishing business and to catch, cure, dry, smoke, preserve, can, pack, buy and sell and otherwise deal with and deal in fish and fish products and by-products;

To apply for, purchase or otherwise acquire any lease, licenses, concessions or any fishing rights, or to promote any company for the purpose of acquiring all or any of the properties;

To amalgamate, enter into partnership or into any agreements for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engage in or about to carry on or engage in any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to lend money to or guarantee the contracts of or otherwise assist any such person or persons, company or companies, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company or companies, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee or otherwise deal with the same;

To acquire, buy, sell, hold, improve or maintain or otherwise deal with or in any property, farm lands;

To import, export, manufacture, buy, sell and deal in goods, wares and merchandise, either by wholesale and retail or otherwise;

To erect, acquire, build, maintain, improve, operate and carry on any building or building operations, warehouses, cold storage plants, refrigerating and ice manufacturing plants;

To acquire, build, manufacture, own, lease, hire, construct, repair and operate any boats or other vessels, nets, boxes, wharves, machinery, buildings of any kind, canneries and other property;

To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which

croira désirable d'obtenir, et remplir ces conventions, les mettre à exécution et s'y conformer;

Acacheter, prendre, louer, échanger, prendre à bail et autrement acquérir aucune propriété, les droits ou privilèges que la compagnie croira nécessaires ou avantageux aux fins de son commerce;

Vendre ou aliéner les entreprises de la corporation, ou aucune partie d'icelles, pour les considérations, termes et conditions que les directeurs de la compagnie jugeront convenables;

Emettre des parts acquittées, des obligations, des débetures ou d'autres valeurs en paiement total ou partiel d'aucune propriété réelle ou personnelle, mobilière ou immobilière, des services rendus ou à rendre à la corporation, des droits, baux, commerce, franchises, entreprises, pouvoirs, privilèges ou des autres avantages que la présente compagnie pourra légalement acquérir;

Aucun pouvoir accordé dans aucun paragraphe des présentes ne sera limité ou restreint par référence à aucun autre paragraphe ou au nom de la compagnie ou déduction d'iceux sous le nom de "The Amos Fish Company, limited", avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-quatrième jour de février 1917.

L'assistant sous-secrétaire de la province.

1115—10-2 ALEXANDRE DESMEULES.

"The Knickerbocker Manufacturing Company, limited."

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour de février 1917, constituant en corporation M.M. Samuel Gerald Tritt, Saul Tritt, avocats; Nicholas Swan, comptable; John P. Whelan, avocat et Alexander Seay, sténographe, de Montréal, pour les fins suivantes:

Acquérir aucune industrie totalement ou partiellement semblable à celle de la présente compagnie, avec les plans, achalandages, privilèges et créances de toute nature appartenant à cette corporation, et les payer en argent ou en actions libérées et non-sujettes à appel de la compagnie;

Exercer l'industrie de fabricants de drap, de drapiers, manufacturiers de hardes, fourreurs, merciers, marchands de bas, manufacturiers, importateurs et négociants en gros et au détail de tissus de toutes sortes, modistes, habilleurs, tailleurs et équipeurs, ainsi que de tous autres effets et commodités d'usage personnel et domestique, et généralement de toutes marchandises et matières manufacturées;

Conclure aucun arrangement pour le partage des profits, l'union des intérêts, la coopération, le risque mutuel, la concession réciproque, ou autrement, avec aucune personne ou compagnie exerçant, se livrant à, ou sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce ou genre d'affaires que la présente corporation est autorisée à exercer ou auquel elle peut se livrer, ou aucun commerce ou genre d'affaires susceptible d'être exercé au bénéfice direct ou indirect de la présente compagnie;

Prendre ou autrement acquérir et détenir des parts dans aucune autre corporation dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant aucun commerce susceptible d'être exercé de manière à profiter à la présente corporation, directement ou indirectement;

the company may think it advisable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements;

To purchase, take, lease, exchange, hire or otherwise acquire any property, rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business

To sell or dispose of the undertakings of the company, or any part thereof, for such considerations and upon such terms and conditions as the directors of the company may think fit;

To issue fully paid up shares, bonds or debentures of other securities for the payment either in whole or in part of any properties, real or personal, movable or immovable, services rendered or to be rendered to the company, rights, leases, business, franchise, undertakings, power, privileges, or other concessions which this company may legally acquire;

Any power granted in any paragraph hereof shall not be limited or restricted by reference to or inference from any other paragraph or from the name of the company, under the name of "The Amos Fish Company, limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of the business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty fourth day of February, 1917.

ALEXANDRE DESMEULES,

1116—10-2 Acting Assistant Prov. Secretary.

"The Knickerbocker Manufacturing Company, limited."

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty third day of February, 1917, incorporating M.M. Samuel Gerald Tritt, Saul Tritt, advocates; Nicholas Swan, accountant; John P. Whelan, advocate, and Alexander Seay, stenographer, of Montreal, for the following purposes:

To acquire any business similar in whole or in part to that of this company, together with the plans, goodwill, privileges and assets of all kinds of any such company, and to pay for the same in cash or in paid-up non-assessable stock of this company;

To carry on the business of cloth manufacturer, clothiers, clothing manufacturers, furriers, haberdashers, hosiers, manufacturers, importers and wholesale and retail dealers of and in textile fabrics of all kinds, milliners, dress-makers, tailors, out-fitters, and other articles and commodities of personal and household use, and generally of and in all manufactured goods and materials;

To enter into any arrangement for sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which this company is authorized to carry on or engage in or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of this company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company;

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, payer et émettre des billets promissaires, lettres de change et autres instruments négociables ou transférables;

Etre agents de manufacturiers et agents à commission pour vendre toutes espèces d'effets et articles manufacturés de la catégorie de ceux mentionnés au paragraphe précédent, sous le nom de "The Knickerbocker Manufacturing Company, limited", avec un fonds social de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en cent (100) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-troisième jour de février 1917.

Le sous-secrétaire de la province,

1117-10-2

C. J. SIMARD.

"The Champion Engine Company, limited".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du premier jour de mars 1917, constituant en corporation MM. Arthur P. Patenaude, et Arthur Barbeau, commerçants, Jules Verret et Albert Rochette, marchands, de Loretteville, Jules Louis Larue, avocat, de Québec, Elzéar Martel, cultivateur, Ludger Bastien, tanneur, Alex. Bastien et Jules Falardeau, commerçants, de Loretteville, dans les buts suivants:

Faire le commerce d'importation et d'exportation, en gros ou en détail, à quelque titre que ce soit, comme patron ou agent ou autre manière équivalente d'automobiles, de cycles, bicycles, tricycles et de tous véhicules pour le transport par terre, par eau ou par air, de toutes sortes d'engins à vapeur, à gazoline, à gaz, à l'électricité, de toutes sortes de machines agricoles, telles que faucheuses, moissonneuses, batteuses, charrues, silos, moulins à battre et autres instruments nécessaires et utiles à l'agriculture, de toutes sortes d'articles, effets et marchandises à l'état brut, manufacturé ou confectionné, de tous biens et effets en bois, en fer, en fonte, en acier, en cuivre, en bronze, en verre, en pierre, à l'état brut ou manufacturé, de tous les objets de quincaillerie, de ferronnerie, de verrerie, de verroterie, de peintures, de vernis, d'objets en céramique de toutes sortes de poêles, de cabinets d'aisance, de meubles meublants, d'instruments de musique, de jouets, de tout ce qui se rapporte subsidiairement aux dits véhicules, engins, machines, articles effets et marchandises sus-nommés;

Manufacturer et réparer les susdits véhicules, engins, machines, articles, effets et marchandises et tout ce qui s'y rapporte;

Acquérir à quelque titre que ce soit, des immeubles, des établissements, des ateliers, des machines l'outillage, les entrepôts utiles et nécessaires aux fins de la compagnie;

Employer les fonds de la compagnie en tout ou en partie pour l'achat des actions d'autres compagnies et pour faire l'acquisition de l'actif ou de l'achalandage de toute personne ou société exerçant une industrie ou un commerce quelconque;

Payer pour tous services rendus à la compagnie ou requis par elle, ou pour toute acquisition de la compagnie, en actions libérées ou en deniers comptants ou partie en deniers comptants et partie en actions libérées de la compagnie, emprunter des deniers sur le crédit de la compagnie;

Emettre des obligations, des bons ou autres valeurs de la compagnie et les donner en garantie ou les vendre pour les prix et sommes jugés con-

To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange and other negotiable or transferable instruments;

To act as manufacturers' agents and commission agents for the sale of all kinds of manufactured articles and goods of the class mentioned in the foregoing paragraphs, under the name of "The Knickerbocker Manufacturing Company, limited", with a capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty third day of February, 1917.

C. J. SIMARD,

Assistant Prov. Secretary.

1118-10-1

"The Champion Engine Company, limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the first day of March, 1917, incorporating Arthur P. Patenaude and Arthur Barbeau, traders, Jules Verret and Albert Rochette, merchants, of Loretteville, Jules Louis Larue, advocate, of Quebec, Elzéar Martel, farmer, Ludger Bastien, tanner, Alex. Bastien and Jules Falardeau, traders, of Loretteville, for the following purposes:

To carry on the business of wholesale and retail importers and exporters, under any title whatever, as principal or agent or in any other equivalent manner, of automobiles, cycles, bicycles, tricycles, and of all other vehicles for transportation, by land, water and air, of all kinds of steam, gas, gasolene, electric engines, of all kinds of farm implements, including mowers, binders, threshing machines, plows, silos, threshing machines and other implements necessary and useful for farming, and all kinds of goods, wares and merchandise, in the raw state or manufactured of all articles and wares made of wood, iron, casting, steel, copper, bronze, glass, stone, in the raw state or manufactured, and of hardware, ironware, glassware, glass-trinkets, paints, varnishes, galvanized wares, all kinds of stoves, closets, furniture, musical instruments, toys and all things incidental to said vehicles, engines, machines, goods, wares and merchandise aforesaid;

To manufacture and repair the aforesaid vehicles, engines, machines, goods, wares and merchandise;

To acquire under any title whatever, the immovables, plants, shops, machinery, equipment and warehouses necessary for the company's purposes;

To apply the funds of the company, in whole or in part, to the purchase of shares of other companies and for the acquisition of the assets or goodwill of any person or firm carrying on any trade or business whatever;

To pay for services rendered to the company or required by it or for any acquisition made by the company, in paid up shares or in cash, or partly in paid up shares of the company and partly in cash and to borrow money upon the credit of the company;

To issue bonds, debentures or other securities of the company and to pledge or sell same for such price and amounts as may be deemed fit

venables, pourvu que chaque tel bon, telle obligation ou autre valeur ne soit pas pour une somme moindre que celle de cent piastres;

Hypothéquer ou donner en garantie les immeubles ou donner en garantie les biens meubles de la compagnie, ou donner ces deux espèces de garanties pour assurer le paiement de tels bons, obligations ou autres valeurs, et de tous emprunts de deniers faits pour les fins de la compagnie;

Prendre des brevets d'invention ou de découverte pour assurer à la compagnie la propriété ou l'exploitation exclusive des objets ainsi brevetés, sous le nom de "The Champion Engine Company, limited", avec un fonds social de douze mille piastres (\$12,000.00) divisé en cent vingt (120) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Loretteville, comté de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce premier jour de mars 1917.

Le sous-secrétaire de la province,
1121—10-2 C.-J. SIMARD.

"Alphonse Labelle, limitée."

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du deux mars 1917, constituant en corporation MM. Louis Adhémar Rivet, Louis Gordon Glass et Albert Papineau, avocats, de Montréal, Dame Julie Boucher, épouse séparée de biens de Alphonse Labelle, Marie Louise Labelle, épouse séparée de biens de Alphonse Lachance, de Maisonneuve, dans les buts suivants:

Exercer en général et dans toutes les branches le commerce d'hôteliers et de restaurateurs, conformément aux dispositions de la loi des licences de Québec, et faire toutes autres affaires qui peuvent être conduites en rapport avec tel commerce, tel que les affaires de propriétaire de places pour le cirage des chaussures, salons de barbiers, salles de billard et de pool, dépôts de journaux et de publications périodiques, magasin de cigares, cigarettes et de tabacs, débits d'huitres, et service de lunch et aussi exercer le commerce de marchands de liqueurs en gros et en détail, négociants et importateurs;

Acquérir par achat, échange, bail ou autrement de toute personne, société ou compagnie comme un commerce en opération ou autrement, et exercer tout commerce d'hôtel ou de restaurant avec ou sans les terrains et les bâtisses servant ou destinés à leur exploitation, et leurs installations, meubles et autres biens en général, et les payer en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Acheter ou autrement acquérir et posséder par bail ou autrement, tout autre hôtel, toute propriété immobilière qui peut être nécessaire aux objets pour lesquels cette compagnie est incorporée, et payer telle acquisition et détention en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Vendre, échanger, louer toutes ou aucune de ses propriétés mobilières ou immobilières, ou en faire le commerce autrement, et emprunter de l'argent sur la garantie d'icelles; construire, maintenir et exploiter sur tous terrains acquis ou détenus par la compagnie, des hôtels, restaurants et toutes autres bâtisses qui peuvent être nécessaires pour la mise en opération des susdites entreprises;

Acheter, acquérir, posséder et vendre, céder et transporter des actions, débetures et autres valeurs de toute autre compagnie ou corporation engagées dans le commerce que cette com-

provided each such bond, debenture or other security be not for a less sum than one hundred dollars;

To hypothecate or mortgage the immoveables or pledge the moveables of the company or give both the above kinds of securities to guarantee the payment of such bonds, debentures or other securities and of all loans of money contracted for the company's purposes;

To take out patents and claim licenses to guarantee to the company the ownership and exclusive exploitation of the objects thus patented, under the name of "The Champion Engine Company, Limited", with a capital stock of twelve thousand dollars (\$12,000.00), divided into one hundred and twenty (120) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of the business of the corporation, to be at Loretteville, county of Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this first day of March, 1917.

C.-J. SIMARD,
1122—10-2 Assistant Provincial Secretary.

"Alphonse Labelle, limitée."

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of March, 1917, incorporating Messrs. Louis Adhémar Rivet, Louis Gordon Glass and Albert Papineau, advocates, of Montreal, Dame Julie Boucher, wife separated as to property of Alphonse Labelle, Marie Louise Labelle, wife separated as to property of Alphonse Lachance, of Maisonneuve, for the following purposes:

To carry on generally and in all its branches the business of keepers of hotels and restaurants, in accordance with the provisions of the License Act of Quebec, and any other business which may be incidentally carried on in connection therewith, such as shoe shining stands, barber shops, billiard and pool rooms, newspaper and magazine depots, cigar, cigarette and tobacco stores, oysters and lunch counters, as well as the business of wholesale and retail merchants, dealers and importers;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise from any person, firm or company as a going concern or otherwise, and to carry on any hotel or restaurant business with or without the lands and buildings used in or destined to its exploitation with their equipment, furnishings and other assets generally and to pay for the same in cash, or bonds or paid up shares of the company;

To buy or otherwise acquire and to hold by lease or otherwise, any other hotel and any immoveable property which may be deemed necessary for the objects for which the company is incorporated, and to pay for such acquisition and holding in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To sell, exchange, lease or otherwise deal with all or any of its moveable or immoveable property and to borrow money upon security thereof; to construct, maintain and exploit upon any lands acquired or held by the company, hotels, restaurants and all other buildings which may be deemed necessary for the carrying on of the above undertakings;

To buy, acquire, hold and sell, assign and transfer shares, debentures or other securities of any other company or corporation engaged in the business which this company is authorized

pagnie est autorisée à exercer ou faisant toutes affaires pouvant être conduites pour le bénéfice de cette compagnie, sous le nom de "Alphonse Labelle, Limitée", avec un capital de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce deuxième jour de mars 1917.

Le sous-secrétaire de la province,

1123—10-2

C. J. SIMARD.

to carry on, or doing any business capable of being conducted for the benefit of the company, under the name of "Alphonse Labelle, Limitée", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this second day of March, 1917.

C. J. SIMARD,

1124—10-2

Assistant Provincial Secretary.

"Canadian American Security Company."

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du deux mars 1917, constituant en corporation M.M. J.-Albert Demers, journaliste; Aline Thibodeau, sténographe; George-N. Marcotte, agent; Albert Jutras, agent, de Montréal, et Ernest-Arthur Lamothe, courtier, de Québec, dans les buts suivants:

Acquérir par achat, échange, ou autrement des parts, stocks, obligations, débetures, et valeurs de toute autre compagnie, société ou corporation, et en disposer en tout ou en partie au moyen de la vente, échange ou autrement, aux termes et conditions qui seront convenus, y compris la garantie du principal, de l'intérêt et des dividendes s'y rattachant ou aucune partie de ces valeurs et conclure des conventions au sujet desdites actions et autres valeurs qui seront jugées à propos;

Appliquer les fonds de la compagnie à l'achat de parts de stock, obligations ou autres valeurs de toute autre compagnie ou corporation;

Acquérir par achat ou autrement, prendre à bail, toute propriété mobilière, droits, privilèges et immunités que la compagnie jugera nécessaires ou utiles aux fins de ses opérations ou qui seront donnés en garantie, ou sur lesquels la compagnie peut avoir en gage ou hypothèque, et donner en paiement de ces propriétés, droits et privilèges ou pour travail, fait ou pour services rendus à la compagnie, des deniers comptants ou des obligations ou actions de la compagnie, ou du stock, des obligations ou valeurs de toute autre compagnie ou corporation que possèdera la compagnie, ou partie l'un partie l'autre;

Exiger et recevoir rémunération pour ses services, et accepter cette rémunération soit en deniers comptant ou en propriété mobilière ou immobilière, et conclure toute convention avec toute personne ou personnes pour la promotion de la compagnie, et émettre des actions acquittées en compensation de services rendus, ou les payer en deniers comptants, ou partie l'un partie l'autre;

Vendre, échanger, ou disposer de la totalité ou d'une partie de la susdite propriété, des valeurs ou droits, aux termes et conditions que la compagnie jugera convenables;

Distribuer entre les membres de la compagnie, en nature toutes parts, débetures, valeurs, ou propriété appartenant à la compagnie;

Promouvoir, organiser, administrer ou développer, ou assister dans la promotion, l'organisation, l'administration ou le développement de toute corporation, compagnie, syndicat ou entreprise;

Agir comme agent et courtiers pour le placement, le paiement, la transmission ou la collection d'argent;

Agir comme agent aux fins d'enregistrer, émettre, countersigner et certifier les transferts et les certificats d'actions, stocks, bons, débetures, ou autres obligations de toute autre asso-

"Canadian American Security Company."

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of March, 1917, incorporating J.-Albert Demers, journalist; Aline Thibodeau, stenographer; George-N. Marcotte, agent; Albert Jutras, agent, of Montreal, and Ernest Arthur Lamothe, broker, of Quebec, for the following purposes:

To acquire by purchase, exchange or otherwise shares, stocks, bonds, debentures and securities of any other company, firm or corporation and to dispose of the whole or part thereof by way of sale, exchange or otherwise, on such terms and conditions as may be agreed upon, including the guaranteeing of the principal, interests and dividends attached thereto or any part of such securities and to enter into any agreements respecting such shares and other securities which may be deemed fit;

To apply the funds of the company to the purchase of shares, stock, bonds or other securities of any other company or corporation;

To acquire by purchase or otherwise, take on lease, any moveable property, rights, privileges and immunities which the company may think necessary or useful for the purposes of its businesses, or which may be pledged with the company or on which it may hold a lien or hypothec, and to give in payment of such property, rights and privileges, or for work done or for services rendered to the company, cash or bonds or shares of the company, or stock, bonds or securities of any other company or corporation which may be held by the company or partly in one and partly in the other;

To exact and receive remuneration for its services and to accept such remuneration either in cash or in moveable or immoveable property and to enter into any agreement with any person or company for the promotion of this company, and to issue paid up shares as the remuneration for services rendered or to pay for same in cash, or partly in one and partly in the other;

To sell, exchange, or dispose of the whole or any part of the aforesaid property, securities or rights on such terms and conditions as the company may think fit;

To distribute among the members of the company, in kind, any shares, debentures, securities or property belonging to the company;

To promote, organize, manage or develop, or assist in the promotion, organization, management or development of any corporation, company, syndicate or undertaking;

To act as agent and brokers for the investment, payment, transfer or collection of monies;

To act as agent for the purposes of registering, issuing, countersigning and certifying the transfers and certificates of shares, stocks, bonds, debentures or other obligations of any other

ciation, corporation ou compagnie, et émettre au nom de ces susdites compagnies ou corporations, des reçus intérimaires, en attendant la délivrance ou livraison des certificats par les susdites compagnies ou corporations;

S'amalgamer ou se fusionner avec toute autre compagnie ayant, en tout ou en partie, des intérêts semblables à ceux possédés par la présente compagnie;

Acheter, louer ou autrement acquérir toutes affaires semblables à celles de la compagnie;

Faire tous les actes nécessaires pour entreprendre et mener à bonne fin toutes les affaires que ladite compagnie est autorisée à faire, et pour tous les services ou devoirs rendus, charger, collecter et recevoir toute rémunération approuvée légale ou usuelle, frais et dépenses encourus;

Aucun des pouvoirs accordés dans la présente incorporation ne devra être restreints ou limités par l'application ou l'interprétation des autres pouvoirs accordés, sous le nom de "Canadian American Security Company", avec un fonds social de cinq mille piastres (\$5,000.00), divisé en cinquante (50) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce deuxième jour de mars 1917.

Le sous-secrétaire de la province,

1125-10-2

C.-J. SIMARD.

association, corporation, or company, and the issuing in the name of these aforesaid companies or corporations temporary receipts until the delivery or issue of the certificates by the aforesaid companies or corporations;

To amalgamate or unite with any other company having, in whole or in part similar interest to those held by the present company;

To buy, lease or otherwise acquire any business similar to those of the company;

To do all such acts as may be necessary for the undertaking and carrying out all the businesses which the said company is empowered to carry on, and for all services or labor performed, to charge, collect and receive any approved, legal or ordinary remuneration, and the costs and expenses incurred;

The powers granted in any paragraph hereof shall not be restricted or limited by reference to or inference from the terms any of other powers granted, under the name of "Canadian American Security Company", with a capital stock of five thousand dollars (\$5,000.00), divided into fifty (50) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this second day of March, 1917.

C. J. SIMARD,

1126-10-2

Assistant Provincial Secretary.

"The Nottaway Fish Company, limited".

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatrième jour de février 1917, constituant en corporation MM. Gerald Augustine Coughlin, avocat; Francis George Bush, teneur de livres; Herbert William Jackson, commis; George Robert Drennan et Alexander Gordon Yeoman, sténographes, de Montréal, pour les fins suivantes:

Exercer un commerce général de pêcheries, et prendre le poisson, le traiter, sécher, fumer, le mettre en conserve, en boîtes, l'emballer, l'acheter et le vendre, et autrement en disposer, et en faire commerce, ainsi que de ses produits et sous-produits;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir aucun bail, aucune licence ou concession ou aucuns droits de pêche, ou organiser aucune compagnie aux fins d'acquiescer la totalité ou aucune partie de ces propriétés;

Se fusionner, entrer en société, ou conclure aucun arrangement, pour le partage des bénéfices, l'union des intérêts, la coopération, le risque mutuel, la concession réciproque, ou autrement, avec aucune personne ou compagnie exerçant, se livrant à, sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce ou genre d'affaires susceptibles d'être exercés au bénéfice direct ou indirect de la corporation, et prêter de l'argent, garantir les contrats, ou autrement aider aucune telle personne ou compagnie, et prendre ou autrement acquiescer des parts et valeurs dans aucune telle compagnie, les vendre, les détenir, les réémettre, avec ou sans garantie, ou autrement les négocier;

Acquiescer, acheter, vendre, détenir, améliorer, cultiver ou autrement disposer d'aucunes propriétés, terres;

Importer, exporter, fabriquer, acheter, vendre et faire commerces d'effets, denrées et marchandises en gros et en détail, ou autrement;

Construire, acquiescer, entretenir, améliorer, exploiter aucun bâtiment, (se livrer aux opéra-

"The Nottaway Fish Company, limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fourth day of February, 1917, incorporating MM. Gerald Augustine Coughlin, advocate; Francis George Bush, book-keeper; Herbert William Jackson, clerk; George Robert Drennan and Alexander Gordon Yeoman, stenographers, of Montreal, for the following purposes:

To carry on a general fishing business and to catch, cure, dry, smoke, preserve, can, pack, buy and sell and otherwise deal with and deal in fish and fish products and by-products;

To apply for, purchase or otherwise acquire any lease, licenses, concessions, or any fishing rights, or to promote any company for the purpose of acquiring all or any of the properties;

To amalgamate, enter into partnership or into any agreements for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to lend money to or guarantee the contracts of or otherwise assist any such person or persons, company or companies, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company or companies, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee or otherwise deal with the same;

To acquire, buy, sell, hold, improve or maintain or otherwise deal with or in any property, farm lands, etc.;

To import, export, manufacture, buy, sell and deal in goods, wares and merchandise, either by wholesale and retail or otherwise;

To erect, acquire, maintain, improve, operate and carry on any building or building operations,

tions de la construction), entrepôt, réfrigérateur, entrepôt frigorifique et congélateur;

Acquérir, construire, fabriquer, posséder, louer, prendre à bail, réparer et utiliser aucuns bateaux ou autres vaisseaux, les filets, boîtes, pontons, machines, bâtisses d'aucune sorte, les récipients et les autres propriétés;

Conclure aucun arrangement avec aucune autorité municipale, locale ou autre, qui semblera favoriser les objets de la compagnie ou aucun d'iceux, et obtenir de cette autorité aucuns droits, privilèges et concessions que la corporation croira désirable d'obtenir, et remplir ces conventions, les mettre à exécution et s'y conformer;

Acheter, prendre, louer, échanger, prendre à bail et autrement acquérir aucune propriété, les droits ou privilèges que la compagnie croira nécessaires ou avantageux aux fins de son commerce;

Vendre ou aliéner les entreprises de la corporation, ou aucune partie d'icelles, pour les considérations, termes et conditions que les directeurs de la compagnie jugeront convenables;

Emettre des parts acquittées, des obligations, des débetures ou d'autres valeurs en paiement total ou partiel d'aucune propriété réelle ou personnelle, mobilière ou immobilière, des services rendus ou à rendre à la corporation, des droits, baux, commerce, franchises, entreprises, pouvoirs, privilèges ou des autres avantages que la présente compagnie pourra légalement acquérir;

Aucun pouvoir accordé dans aucun paragraphe des présentes ne sera limité ou restreint par référence à aucun autre paragraphe ou au nom de la compagnie ou déduction d'iceux, sous le nom de "The Nottaway Fish Company, limited", avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-quatrième jour de février 1917.

Le sous-secrétaire de la province,

1149-10-2

C.-J. SIMARD.

warehouses, cold storage plants, refrigerating and ice manufacturing plants;

To acquire, build, manufacture, own, lease, hire, construct, repair and operate any boats or other vessels, nets, boxes, wharves, machinery, buildings of any kind, canneries and other property;

To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions, which the company may think it advisable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements;

To purchase, take, lease, exchange, hire or otherwise acquire any property, rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business;

To sell or dispose of the undertakings of the company, or any part thereof, for such considerations and upon such terms and conditions as the directors of the company may think fit;

To issue fully paid up shares, bonds or debentures of other securities for the payment either in whole or in part of any properties, real or personal, moveable or immovable, services rendered or to be rendered to the company, rights, leases, business, franchise, undertakings, power, privileges, or other concessions which this company may legally acquire;

Any power granted in any paragraph hereof shall not be limited or restricted by reference to or inference from any other paragraph or from the name of the company, under the name of "The Nottaway Fish Company, limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of the business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty fourth day of February, 1917.

C.-J. SIMARD,

1150-10-2 Assistant Provincial Secretary.

"The Art Skirt & Cloak Company, limited".

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec des lettres patentes en date du trois mars 1917, constituant en corporation MM. Nathan Solomon, John MacNaughton, Saul Tritt et Solon Eliasoph, avocats, Lawrence Tennenbaum, notaire public, de Montréal, pour les fins suivantes:

Exercer aucun commerce de confection de blouses et de manteaux, ainsi que celui de marchands de marchandises sèches, de merciers, tailleurs, drapiers, modistes, habilleurs, bonnetiers, gantiers, et équipeurs généralement;

Acquérir, acheter, détenir, vendre, aliéner, fournir, fabriquer et confectionner toutes les sortes d'effets, d'accoutrements, et autres marchandises dont on peut trafiquer dans le dit commerce ou qui s'y rattachent;

Acquérir aucuns permis ou droits brevetés, et les utiliser, les vendre ou accorder des licences y relatives;

Acquérir par achat, bail ou autrement, et vendre, aliéner tous les terrains et bâtiments nécessaires et utiles au commerce de la corporation;

Tirer, faire, accepter, endosser, payer et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, mandats et autres instruments négociables et transférables;

"The Art Skirt & Cloak Company, limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of March 1917, incorporating Messrs. Nathan Solomon, John MacNaughton, Saul Tritt and Solon Eliasoph, advocates, Lawrence Tennenbaum, notary public, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacture of skirts, cloaks, and that of dry goods merchants, haberdashers, tailors, clothiers, milliners, dress-makers, hosiers, gloves, and general outfitters;

To acquire, purchase, hold, sell, dispose of, supply, manufacture and produce all kinds of goods, wearing apparel, and other merchandise dealt in or appertaining or incidental to the said business;

To acquire any patents or patent rights and to utilize same and to sell or grant licenses thereunder;

To acquire by purchase, lease or otherwise and to sell, and dispose of all such lands and buildings as may be necessary and useful for the company's business;

To draw, make, accept, endorse, execute, and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

Acheter ou autrement acquérir et assumer la totalité ou aucune partie de l'actif, du commerce, de la propriété, des droits et du passif d'aucune personne, société ou compagnie exerçant aucun négoce totalement ou partiellement semblable à celui de la présente corporation, et les payer totalement ou partiellement en parts acquittées, en obligations, en débetures, ou avec d'autres valeurs de la compagnie;

Se fusionner avec aucune corporation dont les objets sont semblables à ceux de la présente compagnie et conclure aucun arrangement pour le partage des bénéfices, l'union d'intérêt, ou d'autres conventions de même nature avec des personnes ou compagnies qui se livrent à un commerce totalement ou partiellement semblable à celui de la présente corporation;

Vendre l'entreprise de la compagnie, en tout ou en partie, pour les considérations que la corporation jugera convenables, et particulièrement, pour des actions, des débetures, ou des valeurs d'aucune autre compagnie;

Payer la propriété, les franchises, privilèges, baux ou droits d'aucune nature acquis par ou pour la corporation ou le travail exécuté, ou avec l'assentiment des actionnaires, les services rendus à la compagnie par émission d'actions libérées de la corporation;

Distribuer aux actionnaires de la compagnie, en nature, aucune propriété de la corporation et particulièrement aucunes actions, débetures ou autres valeurs dans d'autres compagnies et lui appartenant ou dont elle peut disposer, sous le nom de "The Art Skirt & Cloak Company, Limited", avec un fonds social de dix neuf mille piastres (\$19,000.00), divisé en cent quatre-vingt-dix (190) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce troisième jour de mars 1917.

Le sous-ministre de la province,
1147-10-2 C. J. SIMARD.

To purchase or otherwise acquire and undertake all or any part of the assets, business, property, rights and liabilities of any person, partnership or company carrying on any business similar or partly similar to that of this company and to pay for same in whole or in part in fully paid up shares, bonds, debentures, or other securities of the company;

To amalgamate with any company having objects similar to those of this company and to enter into any agreements for sharing of profits, union of interest or other arrangements of like nature with persons or companies carrying on business similar or partly similar to that of this company;

To sell out of the undertaking of the company, in whole or in part for such consideration as the company may deem fit and in particular for shares, debentures or securities of any other company;

To pay any property, franchises, privileges, leases or rights of any kind acquired by or for the company or work performed for or with the approval of shareholders for services rendered to the company by the issue of paid up shares of the company;

To distribute among the shareholders of the company in kind any property of the company and in particular any shares, bonds, debentures or other securities in other companies belonging to the company or which the company may have the power to dispose of, under the name of "The Art Skirt & Cloak Company, limited", with a capital stock of nineteen thousand dollars (\$19,000.00), divided into one hundred and ninety (190) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this third day of March, 1917.

C. J. SIMARD,
1148-10-2 Assistant Provincial Secretary.

Lettres Patentes supplémentaires

"DeBleury Realities, limited".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du huitième jour de mars 1917, à la compagnie "The St. Lawrence Realty Company, limited", par lesquelles son nom est changé par celui de "DeBleury Realities, limited".

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce huitième jour de mars 1917.

Le sous-secrétaire de la province,
1267-11-2 C. J. SIMARD.

Supplementary Letters Patent

"DeBleury Realities, limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the eighth day of March, 1917, changing the name of "The St. Lawrence Realty Company, limited" to that of "DeBleury Realities, Limited".

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eighth day of March, 1917.

C. J. SIMARD,
1268-11-2 Assistant Provincial Secretary.

Demande pour lettres-patentes

"La compagnie Hubert Moisan, assurance funéraire de Québec".

Avis est par le présent donné au public que Mme Marie Légaré, épouse séparée de biens par sentence judiciaire, de Hubert Moisan, de la cité de Québec, Hubert Moisan, jr, entrepreneur de pompes funèbres de Québec; J.-B.-U. Moisan, peintre, de Québec; Raoul Moisan, agent, de

Application for Letters Patent

"La compagnie Hubert Moisan, assurance funéraire de Québec".

Public notice is hereby given that Mrs. Marie Légaré, wife separated as to property by judicial sentence, of the city of Québec, of Hubert Moisan, jr., undertaker, of Québec; J.-B.-U. Moisan, painter, of Québec; Raoul Moisan, agent, of Québec, and Théofred Moisan, accountant, of

Québec, et Théofred Moisan, comptable, de Québec, s'adresseront au lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, après que le présent avis aura été publié pendant quatre semaines consécutives, dans la *Gazette officielle de Québec*, pour obtenir des lettres patentes, les constituant en corporation en vertu de la loi des Assurances de Québec, sous le nom de "La compagnie Hubert Moisan, assurance funéraire de Québec", avec un capital autorisé de cent cinquante mille piastres, divisé en quinze cents actions de cent piastres chacune;

Que les objets pour lesquels cette constitution en corporation va être demandé sont les suivantes:

Faire tous les divers contrats et opérations de l'assurance et réassurance funéraire; faire et exécuter des polices, contrats, conventions ou engagements écrits ou imprimés ou en partie imprimés, suivant les exigences de chaque cas, et généralement exécuter toutes matières et choses relatives à ces fins et propres à les atteindre; faire affaire comme entrepreneur général de pompes funèbres et comme manufacturier de fournitures en rapport avec l'entreprise de pompes funèbres;

Acquérir le fonds de commerce et la clientèle actuellement exploitée par Hubert Moisan, jr, entrepreneur de pompes funèbres, de la cité de Québec, ainsi que tous les biens, meubles et immeubles du dit Hubert Moisan, jr; en effectuer le paiement par des actions acquittées de la dite compagnie devant être incorporée;

Acquérir la clientèle et l'actif de l'association funéraire de Québec, et en effectuer le paiement par des actions acquittées de la dite compagnie devant être incorporée, et en assumer les responsabilités;

Acquérir tout autre propriété nécessaire à l'entreprise de pompes funèbres et en effectuer le paiement en argent ou en parts acquittées de la dite compagnie, pourvu qu'avant le commencement de ses opérations, la compagnie se conforme au sujet du dépôt et au permis en tous points à la loi des assurances de Québec.

Le principal bureau d'affaires de la compagnie projetée sera dans la cité de Québec.

En foi de quoi nous avons signé à Québec, ce vingt et unième jour du mois de février. mil neuf cent dix-sept.

Dame MARIE-LÉGARE-MOISAN,
299 Saint-Joseph.
HUBERT MOISAN, JR,
295 Saint-Joseph.
J.-B.-ULRIC MOISAN,
171 Charest.
R. MOISAN,
299 Saint-Joseph.
THÉOFRED MOISAN,
299 Saint-Joseph.

939—8-4

Quebec, will apply to the lieutenant governor in council of the province of Quebec, after the publication of the present notice, in the *Quebec Official Gazette*, during four consecutive weeks, for letters patent to constitute them under the Quebec Insurance Act, a body politic and corporate, under the name of "La compagnie Hubert Moisan, assurance funéraire de Québec", with an authorized capital stock of one hundred and fifty thousand dollars divided into one thousand five hundred shares of one hundred dollars each.

That the purposes for which this incorporation are asked are as follows:

To issue funeral insurance and re-insurance contracts, and to transact the business of funeral insurance and re-insurance; to issue and carry out policies, contracts or agreements written or printed, in whole or in part, according to the exigencies of each particular case, and generally to execute all acts and things incidental to its purposes conducive to the attainment of same; to carry on a general undertaking business and the manufacture of funeral undertaker's supplies;

To acquire the stock in trade and good will of the business carried on by the said Hubert Moisan, jr., undertaker, of the city of Quebec, together with the moveable and immoveable property belonging to the said company; to pay for same in paid-up-shares of said company now seeking incorporation;

To acquire the good-will and stock of "L'association funéraire de Québec", to pay for same in paid-up shares of the said company now seeking incorporation, and to assume its liabilities;

To acquire all other properties necessary for the funeral undertaking business and to pay for same in cash or in paid-up shares of the said company, provided that before commencing operations, the company shall comply with the provisions of the Quebec Insurance Act, with regards to deposit, license and all other exigencies.

The principal place of business of the proposed company will be at Quebec, in the district of Quebec.

In testimony whereof, we have signed at Quebec, this twenty first day of the month of February, one thousand nine hundred and seventeen.

Dame MARIE LÉGARE-MOISAN,
299, Saint Joseph.
HUBERT MOISAN, JR,
295, Saint Joseph.
J. B. ULRIC MOISAN,
171, Charest.
R. MOISAN,
299, Saint Joseph.
THÉOFRED MOISAN,
299, Saint Joseph.

940—8-4

Département de l'instruction publique

200-17

Québec, le 9 mars 1917.

Demande est faite d'ériger une nouvelle municipalité scolaire pour les protestants seulement, sous le nom de Saint-Henri et Sainte-Cunégonde, Montréal, à laquelle on donnera les bornes actuelles de la présente municipalité scolaire de Saint-Henri et Sainte-Cunégonde pour les fins des écoles catholiques et protestantes.

1257—11-2

Department of Public Instruction

200-17

Quebec, 9th March, 1917.

Application is made for the erection of a new school municipality for protestants only, under the name of Saint Henry and Sainte Cunégonde, Montreal, with the limits actually existing for roman catholic and protestant school purposes for the present school municipality of Saint Henry and Sainte Cunégonde.

1258—11-2

2721-16.

Québec, 9 mars 1917.

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté en date du 28 février 1917, de former du territoire suivant, lequel ne fait partie d'aucune municipalité scolaire, une municipalité scolaire sous le nom de "Joubert", savoir: les rangs 11, 12, 13 et 14 du canton Matane, ainsi que les lots Nos 50 et 51 de l'Augmentation de McNider, même comté, cette érection ne devant prendre effet que le 1er juillet 1917.

1269

No 1893.—Elec.

Nomination de deux commissaires d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, par un arrêté en conseil, en date du 8 mars 1917, de nommer MM. Georges Roy et Alphée Phaneuf, commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Césaire, dans le comté de Rouville.

1301

Québec, 12 mars 1917.

Le surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher de la municipalité scolaire d'Ascot, dans le comté de Sherbrooke, les lots suivants du canton Ascot: Nos 27 et 28 du rang IX; 22 à 28, inclusivement, des rangs VII et VIII; 22 à 28, inclusivement, et parties des lots Nos 18 à 21, inclusivement, du rang VI; 18 à 28, inclusivement, du rang V; 20 à 28, inclusivement, du rang IV, du cadastre officiel de la paroisse de Sherbrooke-Est, et de former de tout ce territoire une municipalité scolaire distincte sous le nom de "Saint-Jean-Baptiste-d'Ascot."

1303—11-2

Québec, 14 mars 1917.

Le surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher de la municipalité scolaire de Lachine, dans le comté de Jacques-Cartier, le territoire suivant, dont les limites sont les suivantes:

Borné vers le nord par les limites nord de la ville de Lachine, vers l'est par la ligne limitative qui sépare le lot No. 753 du lot No 752, aux plan et livre de renvoi officiels pour la ville de Lachine, vers le sud par le centre de l'avenue Saint-Antoine, vers l'ouest par la ligne séparative des lots Nos 709 et 293, aux dits plan et livre de renvoi officiels pour la ville de Lachine; le dit territoire comprenant en leur entier les lots numéros originaux 752 et 759, aux dits plan et livre de renvoi officiels, et de les annexer à celle de Très-Saint-Sacrement, même comté.

1305—11-2

358-17

Québec, 15 mars 1917.

Le surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher de la municipalité scolaire de Notre-Dame-du-Mont-Carmel, comté de Kamouraska, la partie nord-est des lots Nos 260 et 366, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Notre-Dame-du-Mont-Carmel, et d'annexer ce territoire à la municipalité scolaire de Saint-Bruno-de-Woodbridge, même comté.

1309—11-2

1160-08

Québec, 14 mars 1917.

Le surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Gérard-Magella, dans le comté d'Yamaska, les lots Nos 11, 12, 16, 17 et 18 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-David, et de les annexer à la municipalité scolaire de Saint-Pie-de-Guire, même comté.

1311—11-2

2721-16.

Quebec, 9th March, 1917.

His Honour the Lieutenant Governor has been pleased by order in council dated the 28th February, 1917, to erect the following territory which forms no part of any school municipality into a separate school municipality under the name of "Joubert", namely: the ranges 11, 12, 13 and 14 of Matane township, together with the lots Nos. 50 and 51 of the Gore of McNider, same county, said erection to take effect on the first July, 1917.

1270

No. 1893.—Elec.

Appointment of two school commissioners.

His Honor the Lieutenant-Governor has been pleased, by order-in-council, dated the 8th March, 1917, to appoint Messrs Georges Roy and Alphée Phaneuf, school commissioners for the municipality of Saint Césaire, in the county of Rouville.

1302

Quebec, 12th March, 1917.

Notice is given by the Superintendent that application is made to detach from the school municipality of Ascot, in the county of Sherbrooke, the following lots of the township of Ascot: Nos. 27 and 28 of range IX; 22 to 28, inclusively, of ranges VIII and VIII; 22 to 28, inclusively, and parts of lots Nos. 18 to 21, inclusively, of range VI; 18 to 28, inclusively, of range V; 20 to 28, inclusively, of range IV, of the official cadastre of the parish of Sherbrooke-East, and to erect all that territory into a separate school municipality under the name of "Saint-Jean Baptiste-d'Ascot."

1304—11-2

Quebec, 14th March, 1917

Notice is given by the Superintendent that application is made to detach from the school municipality of Lachine, in the county of Jacques-Cartier, the following territory, the boundaries of which are as follows:

Bounded towards the north by the north boundaries of the town of Lachine, towards the east by the division line separating lot No. 753 from lot No. 752, on the official plan and book of reference of the town of Lachine, towards the south by the middle of Saint Antoine avenue, towards the west by the division line of lots, Nos. 709 and 293, on said official plan and book of reference for the town of Lachine; the said territory being composed of the whole of lots numbers 752 and 759, on said official plan and book of reference, and to annex said lots to that of Très-Saint-Sacrement, same county.

1306—11-2

358-17

Quebec, 15th March, 1917.

Notice is hereby given by the Superintendent that application is made to detach from the school municipality of Notre-Dame-du-Mont-Carmel, county of Kamouraska, the north east part of the lots Nos. 260 and 366, of the official plan and book of reference of the parish of Notre-Dame-du-Mont-Carmel, and to annex this territory to the school municipality of Saint-Bruno-de-Woodbridge, same county.

1310—11-2

1160-08

Quebec, 14th March, 1917.

Notice is given by the Superintendent that application is made to detach from the school municipality of Saint-Gérard-Magella, in the county of Yamaska, the lots Nos. 11, 12, 16, 17 and 18 of the official cadastre of the parish of Saint David, and to annex same to the school municipality of Saint-Pie-de-Guire, same county.

1312—11-2

34-17

Québec, 29 janvier 1917.

Le surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher de la municipalité scolaire de Saint-David-d'Escourt, dans le comté de Témiscouata, les lots Nos 44 à 48, inclusivement, des rangs V et VI, du canton Escourt, et de les annexer à celle de Rivière-Bleue, même comté.

1159-10-2

203-17

Québec, 5 mars 1917.

Le surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher de la municipalité scolaire de Courcelles, dans le comté de Frontenac, les lots Nos 1 à 14, inclusivement, du 2ème rang du canton de Forsyth, et de les annexer à la municipalité scolaire de Saint-Evariste, même comté.

1161-10-2

1160-08

Québec, 6 mars 1917.

Le surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Pierre-de-Saint-David, dans le comté d'Yamaska, les lots Nos 219 à 240, inclusivement, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-David-d'Yamaska, et de les annexer à la municipalité scolaire de Saint-Gérard-d'Yamaska, même comté.

1163-10-2

359-17.

Québec, 6 mars 1917.

Demande est faite au surintendant de l'instruction publique d'abolir la corporation scolaire des syndics d'écoles de la municipalité de Saint-Pie, comté de Bagot.

1165-10-2

1540-16.

Québec, 6 mars 1917.

Demande est faite d'annexer, pour toutes fins relatives aux écoles protestantes, à l'actuelle municipalité scolaire de Centre-Northfield, comté d'Ottawa, laquelle sera dorénavant désignée sous le nom de "la municipalité scolaire protestante de Centre-Northfield", tout le territoire dissident compris dans le canton Northfield, avec celui présentement connu comme étant les municipalités scolaires de Lower-Northfield, Northfield & Wright, et Hincks.

1177-10-2

34-17

Quebec, 29th January, 1917.

Application is made to the superintendent to detach from the school municipality of Saint-David-d'Escourt, in the county of Témiscouata the lots Nos. 44 to 48, inclusively, of ranges, V and VI, of Escourt township, and to annex same to that of Rivière Bleue, same county. 1160-10-2

203-17

Quebec, 5th March, 1917.

Application is made to the superintendent to detach from the school municipality of Courcelles, in the county of Frontenac, the lots Nos. 1 to 14, inclusively, of the 2nd range of the township of Forsyth, and to annex same to the school municipality of Saint Evariste, same county.

1162-10-2

1160-08

Quebec, 6th March, 1917.

Application is made to the superintendent to detach from the school municipality of Saint-Pierre-de-Saint-David, in the county of Yamaska, the lots Nos. 219 to 240, inclusively, of the official cadastre of the parish of Saint-David-d'Yamaska, and to annex same to the school municipality of Saint-Gerard-d'Yamaska, same county.

1164-10-2

359-17.

Quebec, 6th March, 1917.

Application is made to the superintendent of Public Instruction to abolish the school corporation of school trustees of the municipality of Saint Pie, county of Bagot.

1166-10-2

1540-16.

Quebec, 6th March, 1917.

Application is made that all the Protestant territory comprised in the township of Northfield, including that presently known as the school municipalities of Lower Northfield, Northfield & Wright, and Hincks, be annexed for all Protestant school purposes to the present school municipality of Centre Northfield, Ottawa county, which shall hereafter be known as "The Protestant school municipality of Centre-Northfield."

1178-10-2

Département du trésor (service des assurances)

Treasury Department (Insurance Branch)

AVIS DE PERMIS ET D'ENREGISTREMENT DE SOCIÉTÉ CHARITABLE

NOTICE OF LICENSE AND REGISTRY OF CHARITABLE ASSOCIATION.

Avis est par le présent donné que la "Société catholique de protection et de renseignements de Montréal" a obtenu un permis et a été enregistrée comme une société charitable à l'effet de pourvoir, au moyen de contributions ou souscriptions volontaires, dons ou donations de ses membres ou du public, à protéger les faibles, soit au sein de la famille, soit au sein de l'organisation sociale et ouvrière, soit à l'égard des étrangers, des voyageurs, des prisonniers, etc., soit devant les tribunaux; obtenir, coordonner et fournir tous les renseignements nécessaires ou utiles sur toutes les institutions de charité ou de philanthropie de Montréal, pour les faire mieux connaître et plus généreusement aider du public, tel que mentionné dans la déclaration qui a précédé l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, en date du dixième jour de février 1917.

Notice is hereby given that the "Société catholique de protection et de renseignements de Montréal" has been licensed and registered as a charitable association for the purposes, by means of contributions, voluntary subscriptions, gifts or donations from its members or from the public, to provided protection for the feeble, whether at home or in social organizations for working people, whether foreigners, travellers, prisoners, etc., and whether before the courts; to obtain, coordinate and furnish all needfully information concerning all charitable and philanthropic institutions in Montreal, that they may be better know and more generously aid the public, as set forth in the declaration which preceded the authorization of the lieutenant-governor in council, dated of the tenth day of February, 1917.

Le siège principal d'affaires de la dite société est situé dans la cité de Montréal.

Donné conformément aux dispositions de l'article 6950 des statuts refondus de la province de Québec, 1909, ce dixième jour de mars 1917.

L'assistant-trésorier de la province,
1279 ALEX. T. HYDE.

Avis est par le présent donné que le certificat d'enregistrement accordé à "The Canadian Surety Company", autorisant cette compagnie à transiger, dans la province de Québec, des affaires d'assurance de garantie, a été modifié, ce jour, lui accordant le droit de faire l'assurance contre le vol et l'assurance contre les bris de glaces, en outre de l'assurance de garantie.

Le nom et l'adresse de l'agent en chef pour la province de Québec sont: W.-E. Findley, Montréal, Qué.

Donné conformément à l'article 6950 S. R. P. Q., 1909, ce quatorzième jour de mars 1917.

Pour le trésorier de la province de Québec.
ALEX. HYDE,
1353—11-2 Assistant-trésorier provincial.

The head office of the said association is situated in the city of Montreal.

Given pursuant to the provisions of article 6950 of Revised Statutes of Quebec, 1909, this tenth day of March, 1917.

ALEX.-T. HYDE,
1280 Assistant Provincial Treasurer.

Notice is hereby given that the certificate of registry issued to The Canadian Surety Company, authorizing it to transact, throughout the Province of Quebec, the business of guarantee insurance has, this day, been extended to include the business of Burglary Insurance and Plate Glass Insurance.

The name and address of the chief agent for the Province of Quebec are: W.-E. Findley, Montreal, Que.

Given pursuant to article 6950, R. S. P. Q., 1909, this fourteenth day of March, 1917.

For the treasurer of the Province of Quebec.
ALEX. HYDE,
1334—11-2 Assistant provincial treasurer.

Actions en séparation de biens

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 1354.

Avis est par les présentes donné que Dame Baykeh-E.-T. Zarbatany, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Abraham-Habib Kousayeh, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, a poursuivi, ce jour, le dit Abraham-H. Kousayeh, en séparation de biens.

Les avocats de la demanderesse,
BISAILLON, BISAILLON & BEIQUE.
Montréal, 12 mars 1917. 1281—11-5

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 5114. Dame Evéline Poirier, épouse commune en biens de Delphis Belair, menuisier, de Montréal, dûment autorisée, a intenté, le 19 juin dernier, une action en séparation de biens contre son dit époux.

L'avocat de la demanderesse,
1283—11-5 J.-H. MIGNERON.

Cour supérieure, province de Québec, district de Bedford. Dame Julie Mongeau, du village de Lawrenceville, épouse commune en biens de Emery Ducharme, demanderesse; vs Emery Ducharme, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 3ième jour de mars courant.

Le procureur de la demanderesse,
C.-A. NUTTING.
Sweetsburg, 10 mars 1917. 1293—11-5

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 4789. Dame Mary-Ellen Morris, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Adelbert Messier, machiniste, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Adelbert Messier, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée contre le défendeur, le 23ième jour de février 1917.

Le procureur de la demanderesse,
J.-F.-F. BERNARD.
Montréal, 13 mars 1917. 1295—11-5

Actions for separation as to property

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 1354.

Notice is hereby given that Dame Baykeh-E.-T. Zarbatany, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Abraham-Habib Kousayeh, of the same place, duly authorized to *ester en justice* has, this day, sued the said Abraham-H. Kousayeh, for separation as to property.

BISAILLON, BISAILLON & BEIQUE,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 12th March, 1917. 1282—11-5

Province of Quebec, district of Montreal, In the Superior Court, No. 5114. Mrs Eveline Poirier, wife common as to property of Delphis Belair, carpenter, of Montreal, duly authorized has, on the 19th of June last, instituted an action for separation as to property from her said husband.

J.-H. MIGNERON,
Attorney for plaintiff.
1284—11-5

Superior Court, province of Quebec, district of Bedford. Dame Julie Mongeau, of the village of Lawrenceville, wife common as to property of Emery Ducharme, plaintiff; vs Emery Ducharme, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 3rd day of March, instant.

C.-A. NUTTING,
Attorney for plaintiff.
Sweetsburg, 10th March, 1917. 1294—11-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 4789. Dame Mary-Ellen Morris, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Adelbert Messier, machinist, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Adelbert Messier, defendant.

An action for separation as to property has been instituted against the defendant, on the 23rd day of February, 1917.

J.-F.-F. BERNARD,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 13th March, 1917. 1296—11-5

Province de Québec, district de Québec, cour supérieure, No. 512. Dame Clarida Brochu, de la municipalité du village de Saint-Henri, comté de Lévis, épouse commune en biens de Joseph Simoneau, du même lieu, boulanger, demanderesse; vs ledit Joseph Simoneau, défendeur.

Une action en séparation de biens a été, ce jour, intentée contre le défendeur.

Les procureurs de la demanderesse,
DEMERS & DEMERS.
Québec, 7 mars 1917. 1187—10-5

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 2059. Avis est donné par les présentes que Dame Rose-Alma Caisse, épouse commune en biens de Joseph-A. Lacroix, autrefois propriétaire de moulin et aujourd'hui sans occupation, tous les deux de Contrecoeur, district de Richelieu, a poursuivi son dit mari en séparation de biens.

Les procureurs de la demanderesse,
BEAUDRY & BEAUDRY.
Montréal, 6 mars 1917. 1203—10-5

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 268.

Avis est par les présentes donné que Dame Mary-A. Anber, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Georges Thomas, commis, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice a poursuivi, ce jour, ledit Georges Thomas en séparation de biens.

Les avocats de la demanderesse,
BISAILLON, BISAILLON & BEIQUE,
Montréal, 26 février 1917. 1095—10-5

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 364. Dame Délia Dwyer, des cité et district de Montréal, demanderesse; vs Léo Levasseur, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause, ce jour.

Les procureurs de la demanderesse,
ELLIOTT, DAVID & MAILHIOT.
Montréal, 3 mars 1917. 1127—10-5

Province de Québec, district de Richelieu, cour supérieure, No 6078. Dame Marie-Anne Caron, de la paroisse de Saint-Elphège, dans le district de Richelieu, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son mari, J.-Arthur Lemire, cultivateur, du même lieu.

Le procureur de la demanderesse,
F. LEFEBVRE.
Sorel, 28 février 1917. 1139—10-5

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 4125. Dame Louisa McLean, de Montréal, épouse commune en biens de Adéard Duranceau, entrepreneur, du même lieu, a institué contre son mari une action en séparation de biens.

Le procureur de la demanderesse,
C-EMILE BRUCHESI.
Montréal, ce 1er mars 1917. 1169—10-5

Cour supérieure, province de Québec, district de Montmagny. Dame Maria Lemelin, Saint-Camille-de-Bellechasse, épouse commune en biens de Alphonse Picard, demanderesse; vs Alphonse Picard, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, ce 14ème jour de février courant.

Les procureurs de la demanderesse,
TALBOT & BEAUDOIN.
Montmagny, 14 février 1917. 951—9-5

Province of Quebec, district of Quebec, Superior Court, No. 512. Dame Clarida Brochu, of the municipality of the village of Saint Henri, county of Levis, wife common as to property of Joseph Simoneau, of the same place, baker, plaintiff; vs the said Joseph Simoneau, defendant.

An action for separation as to property has been instituted, this day, against the aforesaid defendant.

DEMERS & DEMERS,
Attorneys for Plaintiff.
Quebec, 7th March, 1917. 1188—10-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 2059. Notice is hereby given that Dame Rose-Alma Caisse, wife common as to property of Joseph-A. Lacroix, formerly mill owner and presently without any occupation, both of Contrecoeur, district of Richelieu, sued her said husband for separation as to property.

BEAUDRY & BEAUDRY,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 6th March, 1917. 1204—10-5

Province of Quebec, district of Montreal, superior court, No. 268.

Notice is hereby given that Dame Mary-A. Anber, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Georges Thomas, clerk, of the same place, duly authorized à ester en justice has, this day, sued the said Georges Thomas for separation as to property.

BISAILLON, BISAILLON & BEIQUE,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 26th February, 1917. 1096—10-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 364. Dame Délia Dwyer, of the city and district of Montreal, plaintiff; vs Léo Levasseur, of the same place; defendant.

An action for separation as to property has been instituted herein on this date.

ELLIOTT, DAVID & MAILHIOT,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 3rd March, 1917. 1128—10-5

Province of Quebec, district of Richelieu, Superior Court, No. 6078. Dame Marie-Anne Caron, of the parish of Saint Elphege, in the district of Richelieu, has, this day, instituted an action for separation as to property against her husband, J.-Arthur Lemire, farmer, of the same place.

H. LEFEBVRE,
Attorney for the plaintiff.
Sorel, 28th February, 1917. 1140—10-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 4125. Dame Louisa McLean, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Adéard Duranceau, contractor, of the same place, has instituted an action for separation as to property against her husband.

C-EMILE BRUCHESI,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 1st March, 1917. 1170—10-5

Superior court, Province of Quebec, district of Montmagny, Dame Maria Lemelin, of Saint Camille de Bellechasse, wife common as to property of Alphonse Picard, plaintiff; vs Alphonse Picard, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 14th day of February, instant.

TALBOT & BEAUDOIN,
Attorneys for plaintiff.
Montmagny, 14th February, 1917. 952—9-5

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 4121. Dame Léontine Turgeon, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Joseph-Edmour Dompierre, voyageur de commerce, du même lieu, ladite Dame Léontine Turgeon dûment autorisée aux fins des présentes par jugement de cette cour, demanderesse; vs Joseph-Edmour Dompierre, voyageur de commerce, des cité et district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée, ce jour, par la demanderesse contre le défendeur.

Les avocats de la demanderesse,

TESSIER & ROCH.

Montréal, 1er mars 1917. 1087—9-5

Province de Québec, district de Montréal, No 1242. Dame Donaldal Gagnon, de Montréal, épouse commune en biens de Joseph-W. Larose, plâtrier, des cité et district de Montréal, dûment autorisé à ester en justice, demanderesse; vs le dit Joseph-W. Larose, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 22e jour de février 1917.

Les procureurs de la demanderesse,

BRODEUR & BERARD.

Montréal, 24 février 1917. 975—9-5

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 3414. Dame Annie Coviensky, de la cité et du district de Montréal, épouse de Max-Léon Levin, marchand, du même lieu, dûment autorisé à ester en justice, demanderesse; vs le dit Max-Léon Levin, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le vingt-six février 1917.

Le procureur de la demanderesse,

989—9-5 ISIDORE BALLON.

Canada, province de Québec, district de Chicoutimi, No 5305, cour supérieure. Dame Nayfa-Abdalla Jacob, de Bagotville, épouse commune en biens de David Haddad, marchand, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs le dit David Haddad défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 16ème jour de janvier 1917.

Le procureur de la demanderesse,

L.-P. GIRARD.

Chicoutimi, 22 février 1917. 953

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure. No 5001. Dame Albertine Guilbault, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Emile Brière, agent, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit mari.

Les avocats de la demanderesse,

PELLETIER, LETOURNEAU, BEAULIEU & MERCIER.

Montréal, 23 février 1917. 959—9-5

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 3346. Dame Affify-Kallil-Bou Botros, de la cité de Montréal, épouse commune en biens de Jacob-George Bouziane, commis, du même lieu, demanderesse; vs ledit Jacob-George Bouziane, défendeur. La demanderesse a poursuivi, ce jour, le défendeur en séparation de biens.

Le procureur de la demanderesse,

PHILIPPE DORVAL.

Montréal, 27 septembre 1916. 845—8-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No 4121. Dame Léontine Turgeon, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Joseph-Edmour Dompierre, commercial traveller, of the same place, the said Dame Léontine Turgeon being duly authorized by judgment of this Court, plaintiff; vs Joseph Edmour Dompierre, commercial traveller of the city and district of Montreal, defendant.

An action for separation as to property has been, this day, instituted by the plaintiff against the defendant.

TESSIER & ROCH.

Attorneys for the plaintiff.

Montreal, 1st March, 1917. 1088—9-5

Province of Quebec, district of Montreal, No. 1242. Dame Donaldal Gagnon, of Montreal, wife common as to property of Joseph-W. Larose, plasterer, of the city and district of Montreal, duly authorized to the present, plaintiff; vs the said Joseph-W. Larose, defendant.

An action for separation as to property, has been taken in this cause, on 22nd February, 1917.

BRODEUR & BERARD,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 24th February, 1917. 976—9-5

Province of Quebec, district of Montreal, superior court, No. 3414. Dame Annie Coviensky, of the city and district of Montreal, wife of Max-Léon Levin, merchant, of the same place, duly authorized to ester en justice, plaintiff; vs the said Max-Léon Levin, defendant.

An action for separation as to property has been instituted against the said defendant, on 26th February, 1917.

ISIDORE BALLON,

Attorney for plaintiff.

990—9-5

Canada, province of Quebec, district of Chicoutimi, No 5305, Superior Court. Mrs. Nayfa-Abdalla Jacob, of Bagotville, wife common as to property of David Haddad, merchant, of same place, duly authorized to ester en justice, plaintiff; vs the said David Haddad, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 16th day of January, 1917.

L.-P. GIRARD,

Attorney for Plaintiff.

Chicoutimi, 22nd February, 1917. 954

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court. No. 5001. Dame Albertine Guilbault, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Emile Brière, agent, of the same place, duly authorized to ester en justice, has, this day, instituted an action for separation as to property against her aforesaid husband.

PELLETIER, LETOURNEAU, BEAULIEU & MERCIER.

Attorneys for Plaintiff.

Montreal, 23rd February, 1917. 960—9-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 3346. Dame Affify-Kallil-Bou Botros, of the city of Montreal, wife common as to property of Jacob-George Bouziane, of the same place, clerk, plaintiff, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.

PHILIPPE DORVAL,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 27th September, 1916. 846—8-5

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 3281. Dame Rose Wiseman, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Maier Zelicovici, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes, demanderesse; vs Maier Zelicovici, des cité et district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée en la présente cause, le 1er février 1917.

Le procureur de la demanderesse,

N. SOLOMON.

Montréal, 16 février 1917. 971—9-5

Province de Québec, district de Bedford, cour supérieure, No 9860. Marie-Louise Tremblay, du canton de Stukely, dans le district de Bedford, épouse de Ferdinand Didier, cultivateur, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Ferdinand Didier, défendeur.

Une action en séparation de biens a été, ce jour, intentée contre le défendeur.

L'avocat de la demanderesse,

ROMULUS CLOUTIER.

Sweetsburg, 7 février 1917. 885—8-5

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 4946. Dame Julienne Leclair, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de J.-Alphonse Villemaire, du même lieu, demanderesse, a intenté, ce jour, une action en séparation de biens contre son dit époux.

L'avocat de la demanderesse,

PHILIPPE DORVAL.

Montréal, 20 septembre 1916. 847—8-5

Province de Québec, district d'Ottawa, cour supérieure. No 4464. Dame Mary-Jane Wilson, épouse commune en biens de John Brady, cultivateur, d'Eardley, district d'Ottawa, et dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs John Brady, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause.

L'avocat de la demanderesse,

ARTHUR DESJARDINS.

Hull, 7 février 1917. 881—8-5

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure. No 4028. Dame Lena Lipsey, de la cité et du district de Montréal, épouse de Samuel Arnovitz, agent, du même lieu, dûment autoriser à ester en justice, demanderesse; vs ledit Samuel Arnovitz, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le huit février 1917.

Le procureur de la demanderesse,

ISIDORE BALLON.

83 Craig-Ouest, Montréal. 713—7-5

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 2115. Dame Mary Lebit, des cité et district de Montréal, épouse de Georges Croney, ci-devant épicière et maintenant commis, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Georges Croney, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 29 janvier 1917.

L'avocat de la demanderesse,

A. FORTIN.

Anthime Fortin, avocat,
97 Saint-Jacques.
Montréal, 1er février 1917. 809—7-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court. No 3281. Dame Rosee Wiseman, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Maier Zelicovici, of the same place, and duly authorized to *ester en justice* for the purposes of these presents, plaintiff; vs Maier Zelicovici, of the city and district of Montreal, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 1st day of February, 1917.

N. SOLOMON,

Attorney for Plaintiff.

Montreal, 16th February, 1917. 972—9-5

Province of Quebec, district of Bedford, Superior Court, No. 9860. Marie-Louise Tremblay, of the township of Stukely, in the district of Bedford, wife of Ferdinand Didier, farmer, of same place, and duly authorized to *ester en justice*; vs the said Ferdinand Didier, defendant.

An action for separation as to property has been instituted, this day, against defendant.

ROMULUS CLOUTIER,

Attorney for the plaintiff.

Sweetsburg, 7th February, 1917. 886—8-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 4946. Dame Julienne Leclair, of the city and district of Montreal, wife common as to property of J.-Alphonse Villemaire, of the same place, plaintiff, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.

PHILIPPE DORVAL,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 20th September, 1916. 748—8-5

Province of Quebec, District of Ottawa, Superior Court. No. 4464. Dame Mary-Jane Wilson, wife common as to property of John Brady, farmer, of Eardley, district of Ottawa, and duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs John Brady, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause.

ARTHUR DESJARDINS,

Attorney for the plaintiff.

Hull, 7th February, 1917. 882—8-5

Province of Quebec, district of Montreal, superior court. No. 4028. Dame Lena Lipsey, of the city and district of Montreal, wife of Samuel Arnovitz, agent, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Samuel Arnovitz, defendant.

An action for separation as to property has been instituted against the said defendant, on February 8th, 1917.

ISIDORE BALLON,

Attorney for plaintiff.

83 Craig West, Montreal. 714—7-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 2115. Dame Mary Lebit, of the city and district of Montreal, wife of Georges Croney, heretofore grocer and now clerk, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, Plaintiff; vs the said Georges Croney, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 29th January, 1917.

A. FORTIN,

Attorney for Plaintiff.

Anthime Fortin, advocate,
97 Saint Jacques.
Montreal, 1st February, 1917. 810—7-5

Province de Québec, district de Saint-François. No 642. Cour supérieure. Dame Angéline Lefebvre, épouse commune en biens de Edmond Lebeau, mineur, d'Asbestos, dit district, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs le dit Edmond Lebeau, défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 8 février 1917.

Les procureurs de la demanderesse,
NICOL, LAZURE & COUTURE.
Sherbrooke, le 13 février 1917. 839—7-5

Province of Quebec, district of Saint Francis. No. 642. Superior court. Dame Angéline Lefebvre, wife separated as to property of Edmond Lebeau, miner, of Asbestos, said district, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Edmond Lebeau, defendant.

An action for separation as to property has been taken in this case, this 8th day of February, 1917.

NICOL, LAZURE & COUTURE,
Attorneys for plaintiff.
Sherbrooke, 13th February, 1917. 840—7-5

Actions en séparation de corps et de biens

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 4160. Dame Margaret Lockhart, de la cité de Montréal, épouse commune en biens de Richard-Thurston Greetham, du même lieu, ingénieur civil, dûment autorisée aux fins de la présente instance par jugement de l'hon. juge Allard, rendu le huitième jour de mars 1917, demanderesse; vs Richard-Thurston Greetham, de la cité et du district de Montréal, ingénieur civil, défendeur.

Une action en séparation de corps et de biens a été intentée par la demanderesse contre le défendeur, le neuvième jour de mars 1917.

Les procureurs de la demanderesse,
BLAIR, LAVERTY & HALE.
Montréal, 12 mars 1917. 1297—11-5

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 1211.

Avis est par les présentes donné que Dame Florine Benoit, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Rufus Young, ci-devant polisseur, du même lieu, mais présentement de lieux inconnus, dûment autorisée à ester en justice, a poursuivi, ce jour, ledit Rufus Young, en séparation de corps et de biens.

Avocat de la demanderesse,
R.-G. DE LORIMIER,
Montréal, 12 février 1917. 837—7-5

Avis est donné par les présentes que Dame Delina Morin, femme commune en biens de Raoul Payette, commis, tous les deux de Montréal a institué, le 30 janvier 1917, une action en séparation de corps contre son dit mari, dans une cause No 3275, cour supérieure.

L'avocat de la demanderesse,
WALTER-S. JOHNSON.
Montréal, 21 février 1917. 887—8-5

Actions for separation as to bed and board

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 4160. Dame Margaret Lockhart, of the city of Montreal, wife common as to property of Richard-Thurston Greetham, of the same place, civil engineer, duly authorized for the purposes of this action by judgment of the Hon. Justice Allard, dated the eighth day of March, 1917, plaintiff; vs Richard-Thurston Greetham, of the city and district of Montreal, civil engineer, defendant.

An action for separation as to bed and board and for separation as to property has been instituted by the plaintiff against the defendant on the ninth day of March, 1917.

BLAIR, LAVERTY & HALE,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 12th March, 1917. 1298—11-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 1211.

Notice is hereby given that Dame Florine Benoit, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Rufus Young, formerly of the same place, polisher, but presently of parts unknown, duly authorized to *ester en justice*, has, this day, sued the said Rufus Young for separation as to bed and board.

R.-G. DE LORIMIER,
Attorney for Plaintiff.
Montreal, 12th February, 1917. 838—7-5

Notice is hereby given that Dame Delina Morin, wife common as to property of Raoul Payette, clerk, both of Montreal, instituted, on 30th January, 1917, an action for separation from bed and board against her said husband, in a case No. 3275, Superior Court.

WALTER-S. JOHNSON,
Attorney for Plaintiff.
Montreal, 21st February, 1917. 888—8-5

Avis

Avis est par le présent donné au public qu'il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur-en-conseil, le 9 décembre 1916, de ratifier un acte de donation par les syndics de l'église presbytérienne Georgetown, dans la paroisse du Très-Saint-Sacrement, dans le comté de Châteauguay, à la "Georgetown cemetery company, limited", de certains emplacements qui y sont décrits, pour les dits emplacements servir et être possédés à jamais aux fins d'un cimetière, suivant les conditions stipulées dans le dit acte de donation.

Notice

Public notice is hereby given that His Honor the Lieutenant-Governor has been pleased by order in council, bearing date the 9th December, 1916, to confirm a deed of donation from the trustees of Georgetown Presbyterian Church, in the parish of Très Saint-Sacrement, county of Châteauguay, to "Georgetown cemetery company limited", of certain lots of land therein described to be held and used, the said lots of land as a cemetery for ever upon the conditions stipulated in said deed of donation.

Avis est aussi donné que les acte de donation et arrêté ministériel précités ont été inscrits au bureau d'enregistrement dudit comté de Châteauguay, le 22ème jour de février 1917.

Donné conformément aux dispositions de l'article 6824 des S.R.P.Q., de 1909, ce 14ème jour de mars 1917.

Le sous-secrétaire de la province,
1291 C.-J. SIMARD.

Avis est par le présent donné que je, Jules-Maurice Croteau, arpenteur-géomètre et ingénieur civil, procéderai en vertu d'instructions reçues de l'honorable ministre des travaux publics et du travail, à Québec, le deuxième jour d'avril 1917 et les jours suivants, conformément aux dispositions de l'article 7300 des statuts refondus de la province de Québec, 1909, à l'inspection des travaux exécutés par la "Band S. Lumber Company", pour faciliter le flottage du bois sur la rivière Tortigou et les ruisseaux Perrault et Roch, dans le comté de Matane, aux fins de fixer un taux de péage en faveur de la "Band S. Lumber Company".

JULES-MAURICE CROTEAU,
1299 Ingénieur civil et arpenteur.

Notice is also given that both the above deed of donation and order-in-council were registered in the registry office of said county of Châteauguay, on the 22nd day of February, 1917.

Given pursuant to the provisions of article 6824 of the R.S.P.Q., 1909, this 14th day of March, 1917.

C.-J. SIMARD,
Deputy Provincial Secretary.

Notice is hereby given that I, Jules Maurice Croteau, Quebec Land Surveyor and civil engineer shall, under instructions of the Honorable Minister of Public Works and Labour, at Quebec, in conformity with the provisions of article 7300 of the Revised Statutes of the province of Quebec, the second and the following days of April, 1917, proceed with the inspection of the improvement works carried out by Band S. Lumber Company, to facilitate the floating of woods on the river Tortigou and Perrault brook and Roch brook, in the county of Matane, for the purpose of establishing a tariff of tolls in favour of the above said Band S. Lumber Company.

JULES-MAURICE CROTEAU,
1300 Civil engineer and land surveyor.

Faillite

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure. Dans l'affaire de Jean-Baptiste Hurteau, 49 boulevard Monk, Verdun.

Avis est par le présent donné qu'en date du 8 mars 1917, par un ordre de la cour, nous avons été nommés curateurs aux biens du susnommé.

Les réclamations dûment attestées doivent être produites entre nos mains sous trente jours de cette date.

Les curateurs,
TURCOTTE & MERRILL,
97, rue Saint-Jacques, Montréal. 1251

Province de Québec, district de Montcalm, No 349, cour supérieure. Dans l'affaire de Théodore Lafontaine et Dame Eléonore Normandin, Mont-Laurier, insolvable.

Avis est par les présentes donné que le 5 mars 1917, les susnommés insolvable ont fait une cession judiciaire de tous leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers, et ont déposé leur bilan au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Montcalm.

Le gardien provisoire,
1255 E.-H. MERRILL.

Province de Québec, district de Kamouraska, No 361, cour supérieure. Dans l'affaire de J.-Eliphase Beaulieu dit Hudon, marchand et sellier, de Notre-Dame-du-Lac, Témiscouata, insolvable; et Edouard Gagnon, employé à l'I. C. R., Fraserville, P. Q., créancier requérant cession.

Avis est, par les présentes, donné que le sept mars courant (1917), le dit J.-Eliphase Beaulieu a fait un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers et déposé son bilan au bureau du protonotaire, à Fraserville, suivant la loi.

Le gardien provisoire,
J.-OSCAR LEVESQUE, N.P.
Fraserville, 8 mars 1917. 1259

Bankruptcy

Province of Quebec, district of Montreal, Superior court. In the matter of Jean-Baptiste Hurteau, 49 Monk Blvd., Verdun.

Notice is hereby given that on the 8th of March, 1917, by an order of the court, we were appointed curators to the above named estate.

Claims duly attested must be filed with us within thirty days from this date.

TURCOTTE & MERRILL,
Curators.
97 Saint James street, Montreal. 1252

Province of Quebec, district of Montcalm, No. 349, Superior Court. In the matter of Théodore Lafontaine and Dame Eléonore Normandin, Mont-Laurier, insolvents.

Notice is hereby given that on the 5th day of March, 1917, the above named insolvents have made a judicial abandonment of all their effects and property for the benefit of their creditors, and have deposited their bilan in the prothonotary's office of the Superior Court of the district of Montcalm.

E.-H. MERRILL,
Provisional guardian.

Province of Quebec, district of Kamouraska, No. 361, Superior Court. In the matter of J.-Eliphase Beaulieu dit Hudon, merchant and saddler, of Notre-Dame-du-Lac, Témiscouata, insolvent; and Edouard Gagnon, trainman, Fraserville, P. Q., creditor petitioner for assignment.

Notice is hereby given that on the seventh day of March instant (1917), the said J.-Eliphase Beaulieu has made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors according to law.

J.-OSCAR LEVESQUE, N. P.,
Provisional guardian.
Fraserville, 8th March, 1917. 1260

Province de Québec, district de Montréal, No 63, cour supérieure. Dans l'affaire de Paul René Faulkner, de la cité de Montréal, insolvable.

Avis est par les présentes donné que le 7 mars 1917, le susnommé insolvable a fait une cession judiciaire de tous ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, et a déposé son bilan au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Montréal.

1253

Le gardien provisoire,
L.-F. CHURCHILL.

Province de Québec, district de Montréal, No 64, cour supérieure. *In re*: Aimé Venne, Montréal, insolvable.

Avis est donné que le 12 mars 1917, le dit insolvable a déposé son bilan au greffe de la cour supérieure du district de Montréal, tel que pourvu par la loi.

Pour le gardien provisoire,
VINET & DUFRESNE.
99 rue Saint-Jacques, Montréal.
17 mars 1917.

1285

Province de Québec, district de Montréal, No 57, cour supérieure. *In re*: J. Simoneau, Montréal, failli.

Avis est donné que le 9 mars 1917, par ordre de la cour supérieure, nous avons été nommés curateurs à la succession du sus-nommé, qui a fait cession judiciaire de tous ses biens et effets au bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations assermentées doivent être produites à notre bureau sous un mois de cette date.

Les curateurs,
F.-R. VINET,
R.-H. DUFRESNE.

Bâtisse Banque Nationale,
99 rue Saint-Jacques.
Montréal, 17 mars 1917.

1287

Province of Quebec, district of Montreal, No. 63, Superior court. In the matter of Paul René Faulkner, of the city of Montreal, insolvent.

Notice is hereby given that on the 7th day of March, 1917, the above named insolvent has made a judicial abandonment of all his effects and property for the benefit of his creditors, and has deposited his bilan in the prothonotary's office of the Superior Court of the district of Montreal.

L.-F. CHURCHILL,
Provisional guardian.

1254

Province of Quebec, district of Montreal, No. 64, Superior Court. *In re*: Aimé Venne, Montreal, insolvent.

Notice is hereby given that on the 12th March, 1917, the said insolvent has filed his statement in the prothonotary's office of the district of Montreal, as provided by law.

VINET & DUFRESNE,
For the provisional guardian.
99 Saint James street, Montreal.
17th March, 1917.

1286

Province of Quebec, district of Montreal, No. 57, Superior Court. *In re*: J. Simoneau, Montreal, insolvent.

Notice is hereby given that on the 9th March, 1917, by order of the court, we were appointed curators to the estate of the above named, who has made a judicial abandonment of his assets for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed at our office within one month.

F.-R. VINET,
P.-H. DUFRESNE.
Curators.

Banque Nationale building,
99 Saint James street.
Montreal, 17th March, 1917.

1288

Province de Québec, district de Trois-Rivières, cour supérieure. *In re*: Joseph Descoteaux, Yamachiche, Qué., insolvable.

Avis est donné par la présente que le Sième jour de mars 1917, les soussignés ont été nommés, par une ordonnance de la cour, curateurs en cette affaire.

Les créanciers dudit insolvable sont requis de filer leurs réclamations à mon bureau, 83 rue Craig-Ouest, Montréal, sous trente jours du présent avis, s'ils ne l'ont déjà fait.

Les curateurs conjoints,
V. LAMARRE & HENRI BISSON.
Bureaux: V. Lamarre, 820 édifice "Power".
" Henri Bisson, Trois-Rivières.
Montréal, 13 mars 1917.

1313

Province of Quebec, district of Three Rivers, Superior Court. *In re*: Joseph Descoteaux, Yamachiche, Que., insolvent.

Notice is hereby given that on the 8th day of March, 1917, the undersigned have been appointed, by an ordonnance of this Court, curators to the above estate.

Creditors of said insolvent are requested to file their claims, at my office, 83 Craig street West, Montreal, if they have not already done so, within thirty days from date of present notice.

V. LAMARRE & HENRI BISSON,
Joint curators.
Offices: V. Lamarre, 820 "Power" bldg.
" Henry Bisson, Three Rivers.
Montreal, 13th March, 1917.

1314

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure. *In re*: Dame Alice Richard, es-qualité de curatrice aux biens de G.-N. Desruisseaux, Montréal.

Avis est donné par la présente que le 12ième jour de mars 1917, le soussigné a été nommé, par une ordonnance de la cour, curateur en cette affaire.

Les créanciers dudit insolvable sont requis de filer leurs réclamations, à mon bureau, 83 rue Craig-Ouest, Montréal, sous trente jours du présent avis, s'ils ne l'ont déjà fait.

Le curateur,
VINCENT LAMARRE,
Bureau: 820 édifice "Power".
Montréal, 13 mars 1917.

1315

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court. *In re*: Mrs. Alice Richard, es-qualité of curatrix to the estate of G.-N. Desruisseaux, Montreal.

Notice is hereby given that on the 12th day of March, 1917, the undersigned has been appointed, by an ordonnance of this court curator to the above estate.

Creditors of said insolvent are requested to file their claims at my office, 83 Craig street West, Montreal, if they have not already done so, within thirty days from date of present notice.

VINCENT LAMARRE,
Curator.
Office: 820 "Power" bldg.
Montreal, 13th March, 1917.

1316

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure. *In re*: F.-A. Paulin Tire & Rubber Co., 191 Mountain, Montreal, insolvable.

Avis est donné par la présente que le 9ième jour de mars 1917, le soussigné a été nommé, par une ordonnance de la cour, curateur en cette affaire.

Les créanciers dudit insolvable sont requis de filer leurs réclamations à mon bureau, 83 rue Craig-Ouest, Montréal, sous trente jours du présent avis, s'ils ne l'ont déjà fait.

Le curateur,

VINCENT LAMARRE.

Bureau: 820 édifice "Power".

Montréal, 13 mars 1917.

1317

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure. *Re*: Joseph-S. Messier, marchand, de Varennes, insolvable.

Avis est par les présentes donné que le dit insolvable a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Les sub.-gardiens provisoires,

CHARTRAND & TURGEON.

55 Saint-François-Xavier, Montréal.

Montréal, 13 mars 1917.

1319

Canada, province de Québec, district de Rimouski, cour supérieure. *In re*: Zénon Routhier, Lac-au-Saumon, insolvable.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 12 mars 1917, j'ai été nommé curateur aux biens de cette faillite.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette faillite sont requises de les produire devant moi, dans les trente jours de cette date.

Le curateur,

J.-P.-E. GAGNON.

Bureau: 44 et 46 rue Dalhousie,

Bâtisse de la Cie Richelieu.

Québec, 14 mars 1917.

1355

Canada, province de Québec, district de Rimouski, cour supérieure. *In re*: Antoine Fortin, Saint-Germain-de-Rimouski, insolvable.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 10 mars 1917, j'ai été nommé curateur aux biens de cette faillite.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette faillite sont requises de les produire devant moi, dans les trente jours de cette date.

Le curateur,

J.-P.-E. GAGNON.

Bureau: 44 et 46 rue Dalhousie,

Bâtisse de la Cie Richelieu.

Québec, 14 mars 1917.

1357

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court. *In re*: F.-A. Paulin Tire & Rubber Co., 191 Mountain street, Montreal, insolvent.

Notice is hereby given that on the 9th day of March, 1917, the undersigned has been appointed as curator, by an ordonnance of this court, to the above estate.

Creditors of said insolvent are requested to file their claims at my office, 83 Craig street West, Montreal, if they have not already done so, within thirty days from date of present notice.

VINCENT LAMARRE,

Curator.

Office: 820 "Power" bldg.

Montreal, 13th March, 1917.

1318

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court. *Re*: Joseph-S. Messier, merchant, of Varennes, insolvent.

Notice is hereby given that the said insolvent, has, this day, made a judicial assignment of all his property for the benefit of his creditors.

CHARTRAND & TURGEON,

Sub. provisional guardians.

55 Saint François Xavier street, Montreal.

Montreal, 13 march, 1917.

1320

Canada, Province of Quebec, district of Rimouski, Superior Court. *In re*: Zénon Routhier, Lac-au-Saumon, insolvent.

In virtue of an order of the court, dated the 12th March, 1917, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me, within thirty days from this date.

J.-P.-E. GAGNON,

Curator.

Office: 44 and 46 Dalhousie street,

Richelieu & Ontario building.

Quebec, 14th March, 1917.

1356

Canada, Province of Quebec, District of Rimouski, Superior Court. *In re*: Antoine Fortin, Saint-Germain-of-Rimouski, insolvent.

In virtue of an order of the court, dated the 10th March, 1917, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me, within thirty days from this date.

J.-P.-E. GAGNON,

Curator.

Office: 44 and 46 Dalhousie street,

Richelieu and Ontario building.

Quebec, 14th March, 1917.

1358

Liquidation

Le soussigné, Edward-Walter Barlow, liquidateur, de la "Mountain Creek Gold Fields Company, limited", donne par les présentes avis qu'à une assemblée générale des actionnaires de ladite company, dûment convoquée et tenue au No 52 Carré Victoria, en la cité de Montréal, le vingt-septième jour de février, mil neuf cent dix-sept (1917), on a décidé de recevoir et approuver mon rapport sur la liquidation des affaires de ladite compagnie.

En foi de quoi, j'ai apposé ma signature aux présentes, ce dixième jour de mars mil neuf cent dix-sept.

1307

E.-W. BARLOW.

Winding up

Notice is hereby given by the undersigned, Edward-Walter Barlow, liquidator of The Mountain Creek Gold Fields Company, limited, that at a general meeting of the shareholders of the said Company, duly convened and held at No. 52, Victoria square, in the city of Montreal, on the twenty seventh day of February, nineteen hundred and seventeen (1917), it was resolved that the report by me submitted showing the manner in which the winding up of the said Company has been conducted be accepted and passed.

In testimony whereof, I have signed these presents, this tenth day of March, nineteen hundred and seventeen.

1308

E.-W. BARLOW.

Canada, province of Québec, district of Beauharnois, No. 184. Cour supérieure. Dans l'affaire de la compagnie "Château Salaberry, limitée", en liquidation; et J.-Alphonse Turcotte et Edouard Merrill, liquidateurs-conjoints.

Avis est par le présent donné qu'il a été déposé au bureau des liquidateurs de ladite compagnie en liquidation, au No 97 rue Saint-Jacques, en la cité de Montréal, un certain acte de vente passé devant Louis-A. Dérome, notaire public, le vingt-deuxième jour du mois de décembre 1916, sous le numéro 9220 des minutes dudit notaire, de la part de la compagnie du Château Salaberry, limitée, en liquidation, à Frédéric-H. Lachance, dans lequel acte de vente la propriété transportée est plus particulièrement décrite, à savoir:

1. Un certain emplacement ou lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la ville de Salaberry de Valleyfield, sous le numéro sept cent quarante-deux (No 742), de forme irrégulière, et contenant en superficie trois mille huit cent quatre-vingt-cinq pieds, plus ou moins; mesure anglaise, à distraire cependant dudit lot, un morceau de terre de forme triangulaire, de la contenance de trente-deux pieds en superficie, contenu dans les bornes suivantes: borné par un bout, au nord, par la rue Saint-Laurent, au nord-est par le numéro sept cent quarante et un, et au sud-est par la partie dudit lot No 742, en premier lieu mentionné.

2. Un autre emplacement ou morceau de terres de forme triangulaire, faisant partie du lot numéro sept cent quarante et un (No 741), de la ville de Salaberry-de-Valleyfield, contenant ce morceau de terre, dix-sept pieds en superficie et contenu dans les bornes suivantes: au nord-ouest par la ligne de division entre les lots sept cent quarante et un et sept cent quarante-deux, à un point, seize pieds de la rue Saint-Laurent, à l'autre bout, du côté sud-est et du côté nord-est par le reste dudit numéro sept cent quarante et un, et du côté sud par ledit numéro sept cent quarante-deux.

3. Un autre emplacement connu et désigné sous le numéro sept cent trente-huit, des plan et livre de renvoi officiels de la ville de Salaberry-de-Valleyfield, contenant, ce lot de terre, deux mille sept cent quatre-vingt-dix pieds en superficie—avec les bâtisses érigées sur lesdits terrains.

4. Un emplacement de forme irrégulière, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la ville de Salaberry-de-Valleyfield, sous le numéro sept cent quarante et un (No 741), contenant deux mille pieds en superficie, mesure anglaise—avec les bâtisses dessus construites.

A distraire dudit terrain un morceau de terre de forme triangulaire, contenant dix pieds en superficie, et contenu dans les bornes suivantes, savoir: au nord-ouest par la ligne de division entre les lots Nos 741 et 742, à un point seize pieds de la rue en front, du côté nord-est par le reste dudit lot No 741, et du côté sud par ledit lot No 742.

A distraire davantage dudit terrain un morceau à prendre environ cinq pieds de largeur à environ cinquante pieds à l'est de la rue Saint-Laurent, sur la ligne de division présente de la propriété à aller en pointe vers l'ouest jusqu'à environ trente-quatre pieds de la rue Saint-Laurent, et comprenant tout le terrain de surplus qui a été pris par Dame Emélie Hay, épouse de Joseph Hurtubise, pour la construction de la buvette (bar-room) de l'ancien hôtel "Du

Canada, province of Quebec, district of Beauharnois, No. 184. Superior Court. In the matter of La compagnie "Château Salaberry, limitée", in liquidation; and J.-Alphonse Turcotte and Edouard Merrill, joint liquidators.

Notice is hereby given that there has been deposited at the office of the liquidators of the said company in liquidation, No. 97 Saint James street, in the city of Montreal, a certain deed of sale passed before Louis-A. Dérome, notary public, the twenty second day of December, 1916, and numbered 9220, of the minutes of said notary, from la compagnie du Château Salaberry, limitée, in liquidation, to Frederic-H. Lachance, in which deed of sale the property conveyed is more particularly described as follows, to wit:

1. A certain emplacement or lot of land known and designated on the official plan and book of reference of the town of de Salaberry de Valleyfield, under the number seven hundred and forty two (742), of irregular figure, containing in superficies three thousand eight hundred and eighty five feet, more or less, english measure; to be deducted from said lot, a parcel of land of triangular figure, containing thirty two feet in superficies, contained in the following boundaries: bounded at one end, to the north, by Saint Lawrence street; to the north east by lot number seven hundred and forty one, and to the south east by the part of said lot No. 742, above described.

2. Another emplacement or parcel of land, of irregular figure, being part of lot number seven hundred and forty one (741), of the town of de Salaberry-de-Valleyfield, containing said parcel of land, seventeen feet in superficies; and contained in the following boundaries to the north west by the division line between lots Nos. 741 and 742, at one point, sixteen feet from Saint Lawrence street, at the other end, to the south east and north east side by the residue of said lot No. 741, and on the south side by the lot No. 742.

3. Another emplacement known and designated under the number seven hundred and thirty eight (738), of the official plan and book of reference of the town of de Salaberry-de-Valleyfield, containing, said lot of land, two thousand seven hundred and ninety feet in superficies—with the buildings erected on said emplacements.

4. An emplacement of irregular figure, known and designated on the official plan and book of reference of the town of de Salaberry-de-Valleyfield, under the number seven hundred and forty one (741), containing two thousand feet in superficies, english measure—with the buildings thereon erected.

To be deducted from said emplacement a parcel of land, of irregular figure, containing ten feet in superficies and contained in the following boundaries: to the north west by the division line between lots Nos. 741 and 742, at one point sixteen feet of the front street, to the north east side by the residue of said lot No. 741, and to the south side by said lot 742.

To be further deducted from said emplacement, a parcel of land to be taken about five feet wide to about fifty feet east of Saint Lawrence street, on the actual division line of the property pointing towards the west up to about thirty four feet from Saint Lawrence street, and comprising all the surplus ground taken by Dame Emélie Hay, widow of Joseph Hurtubise, for the construction of the bar room of the old "Hotel du Palais", which was burned a few years ago,

Palais", qui a été incendié il y a quelques années, et qui était situé au sud du terrain présentement vendu sur le lot No 742.

5. Un morceau de terre de forme triangulaire, faisant partie du lot connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de ladite ville de Salaberry-de-Valleyfield, sous le numéro sept cent quarante-deux (No 742), de la contenance de trente-deux pieds en superficie, et contenu dans les bornes suivantes, savoir: borné au nord par la rue Saint-Laurent, au nord-est par le lot numéro 741, et au sud-est par le reste dudit lot No 742—avec les bâtisses dessus construites.

Et de plus prenez avis que le certificat du registrateur sur ladite propriété immobilière a aussi été déposé chez lesdits liquidateurs, à leur bureau à Montréal.

Que la propriété immobilière ci-haut décrite a été possédée et détenue par la compagnie du Château Salaberry, limitée, depuis le 3 février 1915 et que, antérieurement à cette date, ladite propriété a été détenue et possédée par monsieur Joseph-Frédéric-Rodrigue Leduc, entrepreneur, de Saint-Timothée, depuis le 10 mars 1914, et que, précédemment, ladite propriété a été détenue et possédée par monsieur Julien Lefort, de la cité de Salaberry-de-Valleyfield.

Que lesdits acte de vente et certificat du registrateur ont été ainsi déposés en conformité avec les prescriptions des articles 7552 et suivants des statuts refondus de la province de Québec, 1909, et que le présent avis est publié en conformité avec les dispositions desdits articles, et afin de donner à ladite vente l'effet d'une vente faite par le shérif.

Daté en la cité de Montréal, dans la province de Québec, ce neuvième jour de janvier 1917.

Les liquidateurs-conjoints,

J.-A. TURCOTTE,
E. MERRILL.

207—10-4

and which was situated south of the ground presently sold on the lot bearing No. 742.

5. A parcel of land of triangular figure, being part of lot known and designated on the official plan and book of reference of the town of de Salaberry-de-Valleyfield, under the number seven hundred and forty two (742), containing thirty two feet in superficies, and contained in the following boundaries; bounded to the north by Saint Lawrence street, to the north east by lot No. 741, and to the south east by the residue of said lot No. 742—with the buildings thereon erected.

And further take notice that the registrar's certificate of search against the said immoveable property has also been deposited with the said liquidators, at their office in Montreal.

That this immoveable property above described has been owned and possessed by "La compagnie du Château Salaberry, limitée", from the 3rd of February, 1915, and that, prior to that date, the said property was owned and possessed by Mr. Joseph-Frédéric-Rodrigue Leduc, contractor, residing in the village of Saint Timothée from the 10th of March, 1914, and previously the said property was owned and possessed by Mr. Julien Lefort, of the city of Salaberry-de-Valleyfield.

That the said deed of sale and registrar's certificate have been so deposited and in pursuance of the provisions of articles 7552 and following of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, and this notice is given pursuant to the provisions of the said articles, and for the purposes of giving said sale the effect of a sheriff's sale.

Dated at the city of Montreal, in the Province of Quebec, this ninth day of January, 1917.

J.-A. TURCOTTE,
E. MERRILL.

208—10-4

Joint liquidators.

Nombre de directeurs augmenté

Number of directors increased

RÈGLEMENT NO XVII POUR AUGMENTER LE NOMBRE DES DIRECTEURS

Qu'il soit statué par les directeurs de "The Amos Fish Company, limited", à titre de règlement de la compagnie, comme suit:

1. Le nombre des directeurs de la compagnie est par les présentes porté de trois à cinq;

2. Le bureau de direction peut, de temps à autre, dans l'intervalle entre la date du présent règlement et la prochaine assemblée annuelle, choisir comme directeurs des actionnaires qualifiés de la compagnie, jusqu'à ce que soient élus des directeurs en nombre suffisant pour constituer un bureau complet, en sus des directeurs actuellement en office;

3. Jusqu'à l'élection d'un bureau complet, les directeurs actuels, ainsi que les actionnaires qui seront de temps à autre choisis par eux comme directeurs administreront les affaires de la corporation;

4. Le règlement No V est amendé en remplaçant, à l'endroit où il s'y trouve, le mot "trois" par le mot "cinq".

Je, soussigné, secrétaire de la "Amos Fish Company, limited", certifie par les présentes que la copie précédente en est une conforme du règlement No XVII, passé et adopté par les directeurs de la "Amos Fish Company, limited", et

A BY-LAW NO. XVII TO INCREASE THE NUMBER OF DIRECTORS.

Be it enacted by the directors of The Amos Fish Company, limited, as a by-law of the company, as follows:

1. The number of directors of the Company is hereby increased from three to five;

2. The board of directors may, from time to time, between the confirmation of this by-law and the next annual meeting, elect to the board qualified shareholders of the company, until there shall have been elected, in addition to the present number of directors, a sufficient number to make a full board;

3. Until a full board is elected, the present number of directors and the shareholders from time to time elected by them as directors shall manage the affairs of the Company;

4. By-law No. V is amended by inserting the word "five" instead of the word "three" where it appears therein.

I, the undersigned, secretary of The Amos Fish Company, limited, hereby certify that the foregoing is a true copy of by-law No. XVII, enacted and adopted by the directors of The Amos Fish Company, limited, and confirmed at a special

ratifié par les actionnaires de ladite compagnie réunis en assemblée générale spéciale, tenue le 10 mars 1917. general meeting of the shareholders of said company, held on the 10th day of March, 1917.

Le secrétaire,

F.-G. BUSH.

F.-G. BUSH,
Secretary.

Montréal, 12 mars 1917.

1289

Montreal, 12th March, 1917.

1290

Ordre de la cour

Order of the Court

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 5246. Joseph-Emile Côté, domicilié dans les cité et district de Montréal, demandeur; vs O. Brouillard, domicilié dans les cité et district de Montréal, défendeur; et General Railway Signal Company of Canada, tiers-saisie; et Auger & Son, limited, intervenante; et Charles Lemaire, intervenant.

Le vingt-sixième jour de février 1917, sur l'ordre de l'honorable juge Dugas, donné ce jour, vu les allégations de l'insolvabilité de Ovide Brouillard, du district de Montréal, le défendeur, les créanciers dudit défendeur qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations sont maintenant appelés à les produire en cette cause, au bureau du protonotaire de la cour supérieure pour le district de Montréal, à Montréal, dans les quinze jours de la première insertion dans la *Gazette officielle de Québec*, conformément aux articles Nos 673-674 du code de procédure civile.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 5246. Joseph-Emile Côté, residing in the city and district of Montreal, plaintiff; vs Ovide Brouillard, residing in the city and district of Montreal, defendant; and General Railway Signal Company of Canada, garnishee; and Auger & Son, limited, intervenant; and Charles Lemaire, intervenant.

By order of the Honourable Justice Dugas, given this twenty-sixth day of February, one thousand nine hundred and seventeen, and seeing the allegations concerning the insolvency of Ovide Brouillard, of the district of Montreal, the defendant, the creditors of the said defendant who have not yet produced their claims are now called to produce their claims in this cause, at the office of the prothonotary of the Superior Court, for the district of Montreal, at the city of Montreal, within fifteen days from the first insertion of the order in the *Quebec Official Gazette*, in conformity with articles Nos. 673-674 of the Code of Civil Procedure.

Le D. P. C. S.

T. DEPATHIE.

T. DEPATHIE,

D. P. S. C.

1093—10-2

1094—10-2

Vente pour taxes municipales.

Sale for municipal taxes

PROVINCE DE QUÉBEC.

VILLE D'IBERVILLE

Avis public est par les présentes donné, par J.-Emile Bourguignon, soussigné, secrétaire-trésorier, que le terrain ci-après désigné et les constructions sus-érigées seront vendus à l'enchère publique, VENDREDI, le TRENTIEME jour de MARS courant (1917), à DIX heures de l'avant-midi, au bureau du soussigné, pour les taxes et charges dues à la ville d'Iberville, sur le lot de terre ci-après décrit et les constructions sus-érigées, à moins qu'elles ne soient payées, avec les frais, avant le jour ci-dessus indiqué pour la vente.

PROVINCE OF QUEBEC.

TOWN OF IBERVILLE

Public notice is hereby given by J.-Emile Bourguignon, undersigned, secretary-treasurer, that the undermentioned lot of land together with all buildings erected thereon will be sold by public auction on FRIDAY, the THIRTIETH day of MARCH instant (1917), at TEN o'clock in the morning, at the office of the undersigned, for the taxes and charges due to the town of Iberville, upon the lot of land hereinafter described and the buildings erected thereon, unless the same be paid, with costs, before the day of sale hereinabove indicated.

Nom du propriétaire. Name of owner	No du cadastre Cadastral number	Taxes municip. Municipal taxes	Taxes scolaires School taxes	Autres charges Other charges	Intérêt Interest	Total
Israel Polunski et—and Dame Gerson Zudick.....	305	\$63.00	\$47.25	75c	\$5.58	\$116.58

Donné à Iberville, ce treizième jour de mars 1917.

Given at Iberville, this thirteenth day of March, 1917.

Le secrétaire-trésorier de la ville d'Iberville,

J.-E. BOURGUIGNON,

Secretary treasurer of the town of Iberville.

BEDFORD

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionnés plus bas.

Cour supérieure.

(Dans et pour le district de Bedford)

Province de Québec, } **THE INTERNATIONAL HARVESTER**
District de Bedford, } **COMPANY OF CANADA, LIMITED,** demanderesse; contre les terres et tènements de ZEPHIR COTE, défendeur.

Saisi en exécution comme appartenant audit défendeur:

Le lopin de terre situé dans la ville et le district de Bedford, décrit comme suit, à savoir: un lopin de terre faisant partie d'un lot de dix-huit cent soixante-quinze (pt. 1875), des plan et livre de renvoi officiels du canton de Stanbridge, dans le comté de Missisquoi, dit district, mesurant cent dix-neuf pieds de front, de l'est à l'ouest, par la profondeur dudit lot du nord au sud, et borné comme suit: au sud par la propriété de la fabrique de la paroisse de Saint-Damien-de-Bedford, au nord par la propriété de Peter McCarry, ou représentants, à l'ouest par un chemin privé, et à l'est par le résidu dudit lot No 1875—avec toutes les bâtisses et améliorations dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Damien-de-Bedford, dans la ville et le district de Bedford, le TRENTIEME jour de MARS 1917, à UNE heure de l'après-midi.

Le shérif,

C.-B. JAMESON.

Bureau du shérif.

Sweetsburg, 20th February, 1917. 919—8-2
[Première publication, 24 février 1917.]

BEDFORD

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

Superior Court.

(In and for the district of Bedford)

Province of Quebec, } **THE INTERNATIONAL HARVESTER**
District of Bedford, } **COMPANY OF CANADA, LIMITED,** Plaintiff; against the lands and tenements of ZEPHIR COTE, Defendant.

Taken in execution as belonging to the said defendant:

That certain piece of land situated in the town and district of Bedford, described as follows, to wit: a certain piece of land forming part of lot number eighteen hundred and seventy five, (pt. 1875), of the official plan and book of reference for the township of Stanbridge, in Missisquoi county, said district, measuring one hundred and nineteen feet in front, from east to west, by the length of said lot from north to south, and bounded as follows: south by the land of the fabrique of the parish of Saint-Damien de Bedford, north by the land of Peter McCarry, or representatives, west by a private road, and east by the residue of said lot, No. 1875,—with all buildings and improvements thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint-Damien de Bedford, in the town and district of Bedford, on the THIRTIETH day of MARCH, 1917, at the hour of ONE of the clock in the afternoon.

C.-B. JAMESON,

Sheriff.

Sheriff's office.

Sweetsburg, 20th February, 1917. 920—8-2
[First publication, 24th February, 1917.]

CHICOUTIMI

FIERI FACIAS

Québec, à savoir: } **RÉVÉREND GILBERT-**
No 3097. } **ARTHUR LEMIEUX ET AL,** exécuteurs-testamentaires de la succession de Dame Céline Morin; vs **ONESIME GIRARD,** en sa qualité de tuteur à son enfant mineure Marie-Julie-Simonne Girard, de La Tuque.

Une terre de cent acres en superficie, plus ou moins—avec les bâtisses dessus construites et dépendances, maintenant connue comme étant le numéro quinze, du cinquième rang du cadastre officiel du canton Taché, comté de Chicoutimi.

Pour être vendue à la porte de l'église de Saint-Louis-Nazaire, le VINGT-SEPTIEME jour de MARS prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

EDM. SAVARD.

Bureau du shérif.

Chicoutimi, 17 février 1917. 855—8-2
[Première publication, 24 février 1917.]

CHICOUTIMI

FIERI FACIAS

Quebec, to wit: } **REVEREND GILBERT-**
No. 3097. } **ARTHUR LEMIEUX ET AL,** testamentary executors of the estate of Dame Céline Morin; vs **ONESIME GIRARD,** in his quality of tutor to his minor child Marie-Julie-Simonne Girard, of La Tuque.

That certain farm of one hundred acres in superficies, more or less—with the buildings thereon erected and dependencies, now known as being the number fifteen, of the fifth range of the official cadastre of the township of Taché, county of Chicoutimi.

To be sold at the church door of Saint-Louis-Nazaire, on the TWENTY SEVENTH day of MARCH next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

EDM. SAVARD,

Sheriff.

Sheriff's office.

Chicoutimi, 17th February, 1917. 856—8-2
[First publication, 24th February, 1917.]

IBERVILLE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District d'Iberville.

Saint-Jean, à savoir: } **HONORÉ LEMIEUX**,
 No 243. } demandeur; contre
ALFRED PLANTE, défendeur.

Une terre située en la paroisse de Saint-Rémi, dans le comté de Napierville, comprenant le lot Nos 320 et 321, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Rémi, district d'Iberville; la partie du No 321 comprend toute la largeur de ce lot à partir du chemin public, au sud-est, jusqu'à une ligne transversale tirée à 26 arpents au nord-ouest—et les bâtisses y érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église de ladite paroisse de Saint-Rémi, district d'Iberville, le DIX-SEPTIEME jour d'AVRIL prochain (1917), à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

ARTHUR LASNIER.

Bureau du shérif.

Saint-Jean, 14 mars 1917.

1409—11-2

[Première publication, 17 mars 1917.]

IBERVILLE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Iberville.

Saint Jean, to wit: } **HONORÉ LEMIEUX**,
 No. 243. } plaintiff; against
ALFRED PLANTE, defendant.

A farm situated in the parish of Saint Rémi, in the county of Napierville, comprising the lot Nos. 320 and 321 of the official plan and book of reference of the parish of Saint Rémi, district of Iberville; the part of No. 321 comprises the whole width of that lot from the public road, at the south east, to the transversal line drawn at 26 arpents at the north west—and the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint Rémi, district of Iberville, on the SEVENTEENTH day of APRIL next, (1917) at ELEVEN of the clock in the forenoon.

ARTHUR LASNIER,

Sheriff.

Sheriff's office.

Saint Johns, 14th March, 1917. 1410—11-2

[First publication, 17th March, 1917.]

KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour supérieure.—Kamouraska.

No 5861. } **LE SYNDICAT DES CULTIVA-**
 TEURS, demandeur; contre
CYPRIEN ROY DIT DESJARDINS, défendeur.

Comme appartenant au défendeur, savoir:

1. Un terrain de cinq perches de front sur dix arpents de profondeur, lequel terrain est connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Louis-de-Kamouraska, sous le numéro cinquante-cinq (No 55).

2. Une terre de deux arpents de front sur quarante-deux arpents de profondeur environ; bornée à l'est partie à Cyprien Roy dit Desjardins et partie à Israël Dumais, au sud aux terres du second rang, à l'ouest à Joseph Paradis, et au nord au fleuve Saint-Laurent, laquelle terre est connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du comté de Kamouraska, pour la paroisse de Saint-Louis-de-Kamouraska, comme étant la partie nord-est du lot numéro cinquante-six (Ptie No 56)—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

3. Tous les droits du dit défendeur, consistant en améliorations, travaux d'excavations, système de canalisation et tuyaux, accessoires, circonstances et dépendances, d'une exploitation de mine d'eau minérale "La Saint-Germain"—avec bâtisses, le tout sur un terrain désigné comme suit:

Un lot de grève situé en front de la partie sud-ouest du lot numéro cinquante-quatre (No 54), et des lots numéros cinquante-cinq, cinquante-six, cinquante-sept, cinquante-huit et cinquante-neuf, (Nos 55, 56, 57, 58 et 59), du cadastre de la paroisse de Saint-Louis-de-Kamouraska (maintenant Saint-Germain), et dont les limites sont: en partant du point d'intersection de la ligne de division entre les numéros cinquante-neuf et soixante (Nos 59 et 60), avec la ligne de haute marée moyenne (ledit point d'intersection étant à 13.44 chaînes au nord-ouest du chemin public, comme suit, savoir:

KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—Kamouraska

No. 5861. } **LE SYNDICAT DES CULTIVA-**
 TEURS, plaintiff; against
CYPRIEN ROY DIT DESJARDINS, defendant.

As belonging to said defendant, to wit:

1. That certain lot of land of five perches in front by ten arpents in depth, and known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of Saint-Louis-de-Kamouraska, under the number fifty five (No. 55).

2. A piece of land of two arpents in front by about forty two arpents in depth; bounded on the east partly by Cyprien Roy dit Desjardins and partly by Israël Dumais, on the south by the lands of the second range, on the west by Joseph Paradis, and on the north by the Saint Lawrence river, said piece of land being known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre of the county of Kamouraska, for the parish of Saint-Louis-de-Kamouraska, as being the north east part of lot number fifty six (Pt. No. 56)—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

3. All the rights of said defendant, consisting of improvements, excavation works, canal and pipe system, accessories, circumstances and dependencies, of an exploitation of a source of mineral water "La Saint-Germain" — with buildings, the whole on the lot of land designated as follows:

That water-lot situated in front of the south west part of the lot number fifty four (No. 54), and of the lots numbers fifty five, fifty six, fifty seven, fifty eight and fifty nine (Nos. 55, 56, 57, 58 and 59), of the cadastre of the parish of Saint-Louis-de-Kamouraska (now Saint Germain), the boundaries whereof are as follows: starting from the point of intersection of the division line between the numbers fifty nine and sixty (Nos. 59 and 60), with the mean high water mark (the said point of intersection being 13.44 chains distant north west of the public road).

1. Vers l'ouest, le prolongement nord 43 degrés 34 ouest astr. de la dite ligne de division sur une longueur de vingt-neuf chaînes et huit chaînons (29.08 chs.)

2. Vers le nord, une ligne nord 43 degrés 26 est astr. longue de vingt-neuf chaînes et cinquante-cinq chaînons (29.55 chs.)

3. Vers l'est une ligne sud 43 degrés 34 est astr. longue de vingt-neuf chaînes et huit chaînons (29.08 chs.)

4. Vers le sud, une ligne sud de 45 degrés 26 ouest astr. longue de vingt-neuf chaînes et cinquante-cinq chaînons (29.55 chs.)

Le dit lot de grève couvre quatre-vingt-cinq acres et quatre-vingt-treize centièmes (85.93), plus ou moins.

Pour être vendus par lot séparément à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Germain-de-Kamouraska, le DIX-HUITIEME jour d'AVRIL prochain 1917, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

J.-O. GIRARD.

Bureau du shérif.

Fraserville, 14 mars 1917. 1345—11-2

[Première publication, 17 mars 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour supérieure.—District de Kamouraska.

Fraserville, à savoir:) E UCHARISTE PICARD, demandeur; vs WILLIAM LAVOIE, défendeur, à savoir:

Deux lots de terre connus sous les numéros vingt et vingt et un (Nos 20 et 21), rang huit (Rg. 8) du canton Packington, comté de Temiscouata, contenant en superficie total deux cents acres—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus dans un seul et même lot au bureau d'enregistrement de la cité de Fraserville, le VINGT-SEPTIEME jour de MARS 1917, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

J.-O. GIRARD.

Bureau du shérif.

Fraserville, 20 février, 1917. 937—8-2

[Première publication, 24 février 1917.]

1. Towards the west, the prolongation north 43° 34' west astr. of said division line a distance of twenty nine chains and eight links (29.08 chs.)

2. Towards the north, a line running north 43° 26' east astr. and twenty nine chains and fifty five links (29.55 chs.) long.

3. Towards the east, a line running south 43° 34' east astr. and twenty nine chains, eight links (29.08 chs.) long.

4. Towards the south, a line running south 45° 26' west astr. and twenty nine chains, fifty five links (29.55 chs.) long.

The said water lot containing eighty five acres and ninety three hundredths (85.93 a.), more or less, in superficies.

To be sold separately at the church door of the parish of Saint-Germain-de-Kamouraska, on the EIGHTEENTH day of APRIL next, 1917, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J.-O. GIRARD,

Sheriff.

Sheriff's office.

Fraserville, 14th March, 1917. 1346—11-2

[First publication, 17th March, 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior court.—District of Kamouraska.

Fraserville to wit:) E UCHARISTE PICARD, Plaintiff; vs WILLIAM LAVOIE, Defendant, to wit:

Those two lots of land known under the numbers twenty and twenty one (Nos. 20 and 21), of the eighth range (8th range) of the township of Packington, county of Temiscouata, containing a total superficies of two hundred acres—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold as a whole as one single plot of land at the registry office of the city of Fraserville, on the TWENTY SEVENTH day of MARCH, 1917, at TEN o'clock in the forenoon.

J.-O. GIRARD

Sheriff.

Sheriff's office.

Fraserville, 20th February, 1917. 938—8-2

[First publication, 24th February, 1917.]

MONTREAL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir:) **THE INSTALMENT**
No 2021.) **INVESTMENT**
COMPANY, LIMITED, corporation légale, ayant son domicile légal pour la province de Québec, en la cité de Montréal, demanderesse; vs J.-A. TROTWOOD RICHARDS et JOSEPH-W. RICHARDS, comptables et curateurs, tant personnellement que comme faisant affaires en la cité de Montréal, sous les nom, appellation et raison sociale de Richards & Richards, défendeurs.

Saisi comme appartenant au défendeur, Joseph-W. Richards:

Un quart indivis dans certains lots de terre situés sur la rue Dorchester, en ladite cité de Montréal, connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, de la cité de Montréal, comme étant les lots de subdivision deux et trois du lot originaire numéro quinze cent trente-sept (Nos. 1537-2 et 3). Ces lots sont bornés en front par ladite rue et en arrière par une ruelle qui est le lot de subdivision

MONTREAL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit:) **THE INSTALMENT**
No. 2021.) **INVESTMENT**
COMPANY, LIMITED, a body politic and corporate, having its chief place of business for the Province of Quebec, in the city of Montreal, plaintiff; vs J.-A. TROTWOOD RICHARDS AND JOSEPH-W. RICHARDS, accountants and curators, as well personally as carrying on business in the city of Montreal as such in co-partnership, under the name and style and firm of Richards & Richards, defendants.

Seized as belonging to defendant, Joseph-W. Richards:

An undivided one quarter in and to those certain lots of land situated on Dorchester street, in the said city of Montreal, which are known and designated on the official plan and book of reference of the Saint Antoine ward, of the city of Montreal, as subdivision lots numbers two and three of the original lot number fifteen hundred and thirty seven (Nos. 1537-2 and 3). These lots are bounded in front by the said street, and

numéro huit dudit lot originaire, et chacun d'iceux mesure environ vingt-cinq pieds en front, et en arrière par cent dix de profondeur, mesure anglaise, avec l'usage des ruelles Nos 1537-8 et 1537-9 ou des changements apportés auxdites ruelles, que peut faire l'auteur dudit Richards à partir de la ligne des subdivisions Nos 1537-6 et 1537-10 et 1537-11 jusqu'à la rue Aqueduc, auxquelles modifications feu Joseph Richards a consenti, en commun avec d'autres y ayant droit, mais sans le droit de l'obstruer en aucune façon quelconque; lesdits lots supportant une maison à façade en pierre portant le No 642 de la rue Dorchester Ouest, dessus construite.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-NEUVIEME jour d'AVRIL prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 12 mars 1917.

1321—11-2

[Première publication, 17 mars 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **EDWARD CULLIN**,
No 2643. } demandeur; contre
FRANCIS BURNS et **THOMAS BURNS**, tant
personnellement qu'en sa qualité de curateur
nommé à Owen Burns, interdit pour démence, et
tous des cité et district de Montréal, en leur
qualité d'héritiers légitimes et testamentaires et
légataires de feu James Burns, en son vivant
des cité et district de Montréal susdits, distribu-
teur, et ledit Thomas Burns comme seul exécuteur
testamentaire dudit feu James Burns,
défendeurs.

Un emplacement ayant front sur la rue Colborne, en la cité de Montréal, ledit emplacement alors et maintenant connu comme étant la partie sud-est du lot No 1675, des plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Anne, de la cité de Montréal, et mesurant ledit emplacement 22 pieds et 6 pouces de largeur en front par 90 pieds de profondeur, mesure française, et plus ou moins; borné en front par la rue Colborne, en arrière par le lot No 1681, d'un côté par le lot No 1676, et de l'autre côté par le résidu dudit lot No 1675, tous dans le quartier Sainte-Anne—avec une résidence en briques à deux étages, une étable et autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGTIEME jour d'AVRIL, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 12 mars 1917.

1323—11-2

[Première publication, 17 mars 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **LOUIS FELDMAN**,
No 786. } demandeur; vs A.
SIMINOVITCH, M. **SIMINOVITCH** et P.
SIMINOVITCH, tous trois des cité et district
de Montréal, défendeurs.

Saisi comme appartenant aux dits défendeurs:

Un lot de terre ayant front sur la rue Alexandra, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le lot numéro seize cent trente-quatre du lot originaire numéro onze (11-1634), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, mesurant vingt-cinq pieds de largeur par quatre-vingts pieds de profondeur, mesure anglaise, et plus ou moins—avec la maison dessus construite, portant les Nos. civiques Nos 1463 à 1467 de ladite rue Alexandra, et l'usage

in rear by a lane being subdivision lot number eight of the said original lot, and each of them contains twenty five feet in front, and in rear by one hundred and ten feet in depth, english measure, with the use of the lanes Nos. 1537-8 and 1537-9 or in any change in said lanes, which said Richards *auteur* may make from the line of subdivisions Nos. 1537-6 and 1537-10 and 1537-11 to Aqueduct street, to which change the late Joseph Richards agreed in common with others having a right therein, but no right to encumber the same howsoever; said lots having a stone front house No. 642 Dorchester street West, thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the NINETEENTH day of APRIL next, at TWO o'clock in the afternoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 12th March, 1917.

1322—11-2

[First publication, 17th March, 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **EDWARD CULLIN**,
No. 2643. } plaintiff; against **FRAN-**
CIS BURNS and **THOMAS BURNS**, per-
sonally and in his quality of curator to Owen
Burns, an interdict for insanity, and all of the
city and district of Montreal, in their quality of
legal and testamentary heirs and legatees of
deceased James Burns, in his lifetime of the said
city and district of Montreal, cartage contractor,
and the said Thomas Burns as sole testamentary
executor of the said deceased James Burns,
defendants.

An emplacement fronting on Colborne street, in the city of Montreal, said emplacement being then and now known as the south east part of lot No. 1675, on the official plan and book of reference of Sainte Ann's ward, in the city of Montreal, and containing said emplacement 22 feet 6 inches in width in front by 90 feet in depth, french measure, and more or less; bounded in front by Colborne street, in rear by lot No. 1681, on one side by lot No. 1676, and on the other side by the remainder of said lot No. 1675, all of Saint Ann's ward—with a two story brick dwelling house, stable and other buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTIETH day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 12th March, 1917.

1324—11-2

[First publication, 17th March, 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **LOUIS FELDMAN**,
No. 786. } plaintiff; vs A. **SIMI-**
NOVITCH, M. **SIMINOVITCH** and P. **SIMI-**
NOVITCH, all three of the city and district of
Montreal, defendants.

Seized as belonging to the said defendants.

One lot of land fronting on Alexandra street, in the city of Montreal, known and designated as being the lot number sixteen hundred and thirty four of the original lot number eleven (11-1634), on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis, containing twenty five feet in width by eighty feet in depth, english measure, and more or less—with the house thereon erected bearing civic Nos. 1463 to 1467 of said Alexandra street, and

de la ruelle située en arrière dudit lot et enregistrée sous le No 334443.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGTIÈME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 12 mars 1917. 1325—11-2
[Première publication, 17 mars 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **F**ERDINAND LONG-
No 3658. } PRE, demandeur ;
vs **A**RTHUR LANDRY, défendeur.

Un emplacement ayant front sur la Sixième avenue, à Rosemont, en la cité de Montréal, contenant cinquante-cinq pieds de largeur par soixante-dix-huit de profondeur, mesure anglaise, et plus ou moins, composé des lots suivants, savoir:

(a) Deux lots de terre connus et désignés comme étant les subdivisions officielles onze cent cinquante-sept et onze cent cinquante-huit du lot originaire numéro cent soixante-et-douze (172-1157 et 1158), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte-de-la-Visitation, contenant chacun des dits lots vingt-cinq pieds de largeur par soixante-dix-huit pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins.

(b) La partie sud-est du lot connu et désigné comme étant la subdivision officielle numéro onze cent cinquante-neuf du lot originaire numéro cent soixante-douze (172 P. S.-E. 1159), des dits plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte-de-la-Visitation, contenant cinq pieds de largeur par soixante-dix-huit pieds de profondeur, mesure anglaise, et plus ou moins, et bornée en front par la Sixième avenue, en arrière par une ruelle, du côté sud-est par le lot No 172-1158 ci-dessus décrit, et du côté nord-ouest par le résidu du dit lot No 172-1159—avec bâtisses érigées sur le dit emplacement.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGTIÈME jour d'AVRIL prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 12 mars 1917. 1327—11-2
[Première publication, 17 mars 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **A**LEXANDRE ET
No 3946. } **T**ANCREDE HAMELIN, tous deux menuisiers, des cité et district de Montréal, demandeurs; vs **D**AME FELICITA CARESSA, des cité et district de Montréal, épouse judiciairement séparée de biens de Pascal d'Ambrosio, du même lieu, et faisant affaires seule à Montréal, sous la raison sociale de "P. d'Ambrosio & Cie", et ledit Pascal d'Ambrosio pour assister sadite épouse aux fins des présentes, défenderesse.

1. Un lot de terre portant le No 647, sur les plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent; borné en front par la rue Alice, maintenant l'avenue Casgrain, en profondeur par le No 648, d'un côté par le No 646, et de l'autre côté par une rue projetée étant le No 652—sans bâtisses.

2. Un lot de terre portant le No 648, sur les plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent; borné en front par une rue projetée étant le No 652, en profondeur par les Nos

with the use of the lane situated in rear of said lot and registered under the No. 334443.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTIETH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 12th March, 1917.
[First publication, 17th March, 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **F**ERDINAND LONGPRE,
No. 3658. } plaintiff; vs **A**RTHUR
LANDRY, defendant.

That certain emplacement fronting on Sixth Avenue, at Rosemont, in the city of Montreal, containing fifty five feet in width by seventy eight feet in depth, english measure and more or less, composed of the following lots, namely:

(a) Two lots of land known and designated as being the official subdivisions eleven hundred and fifty seven and eleven hundred and fifty eight of original lot number one hundred and seventy two (172-1157 and 1158), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte-de-la-Visitation, containing, each of said lots twenty five feet in width by seventy eight feet in depth, english measure, and more or less.

(b) The south east part of the lot known and designated as being the official subdivision number eleven hundred and fifty nine of original lot number one hundred and seventy two (172 S. E. pt of 1159), of said official plan and book of reference of the incorporated village of Côte-de-la-Visitation, containing five feet in width by seventy eight feet in depth, english measure and more or less and bounded in front by Sixth Avenue, in rear by a lane, on the south east side by the lot No. 172-1158 above described, and on the north west side by the residue of said lot No. 172-1159—with the buildings erected on said emplacement.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTIETH day of APRIL next, at TWO o'clock in the afternoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 12th March, 1917. 1328—11-2
[First publication, 17th March, 1918.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **A**LEXANDRE AND **T**AN-
No. 3946. } **C**REDE HAMELIN,

both joiners, of the city and district of Montreal, plaintiffs; vs **D**AME FELICITA CARESSA, of the city and district of Montreal, wife judicially separated as to property of Pascal d'Ambrosio, of the same place, and carrying on business alone at Montreal, under the firm name of "P. d'Ambrosio & Co.", and the said Pascal d'Ambrosio to assist his said wife for the purposes hereof, defendant.

1. That certain lot of land bearing No. 647, on the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent; bounded in front by Alice street now Casgrain Avenue, in rear by No. 648, on one side by No. 646, and on the other side by a projected street being No. 652—without buildings.

2. That certain lot of land bearing No. 648, on the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent; bounded in front by a projected street being No. 652, in rear by the

643 et 645, d'un côté par les Nos 646 et 647, et de l'autre côté par le No 649—sans bâtisse.

3. Un lot de terre portant le No 649, sur les plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent; borné en front par la rue projetée étant le No 652, en profondeur par le No 643, d'un côté par le No 648, et de l'autre côté par le No 650—sans bâtisse.

4. Un lot de terre portant le No 650, sur les plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent; borné en front par une rue projetée étant le No 652, en profondeur par le No 643, d'un côté par le No 649, et de l'autre côté par le No 651—sans bâtisse.

5. Un lot de terre portant le No 651, sur les plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent; borné en front par une rue projetée étant le No 652, en profondeur par le No 643, d'un côté par le No 650, et de l'autre côté par le No 642—sans bâtisse.

Avis est par les présentes donné que la vente des immeubles ci-haut décrits qui devait avoir lieu à mon bureau, en la cité de Montréal, le 11 janvier 1917, aura lieu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGTIÈME jour d'AVRIL prochain, à MIDI.

L. J. LEMIEUX

Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 12 mars 1917. 1329
[Première publication, 17 mars 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **THE TRUST & LOAN**
No 2144. } **CO. OF CANADA**,
corporation légalement constituée, ayant sa principale place d'affaires pour la province de Québec, dans les cité et district de Montréal, demanderesse; vs **STEPHEN VALLEE**, des cité et district de Montréal, défendeur; et **LOUIS-ANTONIO BEDARD**, député-protonotaire de la cour supérieure, curateur au délaisement fait par ledit défendeur.

Un lot de terre situé en la cité de Montréal, ayant front sur la rue Hamilton, connu et désigné sous le No deux de la subdivision officielle du lot originaire No trois mille sept cent trente et un (3731-2), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal—avec les bâtisses dessus érigées et avec droit de passage dans la ruelle située en arrière.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-UNIÈME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 13 mars 1917. 1331—11-2
[Première publication, 17 mars 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **ANATOLE CARTIER**
No 19. } **demandeur; vs WOLF**
KLAMAN, défendeur.

Certains emplacements ayant front sur l'avenue Papineau, connus et désignés comme partie du lot No 211, des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Visitation et plus particulièrement connus comme étant les subdivisions Nos 150 et 151 dudit lot No 211 (211-150 et 151), contenant ensemble quarante pieds de largeur par cinquante-sept pieds en profondeur, mesure anglaise, et plus ou moins—avec les bâtisses dessus érigées, portant les numéros civiques

Nos. 643 and 645, on one side by Nos. 646 and 647, and on the other side by No. 649—without buildings.

3. That certain lot of land bearing No. 649, on the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent; bounded in front by a projected street being the No. 652, in rear by the No. 643, on one side by the No. 648, and on the other side by the No. 650—without buildings.

4. That certain lot of land bearing No. 650, on the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent; bounded in front by a projected street being No. 652, in rear by No. 643, on one side by No. 649, and on the other side by No. 651—without buildings.

5. That certain lot of land bearing No. 651, on the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent; bounded in front by a projected street being No. 652, in rear by No. 643, on one side by No. 650, and on the other side by No. 642—without buildings.

Notice is hereby given that the sale of the above described immoveables formerly announced to take place at my office, in the city of Montreal, on the eleventh day of January, 1917, will take place at my office, in the city of Montreal, on the TWENTIETH day of APRIL next, at TWELVE o'clock, NOON.

L.-J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 12th March, 1917. 1330
[First publication, 17th March, 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **THE TRUST & LOAN**
No. 2144. } **CO. OF CANADA**, a
body politic and corporate duly incorporated, having its chief place of business for the province of Quebec, in the city and district of Montreal, plaintiff; vs **STEPHEN VALLEE**, of the city and district of Montreal, defendant; and **LOUIS-ANTONIO BEDARD**, deputy prothonotary of the superior court, curator to the surrender made herein.

That certain lot of land situated in the city of Montreal, fronting on Hamilton street, known and designated under number two of the official subdivision of original lot number three thousand seven hundred and thirty one (3731-2), on the official plan and book of reference of the parish of Montreal—with the buildings thereon erected and a right of way in the lane situated in rear.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FIRST day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 13th March, 1917. 1332—11-2
[First publication, 17th March, 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **ANATOLE CARTIER**,
No. 19. } **Plaintiff; vs WOLF**
KLAMAN, Defendant.

Those certain emplacements fronting on Papineau avenue, known and designated as part of lot No. 211, of the official plan and book of reference of the incorporated village of Cote Visitation and more particularly known as being the subdivisions Nos. 150 and 151 of said lot No. 211 (211-150 and 151), containing in all forty feet in width by fifty seven feet in depth, english measure, and more or less—with the buildings thereon erected, bearing civic numbers 1395, 1397, 1399 and 1401

1395, 1397, 1399 et 1401 de la dite avenue Papineau.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT ET UNIÈME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 12 mars 1917. 1333—11-2
[Première publication, 17 mars 1918].

**MANDAT DE CURATEUR.
FIERI FACIAS DE TERRIS.**

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **ERNEST ST-AMOUR,**
No 120. } curateur aux biens
de ADELARD DURANCEAU, failli, et
DEMOISELLE RADEGONDE DECARIE, créancière.

Un emplacement ayant front sur la rue Hamilton, quartier Emard, en la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro 3766, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, contenant cinquante-six pieds et quatre pouces de largeur par cent douze pieds de profondeur, mesure française, et plus ou moins—avec bâtisses y érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-NEUVIÈME jour d'AVRIL prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 12 mars 1917. 1335—11-2
[Première publication, 17 mars 1917].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **DAME EUGENIE**
No 3867. } **DAVID,** épouse séparée de biens de L.-Odilon Girard, et de ce dernier dûment autorisée, demanderesse; contre les biens et tenements de DELLE SARAH GOLD, fille majeure et usant de ses droits, défenderesse; et T. DEPATIE, curateur au délaissement fait en cette cause.

Un lot de terre ayant front sur la rue Saint-Dominique, en la cité de Montréal, et connu sous le numéro 273, aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Saint-Jean-Baptiste, contenant 20 pieds de largeur par 73 pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins—avec toutes les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-NEUVIÈME jour d'AVRIL prochain, à MIDI.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 12 mars 1917. 1337—11-2
[Première publication, 17 mars 1917].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **EDMOND ROBIL-**
No 55. } **LARD,** demandeur;
vs VINCENZO MAROTTA, défendeur.

Deux lots de terre ou emplacements situés sur la rue Saint-André, dans le quartier Saint-Denis, en la cité de Montréal, connus et désignés sous les numéros cinq cent trente-quatre B et cinq cent trente-cinq B de la subdivision officielle du lot originaire numéro cinq (Nos 5-534B et 535 B), sur le plan et au livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, d'une largeur respective de vingt-cinq pieds par une profondeur de quatre-vingts pieds, mesure anglaise—avec une bâtisse en bois et briques à trois étages, portant les numéros civiques 2561 à 2577, de la

in said Papineau avenue.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FIRST day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 12th March, 1917. 1334—11-2
[First publication, 17th March, 1918].

**CURATOR'S WARRANT.
FIERI FACIAS DE TERRIS.**

Superior court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **ERNEST ST-AMOUR,**
No. 120. } curator to the property of
ADELARD DURANCEAU, insolvent, and
MISS RADEGONDE DECARIE, creditor.

That certain emplacement fronting on Hamilton street, Emard ward, in the city of Montreal, known and designated under the number 3766, on the official plan and book of reference of the parish of Montreal, containing fifty six feet and four inches in width by one hundred and twelve feet in depth, french measure, and more or less—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the NINETEENTH day of APRIL next, at THREE o'clock in the afternoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 12th March, 1917. 1336—11-2
[First publication, 17th March, 1917].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **DAME EUGENIE**
No. 3867. } **DAVID,** wife separated as to property of L.-Odilon Girard, and by the latter duly authorized, plaintiff; against the lands and tenements of MISS SARAH GOLD, spinster in the full exercise of her rights, defendant; and T. DEPATIE, curator to the surrender made herein.

That certain lot of land fronting on Saint Dominique street, in the city of Montreal, and known under number 273, on the official plan and book of reference of the incorporated village of Saint-Jean-Baptiste, containing 20 feet in width by 73 feet in depth, english measure, more or less—with all the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the NINETEENTH day of APRIL next, at TWELVE o'clock NOON.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 12th March, 1917. 1338—11-2
[First publication, 17th March, 1917].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **EDMOND ROBILLARD,**
No. 55. } plaintiff; vs VINCEN-
ZO MAROTTA, defendant.

Two lots of land or emplacements situated on Saint André street, in Saint Denis ward, in the city of Montreal, known and designated under numbers five hundred and thirty four B and five hundred and thirty five B of the official subdivision of original lot number five (Nos. 5-534B and 535B), on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis, containing respectively twenty five feet in width by eighty feet in depth, english measure—with a wood and brick building, three stories high, bearing civic numbers 2561 to 2577,

dite rue Saint-André et avec les servitudes y attachées. Ces deux lots forment une seule et même exploitation.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT ET UNIEME jour d'AVRIL prochain, à MIDI.

Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 13 mars 1917. 1339—11-2
[Première publication, 17 mars 1917.]

in said Saint André street and with all the servitudes attached thereto. These two lots forming one single plot of land.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FIRST day of APRIL next, at TWELVE o'clock noon.

L.-J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 13th March, 1917. 1340—11-2
[First publication, 17th March, 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } LOUIS BOYER, avocat,
No 2518. } demandeur; vs FERDINAND FONTAINE, défendeur.

Un emplacement sis et situé dans le quartier Saint-Joseph, de la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro un de la subdivision du lot de terre connu et désigné au plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, sous le numéro cinq cent quarante-quatre (544-1); borné en front par la rue Rolland—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-NEUVIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 13 mars 1917. 1341—11-2
[Première publication, 17 mars 1917.]

MANDAT DE CURATEUR.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } GEORGES DUCLOS,
No 137. } curateur aux biens de J.-E. LAFOND, failli.

Un emplacement situé sur le côté ouest de l'avenue Green, quartier Saint-Henri, de Montréal, mesurant vingt-trois (23) pieds de front par soixante-douze pieds et six pouces (72-6) de profondeur dans la ligne nord-ouest et environ soixante-sept pieds et dix pouces (67-10), dans la ligne sud-est, formé (ledit emplacement) de l'extrême nord-est des lots numéros vingt-quatre et vingt-cinq de la subdivision officielle du lot originaire numéro trois cent quatre-vingt-cinq (385-ptie n.-o. 24 et 25), aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal; borné comme suit: en front au nord-est par l'avenue Green, en arrière au sud-ouest par le passage ci-après décrit, d'un côté au nord-ouest par la ruelle No 385-23, aux mêmes plan et livre de renvoi officiels, et de l'autre côté au sud-est par l'autre partie desdits lots 24 et 25 de la même subdivision officielle—avec une maison en pierre et briques à trois étages sur fondation en pierre, contenant trois logements portant les numéros civiques 448, 450 et 452 de l'avenue Green et autres dépendances dessus érigées; ainsi que le tout se trouve présentement, avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble, notamment le droit de passage en commun avec d'autres dans la ruelle No 385-23 et dans une autre ruelle de huit (8) pieds de largeur faisant partie dudit lot No 24 situé à l'arrière de l'emplacement sus-décrit et mesurant vingt-trois (23) pieds de profondeur, à partir de la ruelle No 23.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } LOUIS BOYER, advocate,
No. 2518. } plaintiff; vs FERDINAND FONTAINE, defendant.

That certain emplacement lying and situate in Saint Joseph ward, of the city of Montreal, known and designated under number one of the subdivision of the lot of land known and designated on the official plan and book of reference of Saint Antoine ward, under number five hundred and forty four (544-1); bounded in front by Rolland street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the NINETEENTH day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 13th March, 1917. 1342—11-2
[First publication, 17th March, 1917.]

CURATOR'S WARRANT.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } GEORGES DUCLOS,
No. 137. } curator to the property of J.-E. LAFOND, insolvent.

The emplacement situated on the west side of Green Avenue, Saint Henri ward, of Montreal, measuring twenty three (23) feet in front by seventy two feet and six inches (72' 6") in depth in the north west line and about sixty seven feet and ten inches (67' 10"), in the south east line, composed (said emplacement) of the north west end of the lots numbers twenty four and twenty five of the official subdivision of original lot number three hundred and eighty five (385 n. w. part of 24 and 25), on said official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal; bounded as follows: in front to the north east by Green Avenue, in rear to the south west by the passage hereinafter described, on one side to the north west by the lane No. 385-23, on same official plan and book of reference, and on the other side to the north east by the other part of said lots Nos. 24 and 25 of same official subdivision—with a three story stone and brick house on stone foundation, containing three dwellings bearing civic numbers 448, 450 and 452 in Green Avenue and other dependencies thereon erected; as the whole now subsists, with all the active and passive, apparent and un-apparent servitudes attached to said immoveable, and especially a right-of-way in common with others in the lane No. 385-23 and in another lane eight (8) feet wide forming part of said lot No. 24, situated in rear of the above described emplacement and measuring twenty three (23) feet in depth, to be measured from lane No. 23.

To be sold at my office, in the city of Montreal,

Montréal, le VINGTIEME jour d'AVRIL prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 12 mars 1917.

1343—11-2

[Première publication, 17 mars 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: **DAME FLORENCE MOUSLEY**, des cité et district de Montréal, épouse séparée de biens de Egbert-W. Westover, du même lieu, avocat, et son dit époux partie à l'instance pour autoriser sadite épouse à toutes les fins des présentes, demanderesse; vs **PERCIVAL-BRYAN TOWSLEY**, des cité et district de Montréal, défendeur.

Un lot de terre situé dans la cité de Montréal, et ayant front sur la rue Saint-Germain, et connu comme étant la subdivision No 287 du No 50, du cadastre des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga—avec les bâtisses dessus construit et portant les numéros civiques 1082, 1084, 1086, 1088 et 1090 de ladite rue Saint-Germain.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-HUITIEME jour d'AVRIL prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX,

Bureau du shérif.

Montréal, 14 mars 1917.

1389—11-2

[Première publication, 17 mars 1917].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: **VITALIEN DUFAULT** & **GEORGE REED**, tous deux marchands, de la cité de Maisonneuve, et y faisant affaires en société sous le nom de "Dufault & Reed", demandeurs; vs **JOSEPH-I. PAYANT**, des cité et district de Montréal, défendeur.

Un lot de terre ayant front sur la rue d'Aragon, dans la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro quatre cent quarante-cinq (445) de la subdivision officielle du lot originaire numéro trois mille six cent dix-sept (3617), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montreal (3617-445)—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-HUITIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 14 mars 1917.

1391—11-2

[Première publication, 17 mars 1917].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: **YVON LAMARRE**, demandeur; vs **E. ROY ET AL.**, défendeurs.

Saisi comme appartenant à Joseph Sauvé, l'un des défendeurs:

Un lot de terre ayant front sur la rue Marquette, en la cité de Montréal, portant le No civique 1045 de ladite rue, connu et désigné comme étant la subdivision 90 du lot originaire No 1, sur le plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, contenant 20 pieds de front par 57 pieds de profondeur, mesure anglaise, et plus ou moins—avec toutes les bâtisses érigées sur ledit lot.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de

on the TWENTIETH day of APRIL next, at THREE o'clock in the afternoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 12th March, 1917.

1344—11-2

[First publication, 17th March, 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: **DAME FLORENCE MOUSLEY**, of the city and district of Montreal, wife separate as to property of Egbert-W. Westover, of the same place, advocate, and by her said husband hereto present for the purpose of authorizing his said wife for all purposes hereof, plaintiff; vs **PERCIVAL-BRYAN TOWSLEY**, of the city and district of Montreal, defendant.

A lot of land situate in the city of Montreal, and fronting on Saint Germain street, and known as subdivision No 287 of cadastral No. 50, of the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga—with the buildings thereon erected and bearing civic numbers 1082, 1084, 1086, 1088 and 1090 on said Saint Germain street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the EIGHTEENTH day of APRIL next, at TWO o'clock in the afternoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 14th March, 1917.

1390—11-2

[First publication, 17th March, 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: **VITALIEN DUFAULT** & **GEORGE REED**, both merchants, of the city of Maisonneuve, and there carrying on business under the name of "Dufault & Reed", plaintiffs; vs **JOSEPH-I. PAYANT**, of the city and district of Montreal, defendant.

That certain lot of land fronting on D'Aragon street, in the city of Montreal, known and designated under number four hundred and forty five (445) of the official subdivision of original lot number three thousand six hundred and seventeen (3617), on the official plan and book of reference of the parish of Montreal (3617-445)—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the EIGHTEENTH day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff

Sheriff's office.

Montreal, 14th March, 1917.

1392—11-2

[First publication, 17th March, 1917].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: **YVON LAMARRE**, plaintiff; vs **E. ROY ET AL.**, defendants.

Seized as belonging to Joseph Sauvé, one of the defendants:

That certain lot of land fronting on Marquette street, in the city of Montreal, bearing civic number 1045 in said street, and known and designated as being subdivision 90 of original lot No. 1, on the official plan and book of reference of the incorporated village of Cote Saint Louis, containing 20 feet in front by 57 feet in depth, english measure, and more or less—with all the buildings erected on the said lot.

To be sold at my office, in the city of Montreal,

Montréal, le VINGT ET UNIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures ET DEMIE du matin.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 14 mars 1917.

1393—11-2

[Première publication, 17 mars 1917].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **LES COMMISSAIRES**
No 8943. } **D'ECOLLES** pour la
municipalité de Saint-Jean-Berchmans, dans le
comté de Montréal-Dorion, corps politique et
incorporé, ayant son principal bureau d'affaires
en les cité et district de Montréal, demandeurs;
vs **JOSEPH SAUVE**, défendeur.

Deux lots de terre ayant front sur la rue Car-
tier, à Montréal, portant les numéros de subdivi-
sion 30 et 31 du lot originaire numéro 209, aux
plan et livre de renvoi officiels du village incor-
poré de la Côte-de-la-Visitation.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de
Montréal, le DIX-NEUVIEME jour d'AVRIL
prochain, à DIX heures et DEMIE du matin.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 14 mars 1917.

1395—11-2

[Première publication, 17 mars 1917].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **JOSEPH PETITPAS**, de-
No 4548. } mandeur; vs **OSCAR**
LATREILLE, défendeur.

Quatre lots de terre ayant front sur la rue Sher-
brooke, dans le quartier Longue-Pointe (mainte-
nant Mercier), en la cité de Montréal, district de
Montréal, connus et désignés sous les numéros
huit cent quatre, huit cent cinq, huit cent sept et
huit cent huit de la subdivision officielle du lot
originaire numéro quatre cent sept (407-804, 805,
807 et 808), aux plan et livre de renvoi officiels
de la paroisse de la Longue-Pointe, dans le comté
d'Hochelaga—avec droit de passage en commun
avec d'autres dans les ruelles en arrière desdits
lots, ainsi que le tout se trouve présentement, avec
les servitudes actives et passives, apparentes ou
occultes attachées auxdits immeubles, lesdits
lots devant être vendus en bloc.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de
Montréal, le DIX-HUITIEME jour d'AVRIL
prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 14 mars 1917.

1397—2-11

[Première publication, 17 mars 1917].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **HYACINTHE BRU-**
No 4024. } **NET DIT LETANG**,
demandeur; vs **LEZER SMILOVITCH**, défen-
deur.

1. Partie du lot numéro cent cinquante-quatre,
subdivision du lot originaire numéro quatre-vingt
(80 pt. 154), des plan et livre de renvoi officiels
du village incorporé d'Hochelaga, contenant
vingt-cinq pieds de largeur par soixante-quinze
pieds de profondeur; borné devant, par la rue
Moreau, d'un côté par la lisière de terre ci-après
décrite, derrière et de l'autre côté par le résidu
dudit lot No 80-154;

2. Partie du lot numéro cent cinquante-cinq,
subdivision dudit lot numéro quatre-vingt des
susdits plan et livre de renvoi officiels, contenant
sept pieds et neuf pouces de largeur par soixante-

on the TWENTY FIRST day of APRIL next,
at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 14th March, 1917.

1394—11-2

[First publication, 17th March, 1917].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **THE SCHOOL COMMIS-**
No. 8943. } **SIONERS** for the muni-
cipality of Saint Jean Berchmans, in the county
of Montreal Dorion, a body politic and corporate,
having its chief place of business in the city and
district of Montreal, plaintiffs; vs **JOSEPH**
SAUVE, defendant.

Two lots of land fronting on Cartier street, at
Montreal, bearing subdivision numbers 30 and
31 of original lot number 209, on the official plan
and book of reference of the incorporated village
of Côte de la Visitation.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
on the NINETEENTH day of APRIL next, at
HALF past TEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 14th March, 1917.

1396—11-2

[First publication, 17th March, 1917].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **JOSEPH PETITPAS**, plain-
No. 4548. } tiff; vs **OSCAR LATREIL-**
LE, defendant.

Those four lots of land fronting on Sherbrooke
street, in Longue-Pointe (now Mercier) ward, in
the city of Montreal, district of Montreal, known
and designated under the numbers eight hundred
and four, eight hundred and five, eight hundred
and seven and eight hundred and eight of the
official subdivision of the primitive lot number
four hundred and seven (407-804, 805, 807 and
808), on the official plan and book of reference of
the parish of Longue-Pointe, in the county of
Hochelaga—with right of way in common with
others in the lanes in the rear of the said lots, as
the whole presently is, with the active and passive,
servitudes apparent or occult attached to the said
immoveables, the said lots to be sold in block.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
on the EIGHTEENTH day of APRIL next, at
TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 14th March, 1917.

1398—2-11

[First publication, 17th March, 1917].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **HYACINTHE BRU-**
No. 4024. } **NET DIT LETANG**,
plaintiff; vs **LEZER SMILOVITCH**, defendant.

1. Part of lot number one hundred and fifty
four, subdivision of primitive lot number eighty
(80 pt. 154), of the official plan and book of
reference of the incorporated village of Hoche-
laga, containing twenty five feet in width by
seventy five feet in depth; bounded in front by
Moreau street, on one side by the strip of land
hereinafter described, in the rear and on the other
side by the remainder of the said lot No. 80-154;

2. Part of the lot number one hundred and
fifty five, subdivision of the said lot number eighty
of the aforesaid official plan and book of reference,
containing seven feet and nine inches in width

quinze pieds de profondeur, étant partie nord-ouest dudit lot, et borné en front par la rue Moreau, d'un côté par partie du lot ci-dessus décrit, en arrière et d'un autre côté par le reste du même lot No 80-155.

Avec droit de passage dans la ruelle en arrière, le tout mesure anglaise, plus ou moins, laquelle ruelle a 12 pieds de largeur dont 6 pieds sont pris à la profondeur des 75 pieds vendus desdites parties de lots 154 et 155 de la subdivision dudit lot No 80.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-TROISIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 14 mars 1917.

1399—11-2

[Première publication, 17 mars 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } ANGELINA LEFRAN-

No 3689.

ANGELINA LEFRANCOIS, des cité et district de Montréal, veuve d'Omer Gariépy, en son vivant comptable, et actuellement épouse contractuellement séparée de biens de Delphée Cardinal, gardien, du même lieu, et ledit Delphée Cardinal, pour autoriser sa dite épouse aux présentes, tous deux en leur qualité de tuteurs conjoints à leurs trois enfants mineurs, demandeurs; vs NAPOLEON PAUL BEDARD, des cité et district de Montréal, en sa qualité d'exécuteur et administrateur de la succession de feu Guillaume Gariépy, et Dame Victoria Gariépy, aussi du même lieu, épouse séparée de biens dudit Napoléon Paul Bédard ci-dessus mentionné, et ledit Napoléon Paul Bédard, en autant que besoin est pour autoriser sa dite épouse aux présentes, défendeurs, *ès-nom et* *ès-qualité*.

Comme appartenant auxdits défendeurs, *ès-nom et* *ès-qualité*.

Un emplacement ayant front sur l'avenue Williams (maintenant Plantagenet) de la cité de Montréal, district de Montréal, composé des lots Nos 39, 40 et 41 de la subdivision officielle du lot originaire numéro cinquante-trois (53, 39, 40 et 41) sur le plan et au livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte des Neiges, dans le comté d'Hochelaga, contenant soixante-quinze pieds de largeur sur toute la profondeur des lots, le tout mesure anglaise et plus ou moins—avec une maison et autres dépendances dessus construites et avec droit de passage dans les ruelles bornant ledit emplacement en arrière et d'un côté. Le tout ne formant qu'une seule et même exploitation.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-HUITIEME jour d'AVRIL prochain, à MIDI.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 14 mars 1917.

1401—11-2

[Première publication, 17 mars 1917].

MANDAT DE CURATEUR.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } FELIX ROMEO PA-

No 266.

FELIX ROMEO PAQUET ET JOSEPH OMER BONNIER, curateurs aux biens de Maurice Chait et Bennie Fisher "Chait & Fisher", faillis.

Un lot de terre situé sur la rue Beaumont, dans la cité de Montréal, et connu comme étant la subdivision officielle No 95 de la subdivision officielle No 26 du lot originaire No 12, aux plan et

by seventy five feet in depth, being the northwest part of the said lot, and bounded in front by Moreau street, on one side by part of the lot hereabove described, in the rear and on the other side by the remainder of the same lot No. 80-155.

With right of way in the lane in the rear, all english measurement, more or less, which lane is 12 feet in width of which 6 feet are taken on the depth of the 75 feet sold of the said parts of lots 154 and 155 of the subdivision of the said lot No. 80.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY THIRD day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 14th March, 1917.

1400—11-2

[First publication, 17th March, 1917.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } ANGELINA LEFRAN-

No. 3689.

ANGELINA LEFRANCOIS, of the city and district of Montreal, widow of Omer Gariépy, in his lifetime accountant, and presently wife separated as to property by marriage contract of Delphée Cardinal, guard, of the same place, and the said Delphée Cardinal, to authorize his said wife for the purposes hereof, both in their capacity of joint tutors to their three minor children plaintiffs; vs NAPOLEON PAUL BEDARD, of the city and district of Montreal, in his capacity of executor and administrator of the estate of the late Guillaume Gariépy, and Dame Victoria Gariépy, also of the same place, wife separated as to property of the said Napoléon Paul Bédard hereabove mentioned, and the said Napoléon Paul Bédard, in as much as need be to authorize his said wife for the purposes hereof, defendants *ès-nom et* *ès-qualité*.

As belonging to the said defendants *ès-nom et* *ès-qualité*.

An emplacement fronting on Williams Avenue (now Plantagenet) of the city of Montreal, district of Montreal, composed of the lots Nos. 39, 40 and 41 of the official subdivision of the primitive lot number fifty three (53-39, 40 and 41) on the official plan and book of reference of the incorporated village of Cote des Neiges, in the county of Hochelaga, containing seventy five feet in width by the whole depth of the lots, all english measurement and more or less—with a house and other dependencies thereon erected and with right of way in the lanes bounding the said emplacement in the rear and on one side. The whole forming but one plot.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the EIGHTEENTH day of APRIL next, at NOON.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 14th March, 1917.

1402—11-2

[First publication, 17th March, 1917].

CURATOR'S WARRANT

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } FELIX ROMEO PAQUET

No. 266.

FELIX ROMEO PAQUET AND JOSEPH OMER BONNIER, curators to the property of Maurice Chait and Bennie Fisher "Chait & Fisher", insolvents.

That certain lot of land situate on Beaumont street, in the city of Montreal, and known as being official subdivision No. 95 of the official subdivision No. 26 of original lot No. 12, on the

livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis—ainsi que les bâtisses dessus construites, avec les servitudes actives et passives et en particulier avec droit en commun dans la ruelle en arrière du dit lot avec d'autres propriétaires.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-HUITIEME jour d'AVRIL prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 14 mars 1917. 1403—11-2

[Première publication, 17 mars 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } J.-H. BARRETTE, de-
No 3855. } mandeur; vs JOS.
DUMONTET, défendeur.

Une part indivise égalant le 1-26 indivis des lots ci-après mentionnés, savoir:

1. Un terrain dont la plus grande partie se trouve comprise dans le lot numéro dix-sept, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Joseph-de-la-Rivière-des-Prairies, contenant cette dite partie deux arpents et un quart de largeur sur une profondeur de vingt-cinq arpents; de là ayant deux arpents de largeur sur une autre profondeur de cinq arpents; puis de là prenant un arpent et un quart de largeur sur toute la profondeur qui existe jusqu'au terrain de Joseph Paré ou représentants; le tout plus ou moins, et sans garantie de mesure précise; tenant cette même partie de terrain devant au nord-ouest, à la rivière des Prairies, derrière, au sud-est, au terrain de Joseph Paré, ou représentants, d'un côté, au nord est, au lot numéro seize, des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Joseph-de-la-Rivière-des-Prairies, et du côté du sud-ouest, partie au terrain du dit Joseph Paré, ou représentants, et partie à celui de Joseph Galipeault, ou représentants—avec bâtisses dessus érigées; ainsi que:

2. De l'arrière partie du dit lot numéro seize, des mêmes plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Rivière-des-Prairies, de la contenance de vingt-cinq arpents en superficie, plus ou moins, et sans garantie de mesure précise, et telle que comprise dans les limites suivantes: tenant au nord ouest au résidu du dit lot numéro seize, appartenant à J.-A. Labranche, ou représentants, au sud est au très carré divisant les terres de la Rivière-des-Prairies d'avec celles de la Pointe-aux-Trembles, et partie au numéro quinze, des dits plan et livre de renvoi officiels de la même paroisse de Saint-Joseph-de-la-Rivière-des-Prairies, et du côté sud ouest au lot numéro dix-sept, ci-dessus décrit.

Ces deux lots moins l'arrière partie d'iceux ci-dessus décrits comprenant le terrain en bois de bout.

Pour être vendue à mon bureau, en la cité de Montréal, le TRENTIEME jour de MARS prochain à MIDI.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif,

Montréal, 20 février 1917. 897—8-2

[Première publication, 24 février 1917].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de circuit.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } LES COMMISSAIRES
No 17916. } L'ÉCOLE POUR
LA MUNICIPALITÉ D'HOCHELAGA, corps

official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis—together with the buildings thereon erected and the active and passive servitudes attached thereto especially the common use, with other proprietors, of the lane in rear of said lot.

To be sold at my office in the city of Montreal, on the EIGHTEENTH day of APRIL next, at THREE o'clock in the afternoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 14th March, 1917. 1404—11-2

[First publication, 17th March, 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } J.-H. BARRETTE, Plain-
No. 3855. } tiff; vs JOS. DUMONTET, Defendant.

One undivided share equal to 1-26 undivided of the lots hereinafter described, to wit:

1. That certain parcel of land the greater portion of which is included in the lot number seventeen, of the official plan and book of reference of the parish of Saint-Joseph-de-la-Rivière des Prairies, containing, said portion, two arpents and a quarter in width by a depth of twenty five arpents; thence, measuring two arpents in width by a further depth of five arpents; and thence, narrowing down to one arpent and a quarter in width by the whole depth as far as the land of Joseph Paré or representatives; the whole more or less, without warranty as to precise measurements; bounded, said portion, in front to the north west by Des Prairies river, in rear, to the south east, by the land of Joseph Paré, or representatives, on one side, to the north east, by the lot number sixteen, of the official plan and book of reference of said parish of Saint Joseph de la Rivière des Prairies, and on the south west side, partly by the land of said Joseph Paré, or representatives, and partly by that of Joseph Galipeault, or representatives—with the buildings thereon erected; and also:

2. Of the rear part of said lot number sixteen, of same official plan and book of reference of the parish of Rivière des Prairies, containing twenty five arpents in superficies, more or less, and without warranty as to precise measurements, and as included within the following limits: bounded on the north west by the residue of said lot number sixteen, belonging by J.-A. Labranche, or representatives, to the south east by the division line between the lands of Rivière des Prairies and those of Pointe-aux-Trembles, and partly by the number fifteen, of said official plan and book of reference of same parish of Saint Joseph de la Rivière des Prairies, and on the south west side by the lot number seventeen, above described.

These two lots less the rear part thereof above described include all the land in standing timber.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTIETH day of MARCH next, at TWELVE o'clock noon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 20th February, 1917. 898—8-2

[First publication, 24th February, 1917].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } THE SCHOOL COMMIS-
No. 17916. } SIONERS FOR THE
MUNICIPALITY OF HOCHELAGA, a body

incorporé, de Montréal, demandeurs ; contre ANTONIO LEBLANC, défendeur.

Une propriété composée de deux lots de terre situés en la cité de Montréal, connus sous les Nos quatre cent soixante-douze et quatre cent soixante-treize de la subdivision officielle du lot primitif vingt-trois (23-472 et 473), des plan et livre de renvoi officiels du village d'Hochelaga, et contenant le lot No 23-472 vingt-cinq pieds de largeur par cent dix pieds de profondeur, soit 2,750 pieds en superficie, et le lot 23-473 vingt-quatre pieds de largeur par cent dix pieds de profondeur, soit 2,640 pieds en superficie, mesure anglaise, et plus ou moins—avec les bâtisses y érigées, portant les numéros civiques 179, 181, 183, 185, 187 et 189, de la rue Stadacona, et 235 de la rue Chambly, en la cité de Montréal.

Pour être vendue à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-NEUVIEME jour de MARS prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 20 février 1917. 899—8-2
[Première publication, 24 février 1917].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } DAME ISABELLA
No 59. } LAW LOR alias
DESMOND, veuve de feu Joseph Leblanc, demanderesse ; vs OLIVIER RIVARD, défendeur.

Un emplacement situé dans le quartier Emard, dans la cité de Montréal, ayant front sur le boulevard Monk, connu et désigné comme étant le lot No cent cinquante-quatre de la subdivision du lot originaire trois mille neuf cent douze (3912-154), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal—avec toutes les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-NEUVIEME jour de MARS prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 20 février 1917. 901—8-2
[Première publication, 24 février 1917].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } CRÉDIT FONCIER
No 3220. } FRANCO - CANADIEN, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau d'affaires en les cité et district de Montréal, demandeur; vs ADOLPHE ROBILLARD, ET AL, défendeurs.

Comme appartenant à Adolphe Robillard, l'un des défendeurs:

1. Le lot numéro cinquante-neuf de la subdivision officielle du lot numéro douze cent quatre-vingt-quatorze, des plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie, de la cité de Montréal, ayant front sur le côté nord-est de la rue Chaussée.

Comme appartenant à Ovide Robillard, l'un des défendeurs:

1. Les lots numéros sept, huit et soixante-dix de la subdivision officielle du dit lot numéro douze cent quatre-vingt-quatorze, des mêmes plan et livre de renvoi officiels, ayant front sur la rue Ontario.

2. Les lots numéros soixante-trois, soixante-quatre, soixante-cinq, soixante-six et soixante-deux de la subdivision officielle du dit lot numéro douze cent quatre-vingt-quatorze, des dits plan et

politic and corporate, duly incorporated, of Montreal, Plaintiffs; against ANTONIO LEBLANC, Defendant.

That certain property composed of two lots of land situated in the city of Montreal, known under the Nos. four hundred and seventy two and four hundred and seventy three of the official subdivision of the original lot number twenty three (23-472 and 473), of the official plan and book of reference of the village of Hochelaga, and containing the lot No. 23-472 twenty five feet in width by one hundred and ten feet in depth and a superficial area of 2,750 feet, and the lot No. 23-473 twenty four feet in width by one hundred and ten feet in depth and a superficial area of 2640 feet, english measure, and more or less—with the buildings thereon erected, bearing civic numbers 179, 181, 183, 185, 187 and 189, in Stadacona street, and 235 in Chambly street, in the city of Montreal.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY NINTH day of MARCH next, at THREE o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office.

Sheriff.

Montreal, 20th February, 1917. 900—8-2
[First publication, 24th February, 1917].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } DAME ISABELLA
No 59. } LAW LOR alias
DESMOND, widow of the late Joseph Leblanc, Plaintiff; vs OLIVIER RIVARD, Defendant.

That certain emplacement situate in Emard ward, in the city of Montreal, fronting on Monk Boulevard, known and designated as being the lot number one hundred and fifty four of the subdivision of the lot original number three thousand nine hundred and twelve (3912-154), of the official plan and book of reference of the parish of Montreal—with all the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY NINTH day of MARCH next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff's office.

Sheriff.

Montreal, 20th February, 1917. 902—8-2
[First publication, 24th February, 1917].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } CRÉDIT FONCIER
No. 3220. } FRANCO-CANADIEN, a body politic and corporate, with its principal place of business in the city and district of Montreal, plaintiff; vs ADOLPHE ROBILLARD ET AL, defendants.

As belonging to Adolphe Robillard, one of the aforesaid defendants:

1. That lot of land number fifty nine of the official subdivision of the lot number twelve hundred and ninety four, of the official plan and book of reference of Sainte Mary's ward, of the city of Montreal, fronting on the north east side of Chaussée street.

As belonging to Ovide Robillard, one of the aforesaid defendants:

1. Those lots numbers seven, eight and seventy of the official subdivision of said lot number twelve hundred and ninety four, of same official plan and book of reference fronting on Onatrio street.

2. Those lots numbers sixty three, sixty four sixty five, sixty six and sixty two of the official subdivision of said lot number twelve hundred and ninety four, of said official plan and book of

livre de renvoi officiels; ayant aussi front sur le côté nord-est de la dite rue Chaussée.

3. Deux lots de terre situés à Montréal, ayant front sur la rue Chaussée, contigus, respectivement connus et désignés sous les numéros quarante-cinq et quarante-six de la subdivision officielle du lot numéro douze cent quatre-vingt-quatorze, (Nos 1294-45 et 46), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie, de la cité de Montréal—sans constructions, mais avec les servitudes y attachées.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le TRENTIEME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 20 février 1917. 905—8-2

[Première publication, 24 février 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } J.-A. BUDYK, demandeur; vs JOSEPH ALEXANDER BESNER, défendeur.

Les deux-tiers indivis de l'emplacement ayant front sur les rues Saint-Laurent, Vitre et Clarke, composé des lots de terre 824, 825, 826 et partie de 827, des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Laurent, cité de Montréal—avec les bâtisses dessus construites; la dite partie du lot 827 ayant front sur le boulevard Saint-Laurent et bornée comme suit: au nord-est par le résidu du même lot faisant maintenant partie de la rue Saint-Laurent, dans son état actuel, en arrière par les deux lots ci-haut mentionnés en premier lieu et par le lot No 826, des plan et livre de renvoi officiels, du côté sud-est par le lot No 828, et de l'autre côté du nord-ouest par la rue Vitre.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-NEUVIEME jour de MARS prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 20 février 1917. 903—8-2

[Première publication, 24 février 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } JAMES MORGAN, marchand, des cité et district de Montréal, demandeur; vs THOMAS-M. MORGAN, gentilhomme, de la cité de Westmount, dans le district de Montréal, et Armand-Joseph de St-Charms, marchand de bois, de la cité de Bruxelles, en Belgique, Europe, et Stanley Sara, ingénieur minier, des cité et district de Montréal, en sa qualité de fidéicommissaire dudit Armand Joseph de St-Charms, défendeurs.

Immeuble saisi comme appartenant aux défendeurs.

L'emplacement composé des subdivisions officielles un du lot cent quarante huit et un du lot cent quarante neuf (148-1 et 149-1), des plan et livre de renvoi officiels du quartier St-Louis, de la cité de Montréal, district de Montréal. Ladite subdivision un du lot cent quarante-huit (148-1), ayant un frontage de quarante-deux pieds dix pouces sur la rue Sanguinet, et une profondeur de quarante-huit pieds neuf pouces au mur de brique de l'étable qui se trouve sur le lot de subdivision 148-2, jusqu'à la profondeur du passage ou de la cour ci-après mentionnée (148-3), et au mur de côté en brique de la cuisine du lot de subdivision 148-4, avec deux résidences en brique

reference; also fronting on the north east side of said Chaussée street.

3. Those two lots of land situated at Montreal, fronting on Chaussée street, contiguous, respectively known and designated under the numbers forty five and forty six of the official subdivision of the lot number twelve hundred and ninety four (1294-45 and 46), of the official plan and book of reference of Saint Mary's ward, of the city of Montreal—without buildings thereon, but with the active servitudes attached thereto.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTIETH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 20th February, 1917. 906—8-2

[First publication, 24th February, 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } J.-A. BUDYK, plaintiff; No. 1136. } J. vs JOSEPH ALEXANDER BESNER, defendant.

The undivided two thirds of that certain emplacement fronting on Saint Lawrence street, Vitre street and Clarke street and composed of the lots of land 824, 825, 826 and part of 827, of the official plan and book of reference of Saint Lawrence ward, city of Montreal — with the buildings thereon erected; the said part of lot 827 fronting on Saint Lawrence Boulevard and bounded as follows: to the north east by the residue of the same lot now forming part of Saint Lawrence street, as it is actually, in rear by the two lots firstly above mentioned and by the lot No. 826, of the official plan and book of reference, on the south east side by the lot No. 828, and on the other side to the north west by Vitre street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY NINTH day of MARCH next, at TWO o'clock in the afternoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 20th February, 1917. 904—8-2

[First publication, 24th February, 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } JAMES MORGAN, merchant, of the city and district of Montreal, Plaintiff; vs THOMAS-M. MORGAN, gentleman, of the city of Westmount, in the district of Montreal, and Armand-Joseph de St-Charms, lumber merchant, of the city of Brussels, in Belgium, Europe, and Stanley Sara, mining engineer, of the city and district of Montreal, in his quality of trustee to the said Armand-Joseph de St-Charms, Defendants.

Immoveable seized as belonging to the defendants:

Emplacement composed of official subdivisions one of lot one hundred and forty eight, and one of lot number one hundred and forty-nine (148-1 and 149-1), on the official plan and book of reference of the Saint Louis ward, of the city of Montreal, district of Montreal. Said subdivision one of lot one hundred and forty eight (148-1), having a frontage of forty two feet ten inches on Sanguinet street, by a depth of forty eight feet nine inches to the brick wall of the stable on subdivision lot 148-2, to the depth of the passage hereinafter mentioned or yard (148-3), and to the brick side wall of the kitchen on subdivision lot 148-4, and having two three

à trois étages et leurs dépendances maintenant connues sous les numéros civiques vingt-cinq, vingt-cinq "A", vingt-sept, vingt-neuf et vingt-neuf "A" de ladite rue Sanguinet, dessus construites; ledit passage de ladite rue (à sa profondeur avec une largeur de sept pieds) sera exploité en commun pour la propriété actuellement vendue et lesdits lots de subdivisions 148-2, 148-3, 148-4, 148-5, 149-2, 149-3 et 149-4, avec la servitude qui s'y rattache.

Ledit lot de subdivision 149-1, ayant une largeur de trente-huit pieds sur ladite rue Sanguinet, et une profondeur sur l'alignement de la rue Dubord (maintenant avenue Viger) (dont il forme le coin sud-est) de quarante-neuf pieds quatre pouces jusqu'au centre du mur de la maison située sur le lot de subdivision 149-2 (connue sous le numéro civique 124 rue Dubord, ci-devant et maintenant No 244 avenue Viger, avec deux maisons en briques à trois étages, (actuellement connues sous les numéros civiques 31, 33, 35 et 37 de ladite rue Sanguinet et 126, 128 de la rue Dubord, autrefois et maintenant connus sous les Nos 240 et 242 (avenue Viger), dessus construites.

Les murs adjacents en arrière de la propriété transportée par les présentes la séparent du lot de subdivision 149-2, étant mitoyens entre cette propriété et ledit lot de subdivision 149-2. Lesdites dimensions d'après la mesure anglaise, et plus ou moins.

Dans l'état où se trouve actuellement ladite propriété avec tous ses droits, circonstances et dépendances sans exception ni réserve d'aucune sorte. Un dépôt de \$200 sera exigé de chaque enchérisseur suivant jugement de l'hon. juge Dugas, en date du 17 février 1917.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le TRENTIEME jour de MARS prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 20 février 1917.

907—8-2

[Première publication, 24 février 1917].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **LA BANQUE D'HOCHELAGA**, corporation

de Banque, légalement constituée, ayant son siège social dans les cité et district de Montréal, demanderesse; vs **THE ST. GEROGES LAND CO. LTD.**, corporation légalement constituée, ayant son siège dans les cité et district de Montréal, défenderesse.

Les lots Nos 1, 2, 3 et 4 de la subdivision officielle du lot No 195, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, ayant front sur le chemin public, à distraire, cependant, une partie vendue à la ville Laval de Montréal, devant servir à l'élargissement dudit chemin public;

Les lots Nos 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38 et 40 de la subdivision officielle dudit No 195, des mêmes plan et livre de renvoi officiels, ayant front sur une rue projetée, connue sous le No 45 de la subdivision officielle dudit No 195 des mêmes plan et livre de renvoi officiels;

Le lot No 39 de la subdivision officielle dudit No 195, des mêmes plan et livre de renvoi officiels, étant une ruelle;

Le lot No 39-A de la subdivision officielle dudit No 195, des mêmes plan et livre de renvoi officiels;

Les lots Nos 41, 42, 43 et 44 de la subdivision officielle dudit No 195, des mêmes plan et livre

storey brick dwellings and extensions now known as civic numbers twenty-five, twenty-five "A", twenty-seven, twenty nine and twenty nine "A", in said Sanguinet street, thereon erected; the said passage from said street (to its depth having seven feet in width) will be used in common between the property now sold and said subdivision lots 148-2, 148-3, 148-4, 148-5, 149-2, 149-3 and 149-4) with a servitude thereto attached.

Said subdivision lot 149-1, having a frontage of thirty-eight feet on said Sanguinet street, and a depth along the line of Dubord street (now Viger Avenue) (of which it forms the south east corner) of forty-nine feet four inches to the centre of the wall of the house on subdivision lot 149-2 (known as civic number 124 Dubord street, formerly and now No. 244 Viger avenue, and having two three storey brick houses) (now known as civic numbers 31, 33, 35 and 37 of said Sanguinet street, and 126 and 128 Dubord street, formerly and now known as Nos. 240 and 242 (Viger avenue) thereon erected.

The walls adjoining the rear of the property hereby conveyed dividing it from subdivision lot 149-2, being a mitoyen wall between such property and said subdivision lot 149-2. Said measurements are english measure, and more or less.

As the said property now subsists with all its rights, members and appurtenances without exception or reserve of any kind. Subject to a deposit of \$200 from each bidder, according to judgment of Hon. Justice Dugas, dated February, 17th, 1917.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTIETH day of MARCH next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's Office.

Montreal, 20th February, 1917.

908—8-2

[First publication, 24th February, 1917].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **THE HOCHELAGA**

No. 4126. } **BANK**, a bank corporation, legally constituted, with its place of business in the city and district of Montreal, Plaintiff; vs **THE ST. GEORGES LAND CO. LTD.**, a corporation legally constituted, with its place of business in the city and district of Montreal, Defendant.

The lots Nos 1, 2, 3 and 4 of the official subdivision of lot No. 195, of the official plan and book of reference of the parish of Pointe aux Trembles, fronting on the public road, to be withdrawn, however, a part sold to the town of Laval of Montreal, to be used for the widening of the said public road;

The lots Nos. 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38 and 40 of the official subdivision of the said No. 195, of the same official plan and book of reference, fronting on a projected street, known under the No. 45 of the official subdivision of the said No. 195, of the same official plan and book of reference;

The lot No. 39, of the official subdivision of the said No. 195, of the same official plan and book of reference, being a lane;

The lot No. 39-A of the official subdivision of the said No. 195, of the same official plan and book of reference;

The lots Nos. 41, 42, 43 and 44 of the official subdivision of the said No. 195, of the same

de renvoi officiels, ayant front sur une rue projetée, connue sous le No 125 de la subdivision officielle dudit No 195, des mêmes plan et livre de renvoi officiels;

Le lot No 45 de la subdivision officielle du lot originaire No 195, étant une rue projetée; bornée à un bout par le chemin public, à distraire, cependant, d'icelui une partie vendue à la ville Laval de Montréal, devant servir à l'élargissement dudit chemin public;

Les lots Nos 46, 47, 48 et 49 de la subdivision officielle dudit lot No 195, des mêmes plan et livre de renvoi officiels, ayant front sur le chemin public, à distraire, cependant, d'iceux une partie vendue à la ville Laval de Montréal, devant servir à l'élargissement dudit chemin public;

Les lots Nos 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81 et 82 de la subdivision officielle dudit No 195, des mêmes plan et livre de renvoi officiels, ayant front sur une rue projetée, connue sous le No 45 de la subdivision officielle dudit No 195, des mêmes plan et livre de renvoi officiels;

Les lots Nos 83, 84 et 85 de la subdivision officielle dudit No 195, ayant front sur une rue projetée, connue sous le No 125 de la subdivision officielle dudit No 195, des mêmes plan et livre de renvoi officiels;

Le lot No 86 de la subdivision officielle dudit No 195, des mêmes plan et livre de renvoi officiels, étant une ruelle;

Les lots Nos 87, 88 et 89 de la subdivision officielle dudit No 195, des mêmes plan et livre de renvoi officiels, ayant front sur le chemin public, à distraire, cependant, d'iceux une partie vendue à la ville Laval de Montréal, devant servir à l'élargissement dudit chemin public;

Les lots Nos 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119 et 120 de la subdivision officielle dudit No 195, des mêmes plan et livre de renvoi officiels, ayant front sur une rue projetée, connue sous le No 126 de la subdivision officielle dudit No 195, des mêmes plan et livre de renvoi officiels;

Les lots Nos 121, 122, 123 et 124 de la subdivision officielle dudit No 195, des mêmes plan et livre de renvoi officiels, ayant front sur une rue projetée, connue sous le No 125 de la subdivision officielle dudit No 195, des mêmes plan et livre de renvoi officiels;

Le lot No 125 de la subdivision officielle dudit No 195, des mêmes plan et livre de renvoi officiels, étant une rue projetée;

Le lot No 125-A de la subdivision officielle du lot originaire No 195, des mêmes plan et livre de renvoi officiels;

Le lot No 126 de la subdivision officielle du lot originaire No 195, des mêmes plan et livre de renvoi officiels, étant une rue projetée; bornée à un bout par le chemin public, à distraire, cependant, une partie vendue à la ville Laval de Montréal, devant servir à l'élargissement dudit chemin public;

Le lot No 126-A de la subdivision officielle du lot originaire No 195, des mêmes plan et livre de renvoi officiels;

Les lots Nos 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137 et 138 de la subdivision officielle dudit No 195, des mêmes plan et livre de renvoi officiels; bornés au nord-ouest par le chemin public, et au sud-est par le fleuve Saint-Laurent—et les bâtisses qui peuvent s'y trouver.

Pour être vendus en bloc comme faisant partie d'une seule et même exploitation, suivant juge-

official plan and book of reference, fronting on a projected street, known under the No. 125, of the official subdivision of the said No. 195, of the same official plan and book of reference;

The lot No. 45 of the official subdivision of the primitive lot No. 195, being a projected street; bounded on one end by the public road, to be withdrawn, however, from same a part sold to the town of Laval of Montreal, to be used for the widening of the said public road;

The lots Nos. 46, 47, 48 and 49 of the official subdivision of the said lot No. 195, of the same official plan and book of reference, fronting on the public road, to be withdrawn, however, from same a part sold to the town of Laval of Montreal, to be used for the widening of the said public road;

The lots Nos. 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81 and 82 of the official subdivision of the said No. 195, of the same official plan and book of reference, fronting on a projected street, known under the No. 45, of the official subdivision of the said No. 195, of the same official plan and book of reference;

The lots Nos. 83, 84 and 85 of the official subdivision of the said No. 195, fronting on a projected street, known under the No. 125 of the official subdivision of the said No. 195, of the same official plan and book of reference;

The lot No. 86 of the official subdivision of the said No. 195, of the same official plan and book of reference, being a lane;

The lots Nos. 87, 88 and 89 of the official subdivision of the said No. 195, of the same official plan and book of reference, fronting on the public road, to be withdrawn, however, from same a part sold to the town of Laval of Montreal, to be used for the widening of the said public road;

The lots Nos. 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119 and 120 of the official subdivision of the said No. 195, of the same official plan and book of reference, fronting on a projected street, known under the No. 126 of the official subdivision of the said No. 195, of the same official plan and book of reference;

The lots Nos. 121, 122, 123 and 124 of the official subdivision of the said No. 195, of the same official plan and book of reference, fronting on a projected street, known under the No. 125 of the official subdivision of the said No. 195, of the same official plan and book of reference;

The lot No. 125 of the official subdivision of the said No. 195, of the same official plan and book of reference, being a projected street;

The lot No. 125-A of the official subdivision of the primitive lot No. 195, of the same official plan and book of reference;

The lot No. 126, of the official subdivision of the primitive lot No 195, of the same official plan and book of reference, being a projected street; bounded on one end by the public road, to be withdrawn, however, a part sold to the town of Laval of Montreal, to be used for the widening of the said public road;

The lot No. 126-A of the official subdivision of the primitive lot No. 195, of the same official plan and book of reference;

The lots Nos. 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137 and 138 of the official subdivision of the said No. 195, of the same official plan and book of reference; bounded on the northwest by the public road, and on the southeast by the river Saint Lawrence—and the buildings that may be thereon.

To be sold in block as forming part of one plot, in accordance with a judgment rendered

ment rendu par l'hon. juge Allard, le 9 février 1917, et comme formant une terre située dans la ville Laval de Montréal, connue et désignée comme étant la partie sud-est du lot numéro 195, sur le plan et au livre de renvoi officiels de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles; bornée d'un côté au sud-est par le fleuve Saint-Laurent; au sud-ouest par le lot originaire No 191 et 194 du cadastre de ladite paroisse, la propriété de Chs Reeves, ou représentants; au nord-ouest, par le chemin de fer de la Cie Châteauguay du Nord; au nord-est par le lot No 196 du cadastre de ladite paroisse, la propriété de Frs Beaudry, ou représentants, d'une superficie de 13 arpents $\frac{1}{2}$, plus ou moins, mesure anglaise,—et les bâtisses qui peuvent s'y trouver, à distraire, cependant de ce que ci-dessus, le chemin public, y compris ses élargissements.

Pour être vendue à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-NEUVIEME jour de MARS prochain, à MIDI.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 20 février 1917. 909—8-2
[Première publication, 24 février 1917.]

MANDAT DE CURATEUR. FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **EDWARD SWEETING**
No 90. } curateur aux biens
de SOLOMON LEVINE, Joseph Ulrick et Hyman Levine, faillis.

Comme appartenant à Solomon Levine et Hyman Levine, l'immeuble suivant, savoir:

La propriété située au No 2716, boulevard Saint-Laurent, connue et désignée comme étant le lot (Nos P. N. O. 11-1132), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, mesurant 20 pieds 4 pouces en front par quatre-vingt-quatre pieds de profondeur; bornée en front par la rue Saint-Laurent, en arrière par une ruelle, d'un côté au nord-ouest par le lot No onze cent trente-trois de ladite subdivision, et de l'autre côté par le résidu dudit lot 1132 de ladite subdivision—avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendue à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-NEUVIEME jour de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 20 février 1917. 911—8-2
[Première publication, 24 février 1917].

OTTAWA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District d'Ottawa.

Ottawa, à savoir: } **DAME JANET-LOUISA-**
No 4415. } **SCOTT**, es-qualité, de-
manderesse; contre NAPOLEON CHARRON, défendeur, à savoir:

Le lopin de terre faisant partie du lot numéro deux cent cinquante-six (256), du quartier numéro un, de la cité de Hull, dans le district d'Ottawa, aux plan et livre de renvoi officiels de ladite cité, mesurant soixante-six pieds de largeur par quatre-vingt-quinze pieds de profondeur; borné en front à l'est par partie du même lot connue maintenant sous le nom de rue James,

by the Honorable Judge Allard, on the 9th February, 1917, and as forming a farm situate in the town of Laval of Montreal, known and designated as being the southeast part of the lot No. 195, on the official plan and book of reference of the parish of Pointe aux Trembles; bounded on one side to the southeast by the river Saint Lawrence; on the southwest by the primitive lot No. 191 and 194 of the cadastre of the said parish, the property of Chs Reeves, or representatives; on the northwest by the railway Cie Châteauguay du Nord; on the northeast by the lot No. 196, of the cadastre of the said parish, the property of Frs. Beaudry, or representatives, of an area of 13 arpents and a half, more or less, english measurement,—and the buildings that may be thereon, to be withdrawn, however, from the foregoing, the public road, including its widenings.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY NINTH day of MARCH next, at NOON.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 20th February, 1917. 910—8-2
[First publication, 24th February, 1917.]

CURATOR'S MANDATE. FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **EDWARD SWEETING**,
No. 90. } curator to the property
of SOLOMON LEVINE, Joseph Ulrick and Hyman Levine, insolvents.

As belonging to Solomon Levine and Hyman Levine, the following immoveable, to wit:

The property situated at No. 2716, Saint Lawrence Boulevard, and known and designated as lot (Nos. P. N. O. 11-1132), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis, containing 20 feet 4 inches in front by eighty four feet in depth; bounded in front by Saint Lawrence street, in rear by a lane, on one side to the north west by lot No. eleven hundred and thirty three of said subdivision, and on the other side by the remainder of said lot 1132 of said subdivision—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-NINTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 20th February, 1917. 912—8-2
[First publication, 24th February, 1917].

OTTAWA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Ottawa.

Ottawa, to wit: } **DAME JANET-LOUISA-**
No. 4415. } **SCOTT**, es-qualité, plain-
tiff; ag ainst NAPOLEON CHARRON, defend-
ant to wit:

That certain piece of land forming part of lot number two hundred and fifty six (256), of ward number one, of the city of Hull, in the district of Ottawa, according to the official plan and book of reference of said city, containing sixty six feet in width by ninety five feet in depth; bounded in front to the east by part of the same lot and now known as James street, in rear to the west by part

en arrière à l'ouest par partie du même lot, étant les subdivisions un et deux du bloc "D", suivant le plan tracé par l'arpenteur provincial S.-E. Farley, et daté du 15 octobre 1912, subdivisant une portion dudit lot numéro deux cent cinquante-six, du côté nord par partie dudit lot numéro 256, connue maintenant sous le nom de rue Hayden, et du côté sud par partie du même lot étant la subdivision seize, sur ledit plan S.-E. Farley, ladite borne ouest est parallèle et distante à l'ouest de quatre-vingt-quinze pieds à compter du côté ouest de la rue James, et ladite limite sud est parallèle et distante de soixante-six (66) pieds au sud à partir du côté sud de la rue Hayden, et ledit lopin de terre comprenant les subdivisions dix-sept et dix-huit du bloc "D", sur ledit plan de subdivision.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Hull, le DIX-SEPTIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

C.-M. WRIGHT.

Bureau du shérif.

Hull, 13 mars 1917.

1405—11-2

[Première publication, 17 mars 1917.]

of the same lot, being subdivision one and two in Block D, according to a plan subdividing part of the said lot number two hundred and fifty six, made by S.-E. Farley, Quebec land surveyor, dated 15th October, 1912, on the north side by part of said lot No. 256, now known as Hayden street, and on the south side by part of the same lot being subdivision sixteen according to said plan of S. E. Farley, the said western boundary being parallel to and ninety five feet distant west from the west side of James street, and the said southern boundary being parallel to and sixty six (66) feet distant south from the south side of Hayden street, and the said piece of land comprising subdivisions seventeen and eighteen of Block D, according to the said plan of subdivision.

To be sold at my office, in the city of Hull, on the SEVENTEENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

C.-M. WRIGHT,

Sheriff.

Sheriff's office.

Hull, March 13th, 1917.

1406—11-2

[First publication, 17th March, 1917.]

QUÉBEC

FIERI FACIAS.

Cour de circuit.

Québec, à savoir: **M**ARGUERITE-ELISE No 5412. **H**UARD, veuve de Louis Nadeau, de Saint-David, comté de Lévis; contre **C**HARLES SAMSON, cultivateur, de Saint-David, comté de Lévis, à savoir:

1. Le lot No 75 (soixante-quinze) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-David-de-l'Auberivière, comté de Lévis, étant un lot de terre situé rue Saint-George—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2. Le lot No 76 (soixante-seize) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-David-de-l'Auberivière, comté de Lévis, étant un lot de terre situé rue Saint-George—circonstances et dépendances.

3. Le lot No 78 (soixante-dix-huit) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-David-de-l'Auberivière, comté de Lévis, étant un lot de terre situé rue Saint-George—circonstances et dépendances.

4. Le lot No 73 (soixante-treize) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-David-de-l'Auberivière, comté de Lévis, étant un lot de terre situé rue Saint-George—circonstances et dépendances.

A distraire dudit lot No 73 la partie appartenant à Raymond Ruel, et la partie appartenant à Jacques Bégin.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-David-de-l'Auberivière, comté de Lévis, le DIX-NEUVIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Le député-shérif,

ED. BEGIN.

Bureau du shérif.

Québec, 15 mars 1917.

1365—11-2

[Première publication, 17 mars 1917.]

[Deuxième publication, 31 mars 1917.]

FIERI FACIAS.

Cour de recorder.

Québec, à savoir: **L**A CITE DE QUEBEC; No 3326. } contre un propriétaire INCONNU, à savoir:

La subdivision No 35 (trente-cinq), du lot No

FIERI FACIAS

Circuit Court.

Québec, to wit: **M**ARGUERITE-ELISE No. 5412. **H**UARD, widow of Louis Nadeau, of Saint David, county of Levis; against **C**HARLES SAMSON, farmer, of Saint David, county of Levis, to wit:

1. The lot No. 75 (seventy five) of the official cadastre for the parish of Saint-David-de-l'Auberivière, county of Levis, being a lot of land situate on Saint George street—with the buildings thereon erected and dependencies.

2. The lot No. 76 (seventy six) of the official cadastre for the parish of Saint-David-de-l'Auberivière, county of Levis, being a lot of land situate on Saint George street—circumstances and dependencies.

3. The lot No. 78 (seventy eight) of the official cadastre for the parish of Saint-David-de-l'Auberivière, county of Levis, being a lot of land situate on Saint George street—circumstances and dependencies.

4. The lot No. 73 (seventy three) of the official cadastre for the parish of Saint-David-de-l'Auberivière, county of Levis, being a lot of land situate on Saint George street—circumstances and dependencies.

To be deducted from said lot No. 73 the part thereof belonging to Raymond Ruel, and the part thereof belonging to Jacques Bégin.

To be sold at the parochial church door of Saint-David-de-l'Auberivière, county of Levis, on the NINETEENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

ED. BEGIN,

Deputy sheriff.

Sheriff's office.

Québec, 15th March, 1917.

1366—11-2

[First publication, 17th March, 1917.]

[Second publication, 31st March, 1917.]

FIERI FACIAS.

Recorder's Court.

Québec, to wit: **T**HE CITY OF QUEBEC; No. 3326. } against AN UNKNOWN, proprietor, to wit:

Subdivision No. 35 (thirty five), of the lot No.

148 (cent quarante-huit), du cadastre officiel de Notre-Dame-de-Québec, maintenant quartier Belvédère, de la cité de Québec, étant un lot de terre situé sur la rue Bourlamaque, circonstances et dépendances; sujet à une rente annuelle de \$171.00 payable le premier jour de mai, à l'Hôtel-Dieu-de-Québec.

Pour être vendue à mon bureau, en la cité de Québec, le SIXIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

CLEOPHAS BLOUIN.

Bureau du shérif.

Québec, 1er mars 1917. 1047—9-2

[Première publication, 3 mars 1917.]

[Deuxième publication, 17 mars 1917.]

SAINT-FRANCOIS

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir: } HARRY-B. STEWART, du vil-

lage de Beebe-Plain, dans le district de Saint-François, bourgeois, demandeur; contre GEORGE-H. HOUSE, du même lieu, défendeur.

Saisi comme appartenant audit défendeur:

L'emplacement situé dans le village de Beebe-Plain, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre dudit village de Beebe-Plain, comme étant le lot numéro cinquante-neuf (No. 59)—avec toutes les améliorations; bâtisses et additions dessus construites et érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame-de-la-Merci-de-Rock-Island, le DIX-SEPTIEME jour d'AVRIL prochain 1917, à ONZE heures du matin.

Le shérif,

HENRY AYLMEYER.

Bureau du shérif.

Sherbrooke, 13 mars 1917. 1351—11-2

[Première publication, 17 mars 1917.]

SAINT-HYACINTHE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.

Saint-Hyacinthe, à savoir: } JOSEPH-ANDRE DUBREUIL,

demandeur; contre ROMUALD JARRY, défendeur.

Une terre sise et située en la paroisse de Saint-André-d'Acton, sur le chemin de Roxton, étant les lots numéros cinquante-trois (53) et cinquante-quatre (54), aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse—avec bâtisses y érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église de la ville d'Actonvale, MERCREDI, le VINGT-HUITIEME jour de MARS prochain (1917), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

JOS.-L. CORMIER.

Bureau du shérif.

Saint-Hyacinthe, 20 février 1917. 879—8-2

[Première publication, 24 février 1917.]

148 (one hundred and forty eight), of the official cadastre of Notre-Dame-de-Quebec, now Belvédère ward, of the city of Quebec, being a lot of land situated on Bourlamaque street, circumstances and dependencies; subject to an annual ground rent of \$171.00 payable on the first of May to l'Hôtel-Dieu-de-Quebec.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the SIXTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff.

Sheriff's office,

Quebec, 1st March, 1917. 1048—9-2

[First publication, 3rd March, 1917.]

[Second publication, 17th March, 1917.]

SAINT FRANCIS

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior court.—District of Saint Francis.

Saint Francis, to wit: } HARRY-B. STEWART, of the village

of Beebe-Plain, in the district of Saint-François, gentleman, plaintiff; against GEORGE-H. HOUSE, of the same place, defendant.

Seized as belonging to the said defendant:

That certain tract of land situated in the village of Beebe-Plain, known and designated upon the official cadastral plan and in the book of reference of the said village of Beebe-Plain, as lot number fifty nine (No. 59)—together with all the betterments, buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the church door of the parish of Notre-Dame-de-la-Merci-de-Rock-Island, on the SEVENTEENTH day of APRIL next, 1917, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

HENRY AYLMEYER,

Sheriff.

Sheriff's office.

Sherbrooke, 13th March, 1917. 1352—11-2

[First publication, 17th March, 1917.]

SAINT HYACINTHE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Saint Hyacinthe.

Saint Hyacinthe, to wit: } JOSEPH ANDRE DUBREUIL,

plaintiff; against ROMUALD JARRY, defendant.

A land situate in the parish of Saint André d'Acton, on the Roxton road, being lots numbers fifty three (53) and fifty four (54), on the official cadastre of said parish—with buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the town of Actonvale, WEDNESDAY, on the TWENTY EIGHTH day of MARCH next (1917), at TEN o'clock in the forenoon.

JOS.-L. CORMIER,

Sheriff.

Sheriff's office.

Saint Hyacinthe, 20th February, 1917.

880—8-2

[First publication, 24th February, 1917.]

TROIS-RIVIÈRES

THREE RIVERS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour supérieure.—District des Trois-Rivières.
Trois-Rivières, à savoir: } PHILIPPE BOUR-
No 495. } QUE, deman-
deur; vs DAME MARIE PICHETTE, veuve de

feu Majorique Caron, défenderesse.

Comme appartenant à la dite défenderesse, savoir:

Un emplacement situé dans le village de la paroisse de Sainte-Angele-de-Laval, contenant cent soixante-et-cinq pieds de largeur au front, soixante et dix pieds dans la profondeur, dans la ligne nord-ouest, les lignes côté sud-est et en profondeur suivant les sinuosités d'un fossé dont les bords nord et nord-ouest sont sur cet emplacement; borné en front à la route du Petit Bois, du côté nord-ouest au bout du jardin de Joseph Levasseur, et du côté sud-est et en profondeur au dit Joseph Levasseur ou représentants, connu et désigné comme faisant partie du lot numéro quatre-vingt-trois (Pte No 83), du cadastre officiel du comté de Nicolet, pour la paroisse de Sainte-Angele-de-Laval—avec une beurrerie, machines nécessaires pour l'opérer et autres dépendances dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Angele-de-Laval, le DIX-SEPTIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
CHARLES DUMOULIN,

Bureau du shérif.

Trois-Rivières, 13 mars 1917. 1347—11-2
[Première publication, 17 mars 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Trois-Rivières, à savoir: } WILFRID-HENRI
No 1673. } PAUZE, de-
mandeur; vs B.-JOS. LETOURNEAU ET AL.,
défendeurs.

Comme appartenant auxdits défendeurs, François-Xavier Beauséjour et Camille Beauséjour, comme propriétaire, par indivis, savoir:

1. Les lots de terre numéros un, deux, trois, quatre, huit, neuf, dix, onze, douze, treize, quatorze, quinze, seize, dix-sept, dix-huit, dix-neuf, vingt, vingt et un, vingt-deux, vingt-trois, vingt-quatre, vingt-cinq, vingt-six, trente, trente et un, trente-quatre, trente-cinq, quarante et un, quarante-trois, quarante-sept, quarante-huit, cinquante-trois, cinquante-cinq et cinquante-six de la subdivision du lot numéro cent trente-deux (132-1, 2, 3, 4, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 30, 31, 34, 35, 41, 43, 47, 48, 53, 55 et 56), situés en la ville de Grand'Mère, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Flore;

2. Un autre lot situé en la ville de Grand'Mère, connu et désigné comme étant le lot numéro cinquante-quatre de la subdivision dudit lot numéro cent trente-deux (132-54), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Flore—avec les bâtisses dessus construites;

3. Comme appartenant audit défendeur, F.-X. Beauséjour, savoir:

Un terrain situé en la ville de Grand'Mère, mesurant environ quarante pieds de largeur par cent pieds de profondeur, étant tout le terrain compris dans les limites suivantes: borné en front par la rue Saint-Georges, en profondeur par le terrain de Monsieur Gélinas, d'un côté par les représentants d'un nommé Saint-Pierre, et de

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Three Rivers.
Three Rivers, to wit: } PHILIPPE BOUR-
No. 495. } QUE, plaintiff; vs

DAME MARIE PICHETTE, widow of the late Majorique Caron, defendant.

As belonging to the said defendant, to wit:

An emplacement situate in the village of the parish of Sainte-Angele-de-Laval, containing one hundred and sixty five feet in width in front, seventy feet in depth in the northwest line, the lines on the southeast side and in depth following the sinuosités of a ditch whose north and northwest sides are on the said emplacement; bounded in front by the Petit Bois road, on the northwest side by the end of Joseph Levasseur's garden, and on the southeast side and in depth by the said Joseph Levasseur or representatives, known and designated as forming part of the lot number eighty three (Pt. No. 83), of the official cadastre of the county of Nicolet, for the parish of Sainte-Angele-de-Laval—with a butter factory, machinery necessary to operate it and other dependencies thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Sainte-Angele-de-Laval, on the SEVENTEENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,
Sheriff.

Sheriff's office.

Three Rivers, 13th March, 1917. 1348—11-2
[First publication, 17th March, 1917.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Three Rivers, to wit: } WILFRID-HENRI
No. 1673. } PAUZE, plaintiff;
vs B.-JOS. LETOURNEAU ET AL., defendants.

As belonging to the said defendants, François Xavier Beauséjour and Camille Beauséjour as proprietor *par indivis*, to wit:

1. The lots of land numbers one, two, three, four, eight, nine, ten, eleven, twelve, thirteen, fourteen, fifteen, sixteen, seventeen, eighteen, nineteen, twenty, twenty one, twenty two, twenty three, twenty four, twenty five, twenty six, thirty, thirty one, thirty four, thirty five, forty one, forty three, forty seven, forty eight, fifty three, fifty five and fifty six of the subdivision of the lot number one hundred and thirty two (132-1, 2, 3, 4, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 30, 31, 34, 35, 41, 43, 47, 48, 53, 55 and 56), situate in the town of Grand'Mère, of the official plan and book of reference of the parish of Sainte-Flore;

2. Another lot situate in the town of Grand'Mère, known and designated as being the lot number fifty four of the subdivision of the said lot number one hundred and thirty two (132-54), of the official plan and book of reference of the parish of Sainte-Flore—with the buildings thereon erected;

3. As belonging to the said defendant, F.-X. Beauséjour, to wit:

A lot situate in the town of Grand'Mère, measuring about forty feet in width by one hundred feet in depth, being the whole of the lot of land comprised within the following limits; bounded in front by Saint George street, in depth by the land of Mr. Gélinas, on one side by the representatives of a person named Saint Pierre,

l'autre côté par une ruelle ou passage; le dit terrain faisant partie du lot numéro quatre-vingt quatorze (Pte No 94), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Flore.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Paul-de-Grand'Mère, en la ville de Grand'Mère, le DIX-HUITIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
CHARLES DUMOULIN.

Bureau du shérif.

Trois-Rivières, 14 mars 1917. 1349—11-2
[Première publication, 17 mars 1917.]

MANDAT DES CURATEURS.

Cour supérieure.—District des Trois-Rivières.
Trois-Rivières, à savoir:) GEO.-I. LACHAN-
No 56.) CE ET AL, requé-

rants cession; et B.-JOSEPH LETOURNEAU, failli; et BEDARD & BELANGER, curateurs.

Comme appartenant audit failli, savoir:

Un emplacement situé en la ville de Grand'Mère, faisant partie des numéros cent trente-huit et cent trente-neuf, du cadastre hypothécaire de la paroisse de Sainte-Flore, mesurant cinquante pieds de largeur sur la profondeur de cent vingt-huit pieds, mesure anglaise, connu et désigné sur un plan non enregistré, fait par Gaspard Hébert, sous le numéro soixante-cinq, et étant le quatrième lot à partir de la rue Poirier, ou à cent quarante pieds de ladite rue, tel qu'indiqué sur ledit plan; borné en front par la rue Chatillon, en profondeur et des deux côtés par J.-O.-H. Ricard, ou représentants—avec le moulin et autres bâtisses érigés sur le susdit lot et aussi les bâtisses qui se trouvent érigées sur les deux lots adjacents au précédent et qui sont connus sous les Nos 66 et 67, subdivisions des Nos 138 et 139 du cadastre de la paroisse de Sainte-Flore, sauf les machines et outillage qui y sont installés, et qui ont été déclarés la propriété de la Banque d'Ottawa, par jugement rendu le 15 décembre 1915.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Paul-de-Grand'Mère, en la ville de Grand'Mère, le VINGT-SEPTIEME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
CHARLES DUMOULIN.

Bureau du shérif.

Trois-Rivières, 20 février 1917. 935—8-2
[Première publication, 24 février 1917.]

Proclamation

Canada,
Province de) P.-E. LEBLANC.
Québec.
[L. S.]

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT.

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT,) ATTENDU que le
Asst.-Proc.-Général.) terme de la cour
du banc du Roi dans l'exercice de sa juridiction criminelle pour le district de Pontiac, à Bryson, a été fixé au sixième jour du mois d'avril de chaque

and on the other side by a lane or passage; the said lot forming part of the lot number ninety four (Pt. No. 94), of the official plan and book of reference of the parish of Sainte-Flore.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Paul-de-Grand'Mère, in the town of Grand'Mère, on the EIGHTEENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,
Sheriff.

Sheriff's office.

Three Rivers, 14th March, 1917. 1350—11-2
[First publication, 17th March, 1917.]

CURATOR'S WARRANTS.

Superior Court.—District of Three Rivers.
Three Rivers, to wit:) GEO.-I. LACHANCE
No. 56.) ET AL, petitioners

for assignment; and B.-JOSEPH LETOURNEAU, insolvent; and BEDARD & BELANGER, curators.

As belonging to the aforesaid insolvent, to wit:

That certain emplacement situate in the town of Grand'Mère, forming part of the lots numbers one hundred and thirty eight and one hundred and thirty nine, of the hypothecary cadastre of the parish of Sainte Flore, measuring fifty feet in width by one hundred and twenty eight feet in depth, english measure, known and designated on an unregistered plan, made by Gaspard Hébert, under number sixty five feet, and being the fourth lot from Poirier street, or one hundred and forty feet distant thereof, as shown on said plan; bounded in front by Chatillon street, in rear and on both sides by J.-O.-H. Ricard, or representatives—with the mill and other buildings erected on said lot and also the buildings erected on the two lots adjacent thereto and which are known under the Nos. 66 and 67, subdivisions of the Nos. 138 and 139 of the cadastre of the parish of Sainte Flore, save and except the machinery and equipment installed therein, which were declared the property to the Bank of Ottawa, by judgment rendered the 15th December, 1915.

To be sold at the church door of the parish of Saint Paul de Grand'Mère, in the town of Grand'Mère, on the TWENTY SEVENTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,
Sheriff.

Sheriff's office.

Three Rivers, 20th February, 1917. 936—8-2
[First publication, 24th February, 1917.]

Proclamation

Canada,
Province of) P.-E. LEBLANC.
Quebec.
[L. S.]

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING:

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT,) WHEREAS the
Asst.-Attorney-General.) term of the
Court of King's Bench, Crown side, for the district of Pontiac, at Bryson, has been fixed on the sixth day of the month of April of every

année, mais qu'il est dans l'intérêt de la bonne administration de la justice que cette année seulement, le terme de cette cour soit fixé à une époque ultérieure, savoir: le dixième jour du mois d'avril prochain.

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre conseil exécutif, Nous avons ordonné et déclaré, et, par les présentes déclarons et ordonnons, conformément aux dispositions de l'article 3236 des Statuts refondus de Québec, 1909, que pour cette année seulement, le terme de la cour du banc du roi, en matière criminelle, pour le district de Pontiac, s'ouvrira à Bryson, le mardi, dixième jour du mois d'avril prochain, au lieu du sixième jour d'avril également prochain, et que ce terme se continuera les jours suivants, en vertu de la loi.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable SIR PIERRE-EVARISTE LEBLANC, chevalier commandeur de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de la dite province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à QUEBEC, ce QUINZIEME jour du mois de MARS, l'an de grâce mil neuf cent dix-sept et de Notre règne le septième.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la province,
C. J. SIMARD.

1407

year, but that it is in the interest of the proper administration of justice that, for this year only, the term of this Court be fixed at a later date, namely: on the tenth day of the month of April next.

NOW KNOW YE that by and with the advice and consent of Our Executive Council, We do, by these presents, proclaim and direct in pursuance of the provisions of article 3236 of the Quebec Revised Statutes, 1909, that for this year only, the term of the Court of King's Bench, Crown side, for the district of Pontiac, shall open at Bryson, on Tuesday, the tenth day of the month of April next, instead of the sixth day of April next also, and that this term shall be continued on the following days, according to law.

OF ALL WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS : Our Right Trusty and Well Beloved the Honorable SIR PIERRE-EVARISTE LEBLANC, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUEBEC, this FIFTEENTH day of MARCH, in the Year of Our Lord one thousand nine hundred and seventeen, and in the seventh year of Our reign.

By command,

C.-J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

1408

Arrêté ministériel

CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF.

Québec, 8 mars 1917.

Présent: Le lieutenant-gouverneur-en-Conseil.

Concernant l'établissement d'un droit régalien sur l'amiante.

D'après un rapport en date du 7 mars 1917, de l'honorable ministre de la colonisation, des mines et des pêcheries, il est ordonné qu'il soit établi un droit régalien sur le produit des mines d'amiante dans la province aux conditions et de la manière ci-après indiquées:

1. Il sera prélevé sur l'amiante extrait des mines et produit par icelles, après le 1er avril 1917, dans la province de Québec, un droit régalien en vertu des dispositions de l'article 2105 de la loi des mines et ses amendements. Le département de la colonisation, des mines et des pêcheries est chargé de la perception de ce droit régalien;

2. Le droit régalien sera prélevé en prenant pour base la valeur de l'amiante extrait et produit, tant par le triage à la main que par la séparation mécanique, déduction faite des frais d'exploitation et d'extraction, de la manière suivante:

(a) Les salaires et gages des ouvriers et des employés de l'exploitation des mines et des ateliers de séparation de l'amiante;

(b) Le coût de l'énergie, de la lumière, de l'en-

Order-in-Council

EXECUTIVE COUNCIL.

Quebec, 8th March, 1917.

Present: the Lieutenant-Governor-in-Council.

Concerning the imposition of a royalty on Asbestos.

According to a report dated 7th March, 1917, of the Honourable the Minister of Colonization, Mines and Fisheries, it is ordered that a royalty be levied on the products of the asbestos mines of the Province on the terms and in the manner following:

1: A royalty shall be imposed on all asbestos extracted from the mines in the Province of Quebec and produced by then after April 1st, 1917, by authority of the dispositions of article 2105 of the Mining Law and amendments thereto. The collection of the royalty is entrusted to the Department of Colonization, Mines and Fisheries.

2. The royalty shall be assessed and collected on the basis of the value of the asbestos extracted and produced, both as crude by hand-cobbing or as products of the asbestos mills, after deducting from this value the following working-costs:

(a) Salaries and wages of workmen and employees employed in or about the mines and in or about the asbestos mills.

(b) Cost of supplying power, light and hire or

tretien des chevaux utilisés au cours de l'exploitation des mines et des ateliers de séparation ou de la manutention du minéral, de la roche ou de l'amianté;

(c) Le coût des matières explosives, combustibles et autres fournitures employées au cours des opérations minières et de la séparation de l'amianté.

3. La valeur brute de l'amianté sera le prix courant du marché au point d'expédition et le droit régulier sera prélevé au taux de 5% sur cette valeur, déduction faite des frais d'exploitation mentionnés au paragraphe 2.

4. Néanmoins sur toute quantité d'amianté extrait des mines situées dans la province, ou produit par icelles, qui sera fabriqué ou transformé en objet manufacturé au Canada, la royauté sera de 3%.

5. Le ou avant le 31 janvier et le ou avant le 31 juillet de chaque année, toute société ou individu sujet au droit régulier susdit, devra envoyer au ministre de la colonisation, des mines et des pêcheries, un état fournissant les détails ci-après énumérés pour les six mois écoulés au 31 décembre et au 30 juin respectivement:

(a) Le nom, la description et la situation de la mine;

(b) Les noms et adresses de la personne ou des personnes qui sont propriétaires ou qui exploitent la mine en qualité d'agents ou autrement, ainsi que les noms et adresses des gérants et des membres du bureau de direction de l'exploitation;

(c) La quantité de la roche amiantifère abattue et amenée à la surface comprenant l'amianté trié à la main, la roche envoyée aux ateliers de séparation, la roche envoyée aux ateliers de gaulage, et la roche stérile envoyée directement aux halles;

(d) La valeur ou prix du marché, au point d'expédition et la quantité de chacune des qualités expédiées durant cette même période de six mois;

(e) Les frais d'exploitation tels qu'énumérés au paragraphe 2.

6. Les états et les données requis par le paragraphe 5 devront être appuyés d'une déclaration assermentée du propriétaire, du gérant ou de l'exploitant de telles mines ou ateliers. L'inspecteur des Mines aura le pouvoir de demander tous autres renseignements qu'il jugera nécessaires, sous serment, de toute autre personne employée à l'exploitation ou à l'administration des mines ou des ateliers.

Tout propriétaire, gérant ou exploitant de mines ou d'ateliers, sujet au droit régulier, devra tenir à la mine ou à proximité d'icelle, les livres et états de l'amianté et de la roche amiantifère sortis de la mine, avec indication de la quantité, du poids ou autres particularités, la production des ateliers de séparation et le détail des recettes provenant de la vente des divers produits, tant de la mine que des ateliers. L'inspecteur des Mines aura libre accès à cette comptabilité.

8. Après la réception par le ministre des rapports et états spécifiés aux paragraphes 5 et 6, l'inspecteur des Mines établira une liste ou rôle indiquant toutes les mines et personnes sujettes au paiement du droit régulier, la quantité et la valeur de la production de chaque mine ou atelier de séparation, les montants à déduire comme frais d'extraction et le chiffre du droit régulier payable par chaque personne ou exploitant, et avis en sera donné à chacun des contribuables.

9. Le montant du droit régulier, tel qu'établi en conformité des sections 2, 3 et 4, sera payable

keep of horses used in mining and milling operations or in the handling of rock and of asbestos.

(c) Cost of explosives, fuel and other supplies consumed or used in the mining of milling operations of asbestos.

3. The gross value of the asbestos shall be the market value, at the point of shipment of the asbestos shipped by the operators, and the royalty shall be levied at the rate of 5% of the value, after deducting the working-costs mentioned in paragraph 2.

4. Nevertheless on the asbestos produced by the mines of the Province of Quebec, which shall be manufactured into finished articles in Canada, the royalty shall be levied at the rate of 3%.

5. On or before the 31st of January, and the 31st of July of each year, every company or person liable to pay the above royalty, shall furnish to the minister of Colonization, Mines and Fisheries, a statement setting forth the following detailed information for the previous six months, ending respectively December 31st and June 30th.

(a) Name, description and location of the mine.

(b) Name and addresses of the person or persons owning the mine, or working it as agents, representatives or otherwise; also the names and addresses of the managers and of the directors of the concern.

(c) The quantity of asbestos-bearing rock mined and hoisted, comprising crude asbestos cobbled in the mine, rock sent to the clobbering sheds, rock sent to the mills for treatment and rock sent direct to the waste heaps.

(d) The value or market price, at the point of shipment, and the quantity and weight of each of the grades shipped during the same period of six months.

(e) Working costs mentioned in paragraph 2.

6. Such statements and information required by section 5 shall be made and furnished under oath of the owner, manager or operator of the mines or mills. The Inspector of Mines shall have the power to require such information that may be thought expedient to be given under oath by any other persons connected with the operation or management of any such mines and mills.

7. Every person owning, managing or operating a mine or a mill, liable to pay royalty, shall keep at or near the mine, proper books and statements of the asbestos and asbestos-rock taken from the mine, containing the quantities, weights and other particulars, and showing the mill-returns or other returns, of the amounts derived from the sale of such products of the mines and of the mills. The Inspector of mines shall have free access to these accounts, books and statements.

8. After the receipt by the Minister of the returns and statements specified in paragraphs 5 and 6, the Inspector of mines shall prepare a list or royalty-roll, showing all mines and persons liable for the payment of the royalty, the quantity and value of the output of each mine or mill, the amount deducted as working costs, and the amount of royalty payable by each, and notice thereof shall be given to such persons.

9. The amount of royalty due, as established by sections 2, 3 and 4, shall be payable to the

au ministère de la colonisation, des mines et des pêcheries, avant le premier décembre pour les premiers six mois de l'année, et avant le premier juin, pour la seconde moitié de l'année précédente.

Le greffier du conseil exécutif,

1413

A. MORISSET.

Minister of Colonization, Mines and Fisheries, before the 1st of December for the first six months of the year, and before the 1st of June for the second six months of the preceding year.

A. MORRISSET.

Clerk Executive Council.

1414

Ministère de l'agriculture

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi concernant les sociétés coopératives agricoles, 1908, Monsieur le docteur J.-E. Blondin, médecin, de la paroisse de Bécancour, comté de Nicolet, et autres, ont formé une société coopérative agricole sous le nom de "Société coopérative agricole de la Nativité-de-Bécancour", avec sa principale place d'affaires dans la municipalité du village de Bécancour, dans le comté de Nicolet.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont: l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage, ou des deux, l'achat et la vente d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente de produits agricoles.

Le soussigné, ministre de l'agriculture de la province de Québec, autorise la formation de cette société.

Le ministre de l'agriculture,

JOS.-ED. CARON.

Daté à Québec, le 13 mars 1917.

1359

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi concernant les sociétés coopératives agricoles, 1908, Monsieur Placide Richard, cultivateur, de la paroisse du Précieux-Sang, comté de Nicolet, et autres, ont formé une société coopérative agricole sous le nom de "Société coopérative agricole du Précieux-Sang", avec sa principale place d'affaires dans la municipalité de la paroisse du Précieux-Sang, dans le comté de Nicolet.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont: l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage, ou des deux, l'achat et la vente d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente de produits agricoles.

Le soussigné, ministre de l'agriculture de la province de Québec, autorise la formation de cette société.

Daté à Québec, le 13 mars 1917.

Le ministre de l'agriculture,

1361

JOS.-ED. CARON.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi concernant les sociétés coopératives agricoles, 1908, M. Arthur Brunelle, cultivateur, de la paroisse de Saint-Herménégilde, comté de Stanstead, et autres, ont formé une société coopérative agricole sous le nom de "Société coopérative agricole de Saint-Herménégilde", avec sa principale place d'affaires dans la municipalité du canton de Saint-Herménégilde, dans le comté de Stanstead.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont: l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage, ou des deux, l'achat et la vente d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et

Notice is hereby given that pursuant to the act respecting cooperative agricultural associations, 1908, Doctor J.-E. Blondin, physician, of the parish of Bécancour, county of Nicolet, and others, have formed a cooperative agricultural association under the name of "Société coopérative agricole de la Nativité-de-Bécancour", with its chief place of business in the municipality of the village of Bécancour, in the county of Nicolet.

The objects for which the association is formed are: the improvement and development of agriculture or of one or any of its branches, the manufacture of butter or cheese or both, the purchase and sale of cattle, agricultural implements, commercial fertilizers and other things useful to the agricultural class, the purchase, the keeping, transformation and sale of agricultural products.

The Minister of Agriculture and Roads of the Province of Quebec authorizes the formation of the said association.

Dated at Quebec, this 13th March, 1917.

JOS.-ED. CARON.

Minister of Agriculture.

1360

Notice is hereby given that pursuant to the act respecting cooperative agricultural associations, 1908, Mr. Placide Richard, farmer, of the parish of Précieux-Sang, county of Nicolet, and others, have formed a cooperative agricultural association under the name of "Société coopérative agricole du Précieux-Sang", with its chief place of business in the municipality of the parish of Précieux-Sang, in the county of Nicolet.

The objects for which the association is formed are: the improvement and development of agriculture or of one or any of its branches, the manufacture of butter or cheese or both, the purchase and sale of cattle, agricultural implements, commercial fertilizers and other things useful to the agricultural class, the purchase, the keeping, transformation and sale of agricultural products.

The Minister of Agriculture and Roads of the Province of Quebec authorizes the formation of the said association.

Dated at Quebec, this 13th March, 1917.

JOS.-ED. CARON,

Minister of Agriculture.

1362

Notice is hereby given that pursuant to the act respecting cooperative agricultural associations, 1908, Mr. Arthur Brunelle, farmer, of the parish of Saint Herménégilde, county of Stanstead, and others, have formed a cooperative agricultural association under the name of "Société coopérative agricole de Saint-Herménégilde", with its chief place of business in the municipality of the township of Saint Herménégilde, in the county of Stanstead.

The objects for which the association is formed are: the improvement and development of agriculture or of one or any of its branches, the manufacture of butter or cheese or both, the purchase and sale of cattle, agricultural implements, commercial fertilizers and other things useful to the

d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente de produits agricoles.

Le soussigné, ministre de l'agriculture de la province de Québec, autorise la formation de cette société.

Daté à Québec, le 13 mars 1917.

Le ministre de l'agriculture,
1363 JOS.-ED. CARON.

agricultural class, the purchase, the keeping, transformation and sale of agricultural products.

The Minister of Agriculture and Roads of the Province of Quebec authorizes the formation of the said association.

Dated at Quebec, this 13th March, 1917.

JOS.-ED. CARON,
1364 Minister of Agriculture.

Faillite

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 210. *In re*: Dame Leah Biernbaum (L. B. Gardner & Co), épiciers, insolubles.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera sujet à objections jusqu'au 23 avril 1917; après laquelle date, le dividende sera payable à mon bureau.

Le curateur,
JEAN-C. DUHAMEL.

Bureau du curateur,
20 rue Saint-Alexis, à Montréal.
Montréal, 17 mars 1917.

1371

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure. *In re*: J.-C. Hemond Shoe Co., faillie.

Avis est par les présentes donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera ouvert à contestation jusqu'au 3ème jour d'avril 1917.

Le curateur,
ALEXANDRE DESMARTEAU.
No 60 rue Notre-Dame-Est.
Montréal, 14 mars 1917.

1373

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure. Dans l'affaire de Zénon Legault, entrepreneur, de Montréal, failli.

Un premier bordereau de dividende a été préparé dans cette affaire, et sera payable le ou après le 3 avril 1917. Toute contestation dudit dividende devra être déposée à mon bureau avant cette date.

Le curateur,
ERNEST ST AMOUR.

11 Place d'Armes, Montréal.
Montréal, 16 mars 1917.

1375

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure. *In re*: J.-E. Levesque & Cie, confiseurs, de Montréal, insolubles.

Avis vous est donné que le 12ième jour de mars 1917, par un ordre de la cour, j'ai été nommé curateur à la succession des sus-nommés, qui ont fait une cession judiciaire de leurs biens et effets pour le bénéfice de leurs créanciers.

Les réclamations doivent être produites à mon bureau sous un mois de cette date.

Le curateur,
ERNEST ST-AMOUR.

Edifice: Banque de Québec,
No 11 Places d'Armes.
Montréal, 14 mars 1917.

1377

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure. *In re*: Wilfrid Lapierre, boucher, de Montréal, insolvable.

Avis vous est donné que le 5ième jour de mars 1917, par un ordre de la cour, j'ai été nommé curateur à la succession du sus-nommé, qui a fait

Bankruptcy

Province of Quebec, district of Montreal, superior court. No. 210. *In re*: Dame Leah Biernbaum, (L. B. Gardner & Co.) grocers, insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter which will be open to objections until the 23rd day of April, 1917, after which date the dividend will be payable at my office.

JEAN C. DUHAMEL,
Curator.

Office of the curator,
20 Saint-Alexis, street, Montreal.
Montreal, 17th March, 1917.

1372

Province of Quebec, district of Montreal, superior court. *In re*: J. C. Hemond Shoe Co., insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, which will be open to objection until the 3rd of April, 1917.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curator.
No. 60 Notre-Dame street East.
Montreal, 14th March, 1917.

1374

Province of Quebec, district of Montreal, superior court. In the matter of Zenon Legault, contractor of Montreal, insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter which will be payable on or after the 3rd April, 1917. Any contestation of said dividend must be filed at my office before aforesaid date.

ERNEST ST AMOUR,
Curator.

11 Place d'Armes, Montréal.
Montreal, 16th March, 1917.

1376

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court. *In re*: "J.-E. Lévesque & Cie", confectioners, of Montreal, insolvent.

Notice is hereby given that on the 12th day of March, 1917, by an order of the Court, I was appointed curator to the estate of the said insolvent who has made a judicial abandonment of his property and assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed with me within a month from the date of this notice.

ERNEST ST-AMOUR,
Curator.

Quebec Bank Building,
No. 11 Place d'Armes.
Montreal, 14th March, 1917.

1378

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court. *In re*: Wilfrid Lapierre, butcher, of Montreal, insolvent.

Notice is hereby given that on the 5th day of March, 1917, by an order of the Court, I was appointed curator to the estate of the said

une cession judiciaire de ses biens et effets pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être produites à mon bureau sous un mois de cette date.

Le curateur,

ERNEST ST-AMOUR,

Edifice: Banque de Québec,
No 11 Place d'Armes.

Montréal, 14 mars 1917.

1379

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure. *In re*: Samuel Katz, épiciier, de Montréal, insolvable.

Avis vous est donné que le 7ième jour de mars 1917, par un ordre de la cour, j'ai été nommé curateur à la succession du sus-nommé, qui a fait une cession judiciaire de ses biens et effets pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être produites à mon bureau sous un mois de cette date.

Le curateur,

ERNEST ST-AMOUR,

Edifice: Banque de Québec,
No 11 Place d'Armes.

Montréal, 14 mars 1917.

1381

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 66. Dans l'affaire de Henry Mills, marchand, des cité et district de Montréal, insolvable.

Avis est par le présent donné que ledit insolvable a fait une cession judiciaire de ses biens au bénéfice de ses créanciers, le 9 mars 1917, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Montréal, et que j'ai été nommé gardien provisoire.

Le gardien provisoire,

W.-H. LEACH.

Bureaux: 564 rue Sainte-Catherine-Ouest, à Montréal.

1383

Re: Alfred William Sutcliffe, Montréal, insolvable.

Avis est par le présent donné que le 29e jour de janvier 1917, ledit insolvable a fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, suivant la loi.

Le sub. gardien provisoire,

EUGENE PREVOST.

107 rue Saint-Jacques.

Montréal, 14 mars 1917.

1385

Re: Roméo Thouin, épiciier, Montréal, insolvable.

Avis est par le présent donné que le 13e jour de mars 1917, ledit insolvable a fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, suivant la loi.

Le sub. gardien provisoire,

EUGENE PREVOST.

107 rue Saint-Jacques.

Montréal, 14 mars 1917.

1387

Province de Québec, district de Montréal, No 390. cour supérieure. Dans l'affaire de M. L. Morris & Son, 360 rue Notre-Dame-Ouest, à Montréal, insolvable.

Avis est par le présent donné qu'un deuxième et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera sujet à contestation jusqu'au 30 mars 1917; après laquelle date, les dividendes seront payables au bureau du soussigné.

Le curateur,

W. GORDON FINLAYSON.

Bureau de Finlayson & Gardiner,

305, immeuble "Power", rue Craig-Ouest.

Montréal, 15 mars 1917.

1411

insolvent who has made a judicial abandonment of his property and assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed with me within a month from the date of this notice.

ERNEST ST-AMOUR,

Curator.

Quebec Bank Building,

No. 11 Place d'Armes.

Montreal, 14th March, 1917.

1380

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court. *In re*: Samuel Katz, grocer, of Montreal, insolvent.

Notice is hereby given that on the 7th day of March, 1917, by an order of the Court, I was appointed, curator to the estate of the said insolvent who has made a judicial abandonment of his property and assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed with me within a month from the date of this notice.

ERNEST ST-AMOUR,

Curator.

Quebec Bank Building,

No. 11 Place d'Armes.

Montreal, 14th March, 1917.

1382

Province of Quebec, district of Montreal, superior court, No. 66. In the matter of Henry Mills, merchant, of the city and district of Montreal, insolvent.

Notice is hereby given that the said insolvent has made a judicial assignment of his assets for the benefit of his creditors on March 9th, 1917, at the office of the prothonotary of the superior court, in the district of Montreal, and that I have been appointed provisional guardian.

W. H. LEACH,

Provisional guardian.

Offices: 564 Sainte Catherine West.

Montreal.

1384

Re: Alfred William Sutcliffe, Montreal, insolvent.

Notice is hereby given that on the 29th day of January, 1917, the said insolvent has made a judicial abandonment of his assets for the benefit of his creditors, according to law.

EUG. PREVOST,

Sub. provisional guardian.

107 Saint James street.

Montreal, 14th March, 1917.

1386

Re: Roméo Thouin, grocer, Montreal, insolvent.

Notice is hereby given that on the 13th day of March, 1917, the said insolvent has made a judicial abandonment of his assets for the benefit of his creditors, according to law.

EUGENE PREVOST,

Sub. provisional guardian.

107 Saint James street.

Montreal, 14th March, 1917.

1388

Province of Quebec, district of Montreal, No. 390. Superior Court. In the matter of M.-L. Morris & Son, 360 Notre Dame street West, Montreal, insolvent.

Notice is hereby given that a second and final dividend has been prepared in this matter, which will be open to objection until 30th March, 1917, after which date dividends will be payable at the office of the undersigned.

W.-GORDON FINLAYSON,

Curator.

Office of Finlayson & Gardiner.

305 Power building, Craig street West.

Montreal, 15th March, 1917.

1412

Liquidation

En vertu de la loi des liquidations

Canada, province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, No 80. Dans l'affaire de La Compagnie Fournier Limitée, en liquidation; et Joseph Alphonse Turcotte, liquidateur.

Avis est par le présent donné qu'il a été déposé chez J.-Alphonse Turcotte, liquidateur de ladite compagnie en liquidation, à son bureau, 97 rue Saint-Jacques, en la cité de Montréal, un certain acte de vente passé devant Hercule Gohier, notaire public, le seizième jour de novembre 1916, sous le numéro 4833 des minutes dudit notaire, de la part de la Compagnie Fournier, limitée, en liquidation, à F. Tremblay & Compagnie, dans lequel acte de vente la propriété transportée est plus particulièrement décrite, à savoir:

Trois lots de terre ayant front sur la Deuxième avenue, au coin de la rue Victoria, en la ville de Lachine, connus sous les numéros soixante et un, cinquante-quatre et cinquante-cinq de la subdivision officielle du lot numéro neuf cent seize, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine—avec bâtisses dessus érigées et toutes les machineries, outillages généralement quelconques situés dans et sur lesdits immeubles, et étant immeubles par destination.

Et de plus prenez avis que le certificat du registraire sur ladite propriété immobilière a aussi été déposé chez ledit liquidateur à son bureau à Montréal.

Que la propriété immobilière ci-haut décrite a été possédée et détenue par la compagnie Fournier, limitée, depuis le 29 novembre 1913, et que, antérieurement à cette date, ladite propriété a été détenue et possédée par Monsieur Arthur Fournier, industriel, demeurant en la cité de Lachine, et Joseph-Idola Fournier, contremaître, demeurant en la cité de Montréal.

Que lesdits acte de vente et certificat du registraire ont été ainsi déposés en conformité avec les prescriptions des articles 7552 et suivants des statuts refondus de la province de Québec, 1909, et que le présent avis est publié en conformité avec les dispositions desdits articles, et afin de donner à ladite vente l'effet d'une vente faite par le shérif.

Daté en la cité de Montréal, dans la province de Québec, ce trentième jour de novembre 1916.

Le liquidateur,

1369—11-5

J.-A. TURCOTTE.

Winding up

Under the winding up act.

Canada, province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 80. In the matter of "La Compagnie Fournier, Limitée", in liquidation; and Joseph Alphonse Turcotte, liquidator.

Notice is hereby given there has been deposited with J. Alphonse Turcotte, liquidator of the company in liquidation, at his office, 97 Saint James street, in the city of Montreal, a certain deed of sale passed before Hercule Gohier, notary public, the sixteenth day of November, 1916, and numbered 4833, of the minutes of said notary, from "La Compagnie Fournier, limitée", in liquidation, to F. Tremblay & Company, in which deed of sale the property conveyed is more particularly described as follows, to wit:

Three lots of land fronting on the Second avenue, at the corner of Victoria street, in the city of Lachine, known as Nos. sixty one, fifty four and fifty five of the official subdivision of lot No. nine hundred and sixteen (916-61, 54, 55) of the official plan and book of reference for the parish of Lachine—with the buildings thereon erected, and all the machineries, tools, and whatsoever therein contained and being immovable by destination.

And further take notice that the Registrar's certificate of search against the said immoveable property has also been deposited with the said liquidator, at his office, in Montreal.

That this immoveable property above described has been owned and possessed by "La Compagnie Fournier, limitée", from the 29th November, 1913, and that, prior to that date, the said property was owned and possessed by Messrs. Arthur Fournier, manufacturer, residing in the city of Lachine, and Joseph Idola Fournier, foreman, residing in the city of Montreal.

That the said deed of sale and registrar's certificate have been so deposited and in pursuance of the provisions of Articles 7552 and following of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, and this notice is given pursuant to the provisions of the said articles and for the purposes of giving said sale the effect of a sheriff's sale.

Dated at the city of Montreal, in the province of Quebec, this thirtieth day of November, 1916.

J.-A. TURCOTTE,

1370—11-5

Liquidator.

Vente par Licitation

District de Joliette, No 7649, cour supérieure. Charles Loiseau, demandeur; vs Joseph Loiseau et al, défendeurs.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Joliette, dans le district de Joliette, le dixième jour de mars 1917, dans une cause dans laquelle Charles Loiseau, cultivateur, de la paroisse de Saint-Ambroise de Kildare, dans le district de Joliette, est demandeur, et Joseph Loiseau et Constant Loiseau, tous deux de la dite paroisse de Saint-Ambroise de Kildare, dans le district de Joliette, Omer Loiseau, de la cité et du district de Montréal, tant personnellement qu'en sa qualité de curateur à Dame Léda Loiseau, fille majeure, de la cité et du district de Montréal, Arthur Loiseau et Amédée Désilets, tous deux de la cité d'Edmonton, dans la province d'Alberta, Napoléon

Sale by Licitation

District of Joliette, No. 7649. Superior Court. Charles Loiseau, plaintiff; vs Joseph Loiseau et al, defendants.

Notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the superior court, sitting at Joliette, in the district of Joliette, on the tenth day of March, 1917, in a cause wherein Charles Loiseau, farmer, of the parish of Saint Ambroise de Kildare, in the district of Joliette, is plaintiff, and Joseph Loiseau and Constant Loiseau, both of said parish of Saint Ambroise de Kildare, in the district of Joliette, Omer Loiseau, of the city and district of Montreal, both personally and in his quality of curator to Dame Léda Loiseau, spinster, of the city and district of Montreal, Arthur Loiseau and Amédée Désilets, both of the city of Edmonton, in the province of Alberta, Napoléon Clermont, of Côte-des-Neiges, in the

Clermont, de la Côte-des-Neiges, dans la cité et le district de Montréal, Joseph Joly et Dame Georgianna Joly, fille majeure, tous deux de la ville et du district de Joliette, Charles Joly, de la paroisse de Sainte-Elizabeth, district de Joliette, Aristide Joly, de la paroisse de Saint-Charles-Borromée, district de Joliette, Octavien Forget et Charles-Edouard Forget, tous deux de la paroisse de Sainte-Elizabeth, district de Joliette, Dame Marie-Louise Lemire, fille majeure, de la cité et du district de Montréal, Joseph Désilets, de la cité de Duluth, dans le Minnesota, l'un des états-unis d'Amérique, Georges Désilets et Louis Désilets, tous deux de la paroisse de Saint-Joachim, dans le comté d'Essex, dans la province d'Ontario, Dame Georgianna Loiseau, de la dite paroisse de Saint-Ambroise-de-Kildare, district de Joliette, épouse de Adélarde Lamontagne, cultivateur, du même lieu, et le dit Adélarde Lamontagne, à l'effet seulement d'autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, Dame Georgianna Clermont, de la cité et du district de Montréal, épouse de Louis Caron, facteur, du même lieu, et le dit Louis Caron à l'effet seulement d'autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, Dame Marie Sophie Clermont, de la cité et du district des Trois-Rivières, épouse de Dieudonné Chênevert, employé de chemin de fer, du même lieu, et le dit Dieudonné Chênevert, à l'effet seulement d'autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, Dame Emélie Joly, de la paroisse de Saint-Paul, district de Joliette, épouse de Saul Forest, cultivateur, du même lieu, et le dit Saul Forest, à l'effet seulement d'autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, Dame Emma Désilets, de la paroisse de Saint-Joachim, dans le comté d'Essex, dans la province d'Ontario, veuve de Georges Desfossés, en son vivant, cultivateur, du même lieu, Dame Eugénie Désilets, de Ruscom Station, dans le comté d'Essex, dans la province d'Ontario épouse de Pierre Levasseur, cultivateur, du même lieu, et le dit Pierre Levasseur, à l'effet seulement d'autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, Dame Henriette Désilets, de la ville de Windsor, dans la province d'Ontario, épouse de Joseph Levasseur, artisan, du même lieu, et le dit Joseph Levasseur, à l'effet seulement d'autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, Amédée Loiseau, Parfait Loiseau, Alfred Loiseau, Ernest Clermont, Octavien Joly, Constant Désilets, Charles Désilets et Ludger Désilets, tous absents de cette province, sont défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir: les lots Nos 193 et 234 des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Ambroise de Kildare, seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur. le VINGT-CINQUIEME jour d'AVRIL 1917, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice de Joliette, sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire de la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Les avocats et procureurs du demandeur,
LADOUCEUR & TELLIER.
Joliette, 13 mars 1917. 1367—11-2

city and district of Montreal, Joseph Joly and Dame Georgianna Joly, spinster, both of the town and district of Joliette, Charles Joly, of the parish of Sainte Elizabeth, district of Joliette, Aristide Joly, of the parish of Saint Charles Borromée, district of Joliette, Octavien Forget, and Charles Edouard Forget, both of the parish of Sainte Elizabeth, district of Joliette, Dame Marie-Louise Lemire, spinster, of the city and district of Montreal, Joseph Désilets, of the city of Duluth, in the state of Minnesota, one of the united states of America, Georges Désilets and Louis Désilets, both of the parish of Saint Joachim, in the county of Essex, in the province of Ontario, Dame Georgianna Loiseau, of the said parish of Saint Ambroise de Kildare, district of Joliette, wife of Adélarde Lamontagne, farmer, of the same place, and the said Adélarde Lamontagne, for the sole purpose of authorizing his said wife for the purposes hereof, Dame Georgianna Clermont, of the city and district of Montreal, wife of Louis Caron, mail carrier, of the same place, and the said Louis Caron, for the sole purpose of authorizing his said wife for the purposes hereof, Dame Marie Sophie Clermont, of the city and district of Three Rivers, wife of Dieudonné Chenevert, railway employee, of the same place, and the said Dieudonné Chenevert, for the sole purpose of authorizing his said wife for the purposes hereof, Dame Emélie Joly, of the parish of Saint Paul, district of Joliette, wife of Saul Forest, farmer, of the same place, and the said Saul Forest for the sole purpose of authorizing his said wife for the purposes hereof, Dame Emma Désilets, of the parish of Saint Joachim, in the county of Essex, in the province of Ontario, wife of Pierre Levasseur, farmer, of the same place, and the said Pierre Levasseur, for the sole purpose of authorizing his said wife, Dame Henriette Désilets of the town of Windsor, in the province of Ontario, wife of Joseph Levasseur, workman, of the same place and the said Joseph Levasseur, for the sole purpose of authorizing his said wife for the purposes hereof, Amédée Loiseau, Parfait Loiseau, Alfred Loiseau, Ernest Clermont, Octavien Joly, Constant Désilets, Charles Désilets and Ludger Désilets, all absentees from this province, are defendants, ordering the licitation of certain immoveables designated as follows, to wit: the lots Nos. 193 and 234 of the official cadastral plan and book of reference of the parish of Saint Ambroise de Kildare, will be put to auction and adjudged to the highest and last bidder, on the TWENTY FIFTH day of APRIL, 1917, sitting the court, in the court room of the court house, at Joliette, subject to the charges clauses and conditions contained in the list of charges deposited with the prothonotary of said court, and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the prothonotary of said court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication and, failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will before closed from the right of so doing.

LADOUCEUR & TELLIER,
Advocates and Attorneys for plaintiff.
Joliette, 13th March, 1917. 1368—11-2

AUX ANNONCEURS DANS LA GAZETTE TO ADVERTISERS IN THE OFFICIAL GAZETTE

Ceux qui transmettent des annonces pour être insérées dans la *Gazette Officielle*, voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous:

1. Adresser "Gazette Officielle", Québec.
2. Indiquer le nombre d'insertions.

3. TRANSMETTRE INVARIABLEMENT LE PRIX DE L'ANNONCE AINSI QUE LE PRIX D'UN EXEMPLAIRE DE LA GAZETTE, TELS QUE DONNÉS PLUS BAS. SI CES CONDITIONS NE SONT PAS REMPLIES, L'ANNONCE NE SERA PAS PUBLIÉE.

Tarif des annonces:

Première insertion, 10c par ligne (mesure agate)

Insertions subséquentes, 5c par ligne (mesure agate).

Traduction, 40c par 100 mots.

Gazette Officielle, par exemp., 21c.

Feuilles volantes, 65c par douzaine.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$5. par année, est invariablement payable d'avance, et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils doivent faire une remise en conséquence.

N.-B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette* pour la première insertion; et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'imprimeur du Roi,

E.-E. CINQ-MARS.

Hôtel du gouvernement.
Québec, 4 avril 1914.

519

PARTIES sending advertisements to be inserted in the *Official Gazette*, will please observe the following rules:

1. Address "The Official Gazette", Quebec.
2. Indicate the number of insertions required.

3. INVARIABLY REMIT THE FEES FOR SUCH ADVERTISEMENTS, TOGETHER WITH THE PRICE OF THE GAZETTE, AS BELOW, OTHERWISE THEY WILL NOT BE INSERTED.

The rates are:

First insertion, 10 cents per line (agate measure.)

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure.)

Translation, 40 cents per 100 words.

Official Gazette, 21 cents per single number.

Slips, 65 cents per dozen.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock, noon, on Thursday, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$5. per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N.-B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number; the second number the *Gazette* number; and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

E.-E. CINQ-MARS,

King's Printer.

Government House.

Quebec, 4th April, 1914.

520

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 11.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—

Dame Anber vs Thomas.....	665
" Botros vs Bouziane.....	666
" Brochu vs Simoneau.....	664
" Caisse vs Lacroix.....	665
" Caron vs Lemire.....	665
" Coviensky vs Levin.....	666
" Dwyer vs Levasseur.....	665
" Gagnon vs Larose.....	666
" Guilbault vs Brière.....	666
" Jacob vs Haddad.....	666
" Lebit vs Croney.....	667
" Leclair vs Villemare.....	637

ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS:

Dame Benoit vs Young.....	668
" Lockhart vs Greetham.....	668

ANNONCEURS, avis aux..... 703

Index of the Quebec Official Gazette, No. 11.

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :—

Dame Lefebvre vs Lebeau.....	668
" Lemelin vs Picard.....	665
" Lipsey vs Arnovitz.....	667
" McLean vs Duranceau.....	665
" Mongeau vs Ducharme.....	664
" Morris vs Messier.....	664
" Poirier vs Belair.....	664
" Tremblay vs Didier.....	667
" Turgeon vs Dompiere.....	666
" Wilson vs Brady.....	667
" Wiseman vs Zelicovici.....	667
" Zarbatany vs Konsayeh.....	664

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD:

Dame Morin vs Payette.....	618
----------------------------	-----

ADVERTISERS, notice to..... 703

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL :—Concernant l'établissement d'un droit régalien sur l'amiante..... 696

AVIS:—

Band S. Lumber Company..... 669

DEMANDE POUR LETTRES PATENTES:—

La compagnie Hubert Moisan, assurance funéraire de Québec..... 660

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE:—

Commissaires d'écoles:—MM. Roy et Phaneuf..... 662
Joubert..... 662
Lots canton Escourt à Rivière-Bleue... 66
Lots canton Forsyth à Saint-Evariste... 663
Lots de la paroisse Saint-David d'Yamaska à municipalité Saint-Gérard d'Yamaska..... 663
Lots paroisse Saint-David à municipalité Saint-Pie de Guire..... 662
Lots municipalité Notre-Dame-du-Mont-Carmel à municipalité Saint-Bruno-de-Woodbridge..... 662
Lots de Jacques-Cartier à municipalité Très-Saint-Sacrement..... 662
Municipalité Saint-Jean-Baptiste-d'Ascot 662
Municipalité Saint-Pie, comté de Bagot. 663
Municipalité Centre Northfield..... 663
Saint-Henri et Sainte-Cunégonde..... 661

DÉPARTEMENT DU TRÉSOR (Branche des assurances:—

Société catholique de protection et de renseignements de Montréal..... 663

FAILLITE:—

Beaulieu..... 669
Biernbaum..... 699
Descoteaux..... 670
Faulkner..... 670
F.-A. Paulin Fire & Rubber Co..... 671
Fortin..... 671
Hurteau..... 669
Hemond Shoe Co..... 699
Katz..... 700
Lafontaine *et al.*..... 669
Lapierre..... 699

LETTRE PATENTE SUPPLÉMENTAIRE:—

DeBleury Realities, ltd..... 660

LETTRES PATENTES:—

Alphonse Labelle, ltée..... 656
Canadian American Security Coy..... 357
Carrières Saint-Michel, ltée..... 652
Maritime Optical Coy, ltd..... 650
The Amos Fish Company, ltd..... 653
The Art Skirt & Cloak Company, ltd.... 659
The Champion Engine Coy, ltd..... 655

LIQUIDATION:—

La Cie Château Salaberry, ltée..... 67
La Cie Fournier, ltée..... 701

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE:—

Société coopérative agricole de Saint-Herménégilde..... 698

ORDER IN COUNCIL:— Concerning the imposition of a royalty on Asbestos..... 696

NOTICE:—

Georgetown Cemetery Coy, ltd..... 668

APPLICATION FOR LETTERS PATENT:—

La compagnie Hubert Moisan, assurance funéraire de Québec..... 660

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION:—

School commissioners:—Messrs Roy and Phaneuf..... 662
Joubert..... 662
Lots township Escourt to River Bleue... 663
Lots township Forsyth to Saint Evariste. 663
Lots of the parish of Saint David d'Yamaska to municipality of Saint Gérard of Yamaska..... 663
Lots parish Saint David to municipality Saint Pie de Guire..... 662
Lots municipality Notre-Dame-du-Mont-Carmel to municipality Saint Bruno-de-Woodbridge..... 662
Lots of Jacques Cartier to municipality Très Saint Sacrement..... 662
Municipality Saint-Jean-Baptiste-d'Ascot 662
Municipality Saint Pie, county of Bagot. 663
Municipality Northfield Centre..... 663
Saint-Henri and Sainte-Cunégonde..... 661

TREASURY DEPARTMENT (Insurance Branch):—

The Canadian Surety Coy..... 664

BANKRUPTCY:—

Legault..... 699
Levesque & Cie..... 699
Messier..... 671
Mills..... 700
Morris & Son..... 700
Richard (Dme)..... 670
Routhier..... 671
Simoneau..... 670
Sutcliffe..... 700
Thouin..... 700
Venne..... 670

SUPPLEMENTARY LETTER PATENT:—

DeBleury Realities, ltd..... 660

LETTERS PATENT:—

The H. & O. Mining Coy, ltd..... 647
The Holman Theatres, ltd..... 645
The Montreal Cash Coy..... 647
The Knickerbocker Manufacturing Coy, ltd..... 654
The Nottaway Fish Coy, ltd..... 658
The Pontiac Lumber & Pulp Coy..... 648

WINDING UP:—

The Mountain Creek Gold Fileds Coy, ltd 671

DEPARTMENT OF AGRICULTURE:—

Cooperative Society of Saint-Herménégilde. 698

Société coopérative agricole du Précieux-Sang.....	698	Cooperative Society of Précieux-Sang.....	698
Société coopérative agricole de la Nativité-de-Bonsecour.....	698	Cooperative Society of the Nativité-de-Bonsecour.....	698
NOMBRE DE DIRECTEURS AUGMENTÉ:—		NUMBER OF DIRECTORS INCREASED:—	
The Amos Fish Company, limited.....	673	The Amos Fish Company, limited.....	673
NOMINATION:—		APPOINTMENT:—	
Cour des commissaires:—Sainte-Pudentienne.....	643	Commissioners court.—Sainte Pudentienne.....	643
ORDRE DE LA COUR:—		ORDER OF THE COURT:—	
Côté vs Brouillard.....	674	Côté vs Brouillard.....	674
PROCLAMATIONS:—		PROCLAMATIONS:—	
Canton-township Robidoux.....	643	Terme de la cour criminelle—Term of Criminal Court, Bryson.....	695
VENTE PAR LICITATION:—		SALE BY LICITATION:—	
Loiseau vs Loiseau <i>et al.</i>	701	Loiseau vs Loiseau <i>et al.</i>	701
VENTE POUR TAXES MUNICIPALES:—		SALE FOR MUNICIPAL TAXES:—	
Ville d'Iberville.....	674	Town of Iberville.....	674
VENTES PAR LES SHÉRIFS:—		SHERIFFS' SALES:—	
BEDFORD:—		BEDFORD:—	
The International Harvester Coy of Canada ltd, vs Côté.....	675	The International Harvester Coy of Canada ltd, vs Côté.....	675
CHICOUTIMI:—		CHICOUTIMI:—	
Lemieux <i>et al</i> vs Girard <i>ès. l.</i>	675	Lemieux <i>et al</i> vs Girard <i>ès. l.</i>	675
IBERVILLE:—		IBERVILLE:—	
Lemieux vs Plante.....	676	Lemieux vs Plante.....	676
KAMOURASKA:—		KAMOURASKA:—	
Le Syndicat des cultivateurs vs Roy dit Desjardins.....	667	Picard vs Lavoie.....	677
MONTREAL:—		MONTREAL:—	
Barrette vs Dumontet.....	686	Lawlor (Dme) <i>alias</i> Desmond vs Rivard..	687
Boyer vs Fontaine.....	682	Les Commissaires d'Ecoles de Saint-Jean-Berchmans vs Sauvé.....	684
Brunet dit Letendre vs Similovitch.....	684	Lefrançois vs Bedard <i>ès. qual.</i>	685
Budyk vs Besner.....	688	Les commissaires d'écoles pour la municipalité d'Hochelaga—The School commissioners for the municipality of Hochelaga vs Leblanc.....	686
Cartier vs Klamman.....	680	Levine <i>et al</i> faillis-insolvents.....	691
Chait & Fisher, faillis-insolvents.....	685	Longpré vs Landry.....	679
Crédit Foncier Franco-Canadien vs Robillard <i>et al.</i>	687	Mousley Dme vs Towsley.....	683
Cullin vs Burns <i>et al.</i>	678	Morgan vs Morgan <i>et al.</i>	688
David Dme vs Dlle Gold.....	681	Petitpas vs Latreille.....	684
Dufault <i>et al</i> vs Payant.....	683	Robillard vs Marotta.....	681
Duranceau, failli-insolvent.....	681	The Instalment Investment Coy vs Richard <i>et al.</i>	677
Feldman vs Siminovitch <i>et al.</i>	678	The Trust Loan Co. of Canada vs Vallée..	680
Hamelin <i>et al</i> vs Dme Caressa.....	679		
La Banque d'Hochelaga vs The St. Georges Land Co. ltd.....	689		
Lafond, failli-insolvent.....	682		
Lamarre vs Roy <i>et al.</i>	683		
OTTAWA:—		OTTAWA:—	
Scott Dme <i>esq.</i> vs Charron.....	691	Scott Dme <i>esq.</i> vs Charron.....	691

QUÉBEC:—

Cité de—city of Québec vs propriétaire
inconnu—proprietor unknown..... 692

SAINT-FRANÇOIS:—

Stewart vs House..... 693

SAINT-HYACINTHE:—

Dubreuil vs Jarry..... 693

TROIS-RIVIÈRES:—

Bourque vs Dme Pichette..... 694
Létourneau, failli—insolvent..... 695

QUEBEC:—

Huard Dme vs Samson..... 692
La cité de—the city of Québec vs Bourret. 600

SAINT FRANCIS:—

Stewart vs House..... 693

SAINT-HYACINTHE:—

Dubreuil vs Jarry..... 693

THREE RIVERS:—

Pauzé vs Létourneau *et al.*..... 694